

Kairos

JOURNAL LIBRE ● INDÉPENDANT

DOSSIER

MIGRATIONS ET INTÉGRATION

Pages 10 à 18

Kairos

Editeur responsable: ASBL Kairos / Alexandre Penasse - Rue des Bégonias, 32 - 1170 Watermael-Boitsfort, Bruxelles



La mort
en uniforme

Thierry Simonelli • Page 3

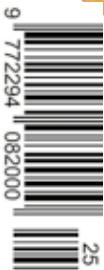
L'Union européenne
de la guerre ou le
bellicisme des caniches

S. Kimo • Page 8

Le prophète
des Lumières noires

Alain Adriaens • Page 9

Illustration : Léandre



SOMMAIRE

Je suis, donc je ne veux pas savoir

Alexandre Penasse / Page 2

La mort en uniforme

Thierry Simonelli / Page 3

Big Mother veille sur vous (partie 3/5)

Kenny Cadinu / Pages 4-5

La conservation des semences à l'ère du Capitalocène

Valérie Tilman et Kaarle Parikka / Pages 6-7

L'Union européenne de la guerre ou le bellicisme des caniches

S. Kimo / Pages 7-8

Le prophète des Lumières noires

Alain Adriaens / Page 9

DOSSIER

Pages 10-16

Migrations et intégration

Humanitaire et exploitation, apports et calvaires

Dossier coordonné par Daniel Zink et Bernard Legros / Page 10

Politiques d'accueil : marier humanisme et réalisme ?

Pages 11-12

Les frontières et les règles qui régissent la circulation des personnes

Pages 13-14

Causes des migrations : le regard d'un écrivain

Les roses de la nuit et leurs lumières

Pages 15-16

Clartés du Sud et clartés nordiques

Inspirations mutuelles, grandes tentatives et créations

Page 16

Comment l'histoire entre pays détermine l'histoire d'un migrant : le récit de Bakari

Propos recueillis par Alexandre Penasse / Pages 17-18

Homo artificialis

Virginie Belfiore / Page 19

Pithécantrophe woke

Pascal Halary / Page 19

Alors, tu les aimes, mes chèques ?

Jean-Guy Divers / Page 20

Fils de pub

Alain Adriaens / Page 20

Nous redeviendrons (presque) tous paysans !

Thomas Lauwers / Page 21

Vu, lu, entendu

Pages 22-23

Brèves

Page 24

Je suis, donc je ne veux pas savoir

La connaissance est intimement liée à l'affect, car elle est toujours liée à un tiers, à ce que l'on a été dans le passé qui définit ce que l'on est dans le présent, à notre milieu social, notre ancrage. Sans chercher à excuser, mais plutôt à tenter de comprendre, prenons l'exemple du médecin, qui toute sa carrière, a appliqué les protocoles qui lui avaient été enseignés à l'Université. Soit une médecine basée sur le principe de « l'Evidence-Based Medicine » (EBM), qui se définit comme « l'utilisation consciencieuse, explicite et judicieuse des meilleures données disponibles pour la prise de décisions concernant les soins à prodiguer à chaque patient, [...] une pratique d'intégration de chaque expertise clinique aux meilleures données cliniques externes issues de recherches systématiques ».

Ce médecin a consciencieusement appliqué ce qui lui semblait le mieux, désignant comme charlatans tous ceux qui critiquaient la « méthode scientifique » et agissaient autrement. Le statut social attaché à sa profession et la reconnaissance de ses pairs lui conférant la certitude de détenir la vérité, tout ce qui est hors-cadre est devenu indiscutable, le cadre étant lui-même impossible à remettre en question.

Imaginez maintenant que quelqu'un de proche, un fils par exemple, tente d'avertir son père du dessous des cartes de l'événement Covid-19 : de la manière dont on a fabriqué une menace, de la mise sur la marché d'un produit expérimental dont les fabricants savaient qu'il ne protégeait ni contre l'infection ni contre la transmission, des conflits d'intérêts, des effets indésirables dramatiques des injections... Comment pensez-vous que le père va réagir ? Aurait-il une personnalité assez forte pour renier une vie entière de pratique, s'opposer à ses pairs, risquer l'opprobre sociale, se responsabiliser pour les mauvais choix qu'il a pris ? Une majorité n'aura pas le courage - et même, avant cela, la conscience - et s'opposera avec véhémence à reconnaître la vérité. Les relations n'y feront rien, et la blessure affective du fils n'engagera pas le père sur la voie de la vérité. Pour ce dernier, le problème n'est pas le cadre, mais ceux qui pensent en dehors.

Naturellement, la rationalité n'est pas affective et, de fait, atteindre la vérité demande qu'on se déleste de toute émotion, ou du moins qu'on prenne de la distance. L'affect empêche donc de voir le réel, retournant l'adage habituel « je crois ce que je vois », en « je vois ce que je crois ». La réalité peut-être là, devant l'individu, qu'il ne la verra pas. On peut lui expliquer, pour prendre un autre exemple significatif, que la guerre Russie-Ukraine ne commence pas en 2022 mais a des racines bien plus profondes, notamment le coup d'État de 2014 ou Euromaidan, il ne voudra pas comprendre. Lacan disait « la réalité c'est quand on se cogne ». C'est exact, et celui qui est face à un réel qui ne lui convient n'a pas envie d'avoir mal.

Ce qui est en jeu dans les identités et le contexte géopolitique est encore plus puissant que ce qui se joua dans les consciences au cours de l'événement Covid. Si ce dernier s'appuiera sur la Science comme croyance, la peur de mourir et le conformisme, la guerre et les conflits intra-ethniques touchent directement à la personnalité qui se définit en partie par l'identité sociale. L'autre, le Russe dans ce cas, est un ennemi pour certains Ukrainiens, dont l'identité se construit dans la haine envers lui. Au niveau identitaire le plus extrême, l'individu est incapable de voir le réel, de reconnaître les erreurs de son camp ou les bienfaits dans l'autre camp, de modérer sa position. Il est totalement irrationnel, envahi par l'affect.

Et l'époque n'aide pas à sortir de cet état, au contraire elle l'augmente et l'encourage. La dilution du lien à travers ce qui porte profondément mal son nom : le réseau, amplifie les réactions individuelles émotionnelles. Ce réseau — qui est plutôt la mise en commun d'individus séparés, comme disait Guy Debord en évoquant la télévision, spectacle où se mettent en scène les egos — favorise le *bashing* social et le conformisme, générant une sorte de triangle de Karpman permanent, amplifiant chacun des rôles. La Toile est ainsi une aubaine pour les pervers, les narcissiques et toutes les pathologies de l'ego : elle est un terrain d'expression sans limite, où ils peuvent jouer les bourreaux en toute impunité et écrire le scénario. *A contrario*, elle est une catastrophe pour les faibles, les « victimes », qui entrent dans les scénarios écrits par les premiers. Enfin, elle est un aimant pour les sauveurs qui ont toutes les victimes à « aider » à leur disposition.

Je me souviens de cette image collée sur la porte d'un enseignant en faculté de psycho, où l'on voyait un chien devant un ordinateur, avec cette phrase : « Ici, ce qui est bien, c'est que personne ne sait que je suis un chien ». C'était au tout début de l'ère Internet. Dans l'ère du virtuel, le bourreau peut ainsi jouer la victime et mettre à mort quiconque, grâce aux sauveurs qui se jetteront sur cette fausse proie. Cet anonymat de la Toile ne fait pas qu'amplifier ce qui se passe dans la vraie vie, elle le distord également. Un fait anodin devient gravissime, prend une tout autre tournure, mettant souvent en place un tribunal virtuel avec effets dans le réel, aux conséquences parfois dramatiques, comme les suicides.

Rien de tel dès lors que le vrai débat, en présence les uns des autres, avec cette tolérance digne d'une véritable agora où l'on peut entendre de l'autre quelque chose avec lequel nous ne sommes pas d'accord.

Alexandre Penasse

Kairos – Journal antiproductiviste pour une société décente
Journal de réflexion, d'investigation et de changement, sans pub
Périodique bimestriel / Paraît en février, avril, juin, septembre, novembre ISSN : 2294-0820
Imprimé en France.
Imprimerie Rotochampagne,
2 rue des Frères Garnier
F-52000 Chaumont

Tirage : ce numéro a été tiré à 4.000 exemplaires
Route : Rotochampagne, Cambier
Editeur responsable
ASBL Kairos / Alexandre Penasse
Rue des Bégonias, 32
1170 Watermael-Boitsfort,
Bruxelles - Belgique
info@kairospresse.be
www.kairospresse.be
M. (00 32) 472/560 724

Rédacteur en chef : Alexandre Penasse
ap@kairospresse.be
Secrétaire de rédaction : Bernard Legros
Graphisme : Studio Noir & Clair
Rellecteurs :
Janine, Nadia, Alain, Annie, Amélie, Brigitte, Marie,
Nathanaël.
Pour commander des numéros :
commande@kairospresse.be

Chroniqueurs / Rédacteurs
Alexandre Penasse (A.P.), Bernard Legros (B.L.),
David Tong (D.T.), Alain Adriaens (A.A.) François
Massoulié (F.M.), Daniel Zink (D.Z.), Kenny Cadinu
(K.C.), Kaarle Joonas Parikka (K.J.P.), Marion
Feledziak (M.F.), Paul Willems (P.W.).
Ont contribué à ce numéro
Jean-Guy Divers, Pascal Halary, Thomas
Lauwers, Thierry Simonelli, Virginie Belfiore, Ruud
Koopmans, Bakari, Valérie Tilman.

Les articles n'engagent que la responsabilité de leurs auteurs, mais on ne les laissera jamais tomber !
Illustrations :
Léandre, Fred, Philippe Debongnie, Cassou,
Mickomix, Mystigris, Noir & Clair.

Nos copains de la presse libre en Suisse et en France

STP
LE PARIS DÉBRANCHÉ

-Moins!

LA DÉCROISSANCE
Le journal de la joie de vivre

La mort en uniforme

Illustration : Fred



Fin mai 2025, le général Steve Thull, chef d'état-major de l'armée luxembourgeoise, déclare dans un entretien de Reporter que : « *s'engage dans l'armée doit être conscient qu'il sert un objectif supérieur. Et que cela peut impliquer de donner sa vie pour défendre la paix et la démocratie. C'est absolument noble* » (Reporter, 28 mai 2025).

Par ces mots, Steve Thull, ancien représentant du Luxembourg au sein du Comité de consultation, de commandement et de contrôle de l'Otan traduit en langage clair et compréhensible, ce que la ministre de la Défense formulait plus prudemment en avril dernier : « *Je dois faire en sorte qu'on soit prêt pour une guerre.* » (Virgule, 3 avril 2025). Tandis que les responsables politiques, maîtres dans l'art de recycler le jargon de l'Otan, s'efforcent de promouvoir les bénéfices économiques du « double usage » de la guerre, le général, lui, ne s'embarasse pas de détours : il rappelle clairement que l'armée, en dernier ressort, est faite pour donner la mort.

Le message a désormais le mérite de la clarté : la défense militaire de « nos valeurs » (la paix, la démocratie et notre mode de vie) repose sur le sacrifice de vies humaines. Car, selon les mots du général, « *chaque soldat apporte une aide précieuse à la société et est prêt à donner sa vie en cas d'urgence afin que nous puissions continuer à vivre ici comme nous le faisons* » (ibid.).

Évidemment, même lorsque les guerres sont menées au nom des « bonnes valeurs », la mort ne s'arrête pas aux rangs des nobles soldats. Le sacrifice militaire, aussi généreux soit-il, a cette fâcheuse propension à déborder sur la population civile. Durant la guerre de Corée, 74% des morts étaient civils ; 46% au Vietnam ; 87% lors de la première guerre du Golfe ; entre 52% et 56% dans les conflits en ex-Yougoslavie ; et 66 % en Iraq (Khorram-Manesh et al., p. 5).

« LA LOGIQUE MILITAIRE EST EXTRÊMEMENT SIMPLE »

À quoi sert donc la militarisation du Luxembourg ? À la dissuasion : le fameux *peace through deterrence* de la Guerre froide ? La logique militaire de la paix comme menace organisée, explique le général Thull, est très simple. La dissuasion commence par l'évaluation des instruments nécessaires à la dissuasion. Les chefs des armées de l'Otan constatent ce dont les pays disposent et distribuent ensuite les diverses capacités de dissuasion aux différents pays : « *Une fois l'analyse effectuée, elle est répartie entre les différents pays, et nous obtenons ainsi nos objectifs. Nous devons ensuite nous montrer à la hauteur de ces objectifs* » (ibid.).

Et une fois la direction de marche arrêtée et l'ordre de mobilisation donné, l'heure n'est plus aux interrogations, et pas aux longs détours du débat démocratique. La politique, elle

aussi, s'en trouve simplifiée. La politique nationale se voit ainsi assigner un double usage qui ne consiste plus à décider, mais à servir des décisions prises ailleurs : garantir les financements nécessaires à la paix armée et rallier l'opinion aux décisions de l'état-major de l'Otan.

Dont acte : en bon agent atlantiste, la ministre de la Défense a entrepris d'orchestrer le plus vaste investissement militaire de l'histoire luxembourgeoise (Tageblatt, 8 mai 2024), tout en répétant, avec la régularité d'un métronome, que selon la vénérable doctrine du « double usage », l'arsenal de demain fera chanter l'économie d'après-demain. Après une petite cure d'austérité, bien entendu.

Ainsi, la « discussion » publique se résume, selon les termes mêmes du général, à faire comprendre à la population que « *la paix est la base fondamentale de tous les autres besoins* » et que « *le sens et la finalité de l'armée sont le maintien de la paix* ». La stratégie extérieure commence par la mise au pas intérieure.

MOURIR EN SOLDAT DE LA LIBERTÉ

Mais qu'en est-il alors du champ de bataille, ce fondement armé de la paix ? Réaliste et sans détours, le général Thull reconnaît que « *superhéros ou non, cela ne change absolument rien* » (ibid.) quant à la capacité des soldats luxembourgeois à influer sur les issues militaires. Le Luxembourg, admet-il, est trop petit pour faire une différence sur le champ de bataille. Mais quel est l'objectif de la militarisation, se demandera le simple d'esprit, si ce n'est de défendre la démocratie armes à la main ?

Une fois de plus, la logique militaire reste d'une désarmante simplicité. Sous la stratégie guerrière affleure immanquablement la vieille morale du sacrifice. Ici, la mort, pourvu qu'elle soit « noble », devient l'accomplissement suprême du citoyen-soldat. Le militarisme pacifique célèbre une liturgie bien rodée, où l'individu n'acquiert de dignité qu'en se sacrifiant sur l'autel de la solidarité nationale et des desseins communs. Car même si nos soldats ne gagneront aucune guerre, même s'ils n'y feront aucune différence, ils pourront du moins y mourir. Pour la solidarité : « *Si l'on veut être solidaire, il faut accepter de donner sa vie* » (ibid.).

C'est donc par la solidarité sacrificielle que la petite nation pourra rejoindre la communauté de destin des valeurs de l'Otan. Au passage, la rhétorique du général Thull rappelle, sans les nommer, les plus sombres idéologies politiques du XX^e siècle, où mourir pour une cause supérieure (la nation, le peuple, la civilisation) représentait la valeur suprême. Derrière l'exaltation du « noble sacrifice » se profile cette mystique guerrière où les valeurs, aussi légitimes paraissent-elles cachent à peine la pulsion de mort qui les anime. Le citoyen-soldat y est présenté comme une figure rédemptrice, dont le renoncement à soi-même devient le modèle exemplaire de la vertu civique.

C'est dans cet univers de pensée que le soldat devient, aux yeux des stratèges atlantistes, le garant ultime de la « démocratie ». Dans ces idéologies, la guerre ne peut évidemment pas être interrogée dans ses causes politiques, stratégiques ou économiques ; elle est transcendée, sacralisée. Le sacrifice de l'individu pour la patrie, pour le destin national ou international n'est pas une simple nécessité militaire ou une conséquence tragique de la guerre. Il constitue le cœur d'une liturgie civique, une expérience spirituelle où la mort elle-même devient un acte de foi patriotique, d'affirmation de « valeurs » supérieures. La mort y devient transfigurée en don suprême pour l'unité organique de la solidarité entre l'individu et l'État militaire.

Les nouveaux combattants de la paix renouent discrètement avec les rites d'un passé qu'on croyait révolu. Le recours à la morale, le vocabulaire de l'honneur, de la grandeur de l'engagement et de la noble mort effacent de nouveau les enjeux géopolitiques réels et les intérêts économiques sous-jacents de la guerre. Toutefois, quand la politique, suivant les ordres de la grande armée démocratique, emprunte le langage de la guerre, elle cesse d'être un espace de délibération pour devenir effort de mobilisation des populations. C'est sans doute là ce que cette vaste stratégie militaire a de plus inquiétant : elle s'inscrit déjà dans une réorganisation économique bien réelle, portée par un discours saturé de formules toutes faites.

Pour la politique devenue propagande atlantiste, « *l'armée est là pour préserver la paix* ». Le principe hérité du militarisme romain, que ne cesse de rappeler fièrement notre ministre de la Défense, repose sur une contradiction bien connue : il prétend garantir la paix par la menace de guerre. En réalité, il normalise l'hostilité, instaure la violence comme norme et transforme l'autre en ennemi.

En armant pour la paix, on ne prévient pas la guerre, on l'anticipe, on la pense, on l'institue. Ce « pacifisme de guerre », issu tout droit de la guerre froide, entend fonder la paix sur l'équilibre de la terreur, non sur la reconnaissance mutuelle. Préparer la guerre, c'est surtout construire l'état de guerre, c'est mettre en place une économie de guerre, et donc empêcher cette paix qui suppose désarmement, justice, dialogue.

Pourtant, contrairement à ce qu'affirment nos belligérants, cette façon de penser suspend toute possibilité de démocratie au nom d'une urgence morale ou existentielle.

LA POLITIQUE DE L'EXCEPTION PERMANENTE

La logique militaire que nous présente le général Thull se lit comme la variante la plus funeste de la transformation des démocraties modernes au moyen de l'état d'exception. Ce dernier, autrefois conçu comme réponse juridique ponctuelle à des crises extraordinaires, est désormais devenu une technique de gouvernement permanente. Et les pouvoirs exécutifs s'y arrogent le droit de suspendre les normes en invoquant l'urgence, tout en maintenant une façade constitutionnelle.

C'est cette transformation silencieuse des démocraties libérales que Giorgio Agamben n'a cessé de documenter depuis plus de 20 ans. Loin d'être l'apanage des seuls régimes autoritaires, l'état d'exception tend désormais à devenir la norme de gouvernement des démocraties occidentales. Qu'il s'agisse de crises financières, d'urgences sécuritaires, de régimes sanitaires dérogatoires ou de dispositifs antiterroristes, tout concourt à préparer les esprits à un état de guerre permanent.

Dans le contexte de la « multi-crise globale », sanitaire, sécuritaire, climatique ou géopolitique, le citoyen est réduit à une simple vie biologique à diriger, à protéger ou à sacrifier selon les impératifs fluctuants de gouvernance. Il cesse d'être un acteur de la délibération collective pour devenir un corps à administrer, un risque à calculer ou une variable dans les modélisations technocratiques mortifères.

Thierry Simonelli

Bibliographie

- Agamben, G., *État d'exception* (trad. J. Gayraud). Seuil, 2003.
- Khorram-Manesh, Amir, Frederick M. Burkle, Krzysztof Goniewicz, et Yohan Robinson. 2021. « *Estimating the Number of Civilian Casualties in Modern Armed Conflicts—A Systematic Review* ». *Frontiers in Public Health* 9:765261. doi:10.3389/fpubh.2021.765261.

Big Mother veille sur vous (partie 3/5)

LA CAPITALISATION DES EXPÉRIENCES VÉCUES

Après avoir décrit, dans la précédente partie de ce texte, deux traits saillants du capitalisme (à savoir la paradoxalité et l'incestualité), nous analyserons, dans ce troisième opus, l'impact de *Big Mother* sur la société ainsi que sur la construction psychique du sujet.

LE SYMBOLIQUE ET LE LANGAGE

Un des effets les plus tangibles de l'action de *Big Mother* sur la société s'aperçoit dans le flétrissement de la fonction paternelle, garante de l'ordre symbolique.

« Il y a des trous dans la couche du symbolique qui protège la vie de l'esprit, comme dans celle d'ozone qui préserve celle des corps¹ »

Mais qu'est-ce que le symbolique ? Le symbolique, c'est ce qui structure la réalité humaine. Il est irrémédiablement lié au manque, support du désir, et constitue un rempart à la *Jouissance*. Le langage est de l'ordre du symbolique ; il crée du sens de par le simple fait de désigner la chose par le mot, et engendre tout aussi bien du vide dans la mesure où le mot aura toujours pour fâcheuse conséquence le meurtre de la chose nommée². L'ordre symbolique distingue la civilisation humaine du règne animal ; il s'agit d'un espace qui transcende le sujet et qui préexiste à chaque naissance, comme il survit après chaque décès. Relève du symbolique ce que l'on ne peut déceintement pas changer : le nom, la langue³, la différence des sexes, la finitude de la vie ou encore les règles de filiation⁴.

Le symbolique favorise une sortie de l'ordre de la *Chose* – entendue comme lieu de *Jouissance* originelle –, afin d'intégrer celui des mots. L'entrée du sujet en son sein nécessite l'intervention d'une instance tierce venant signifier à l'enfant qu'il ne peut pas être « tout » pour sa *mère* – et inversement. C'est ici, comme nous l'avons souligné, le rôle dévolu à la fonction paternelle. Mais force est de constater que les *pères* sont devenus quelque peu ringards dans nos sociétés ; le tiers qu'il incarne vis-à-vis de la dyade *mère/enfant* n'est plus vraiment estimé (tout au plus devient-il une aide maternelle appréciable, ou, au pire, est-il perçu en tant qu'objet de haine, lui qui vient s'interposer de par sa simple présence contre le tout-puissant *Amour* que la *mère* éprouve pour son rejeton). De même, la verticalité des rapports sociaux et l'autorité qu'il figure ne sont plus propices⁵ dans un monde où l'enfant possède un droit imprescriptible à l'autodétermination⁶ et où chaque « client est roi ». Ce rejet collectif du *père* dépeint à nos yeux ce que Jacques Lacan a nommé « *Forclusion du Nom-du-père* » (processus qui s'étend, dans ce cadre précis, à la société). Forclusion désigne le rejet à l'extérieur de la psyché – c'est-à-dire hors du champ du symbolique. Le « *Nom-du-père* » quant à lui possède une double signification : le *nom* du *père* en tant que représentant du *père* réel (le premier « autre » que la *mère*), et le *non* du *père* en tant qu'énonciation de l'interdit qui vient rompre l'unité fusionnelle *mère/enfant* (précisons que la stricte intervention d'un tiers/*père* ne peut suffire à décoller les deux parties de l'ensemble ; il faut aussi que ce « *Nom-du-père* » soit psychiquement reconnu en tant que tel par la *mère* – ce qui est de moins en moins évident depuis que les *pères* sont socialement assimilés à des *mères* comme les autres).

Nous assistons dans nos cultures à la corrosion du paternel ; à la saine distance entre les êtres, élément indispensable à toute rencontre qui se voudrait sincère, se substitue une proximité visqueuse – dont l'extension du tutoiement ou encore l'emploi préférentiel du prénom en lieu et place du

nom de famille dans certains échanges en sont des indicateurs probants⁷. Les effluves de l'indifférenciation enivrent une époque où le prétendu individu est soi-disant devenu roi, ce qui a pour effet quelque peu retors d'entraîner la mort (ou plutôt la non-advenue) de celui-ci⁸.

D'un point de vue historique, l'irrésistible essor d'un droit au *Bonheur* promis par l'*Ogre bourgeois* à toutes les classes sociales ne pouvait que soutenir (et être soutenu par) une maternisation non moins étendue du monde, entraînant dans son sillage une fatale compression de la fonction paternelle. L'ordre symbolique se désagrège en conséquence, laissant le sujet en proie au pulsionnel infantile – cet enlèvement de l'homme adulte dans l'onctuosité de l'enfance est, d'une façon quelque peu évidente, essentiel pour que le *Marché* capitaliste puisse écouler à large échelle les camelotes à *plus-de-jouir* qu'il produit. C'est, du coup, une toute autre économie psychique que la névrose qui s'exprime désormais.

PSYCHOPATHOLOGIES ACTUELLES ET CHANGEMENTS SOCIÉTAUX⁹

Le psychanalyste Sigmund Freud nous enseigne au travers de son œuvre que les maux de l'âme s'enracinent dans des conflits inconscients. On admet depuis lors l'existence de trois modes de fonctionnements psychiques distincts¹⁰ : la névrose (hystérique, phobique, obsessionnelle), la psychose (paranoïa, schizophrénie et maniaque-dépression en tête), et la perversion¹¹.

Certains signes indiquent que le mode de fonctionnement psychique ordinaire à l'époque où Freud fonda sa discipline relevait plus volontiers de la névrose, c'est-à-dire que les conflits internes du sujet s'orientaient globalement autour de la dialectique désir/interdit – il existait alors en effet, au sein de la société bourgeoise/puritaine, une importante répression des pulsions sexuelles. C'est donc le *père* qui dominait (de trop) l'intérieur du sujet, tandis que le sentiment de culpabilité surplombait les échanges. De nos jours au contraire, la conflictualité intrapsychique émanerait plus spécifiquement du registre maternel – à savoir d'un ancrage concomitant au *Sein* qui se perpétue, telle est notre hypothèse, à l'âge adulte par le biais de la société de consommation et de la place prépondérante que prend la technologie dans les existences. C'est donc moins la dimension sexuelle qui est ici centrale – les pulsions ont largement été débridées à partir des années 1960 – que celle du narcissisme, c'est-à-dire de l'amour que le sujet se porte (ou non) à lui-même.

À un ordre névrotique structuré autour du rapport au symbolique et de l'interdit (de franchir certaines limites), se substitue un ordre pervers/psychotique où rien n'est désormais impossible – comme l'atteste le célèbre slogan de mai 68 : « *Il est interdit d'interdire* ». Les conséquences de cette évolution sont de taille : bien qu'elle soit pénible à vivre, la réalité est reconnue dans la névrose, tandis que le rapport à la culpabilité est central. L'ambivalence – c'est-à-dire la faculté d'admettre à l'intérieur de soi l'existence de deux sentiments

contraires, tels que l'amour et la haine – y est explicite, ainsi que la conflictualité intrapsychique (ce qui donnera lieu à des mécanismes défensifs aussi curieux que les compulsions et obsessions réparatrices¹², les phobies ou encore les symptômes de conversions hystériques¹³). Dans les fonctionnements narcissiques, au contraire, la réalité est déniée¹⁴. L'ambivalence des sentiments est suppléée par la paradoxalité dans laquelle le conflit intrapsychique se noie ; les limites entre soi et l'autre deviennent poreuses et la reconnaissance de l'altérité est grièvement mise à mal – remarquons que toutes ces « inaptitudes » sont essentielles au bon fonctionnement du capitalisme.

Le concept de narcissisme fait bien entendu référence au mythe de *Narcisse*. On pourrait penser de prime abord que celui-ci éprouve un tel amour pour lui-même qu'il ne peut s'empêcher de contempler son reflet dans l'eau, mais c'est au contraire parce qu'il ne s'aime pas en suffisance qu'il finit par se noyer dans sa propre *Image*. Le *Narcisse* de la modernité ne cesse quant à lui de solliciter le regard de l'autre – ou alors l'écran de son *Smartphone* ce qui, dans son esprit, revient plus ou moins à la même chose – afin d'y dénicher de quoi s'octroyer une quelconque consistance, à tel point qu'il finit, lui aussi, par se dissoudre dans l'*Image*¹⁵. C'est donc moins l'attention de l'autre admis en tant qu'être singulier qui est convoité par *Narcisse*, que la stricte *Image* positive qu'il se fait de lui-même – ceci aurait tendance à expliquer un symptôme particulièrement manifeste de notre civilisation, à savoir l'inaptitude d'un nombre toujours plus conséquent de personnes à pouvoir entendre un discours divergent du leur, sans se sentir littéralement meurtri dans la chair, et donc incapable d'apporter, en guise d'argumentation, autre chose qu'une réponse violente et/ou diffamante (comme « *ce journal est tenu par des hommes fascistes cisgenres blancs* », ou encore : « *ce papier est un torchon*¹⁶ »).

LES RÉPERCUSSIONS PSYCHIQUES DU CAPITALISME : LA CAPITALISATION DES EXPÉRIENCES VÉCUES

La psychanalyse a autrefois ouvert une brèche dans la pensée occidentale lorsqu'elle s'autorisa à étudier l'inconscient au travers d'une écoute singulière du patient. Cette approche lui permit d'apprécier les troubles de l'âme en tant que conflits intrapsychiques dépendants, d'une part, de facteurs environnementaux proches et, d'autre part, de la vie fantasmatique du sujet, notamment ses désirs et angoisses les plus profonds – même si la constitution organique initiale de l'homme n'a jamais été déniée par la discipline (il suffit, contrairement au philosophe Michel Onfray, de lire avec sérieux les écrits du *père* de la psychanalyse pour s'en convaincre).

Bien que Freud en ait lui-même initié l'exploration à la fin de son œuvre, il existe une autre dimension trop souvent négligée que l'on se doit d'examiner : l'état de la société à un moment T. Le lecteur conviendra en effet qu'il n'est pas comparable de naître et grandir dans un village traditionnel de Papouasie,

BIG MOTHER



IS THERE FOR YOU

que de passer sa vie dans une mégalopole occidentale du XXI^e siècle. Cette observation pour le peu évidente suppose que l'évolution de toute société aura des conséquences sur les modes de fonctionnements psychiques qui dominent à un moment donné. D'où cette hypothèse qui berce à vrai dire une grande part de nos écrits : il serait erroné d'envisager le capitalisme sous le seul angle de l'économie marchande. De même, nous louperions le coche si l'on se contentait de discerner en lui un système dans lequel les moyens de production — le capital — sont détenus par une classe particulière — les capitalistes — au détriment d'une autre¹⁷. Comme l'a soutenu Cornelius Castoriadis¹⁸, le capitalisme se rapporte, de part en part de sa démarche, à un *procès d'expansion infinie de la (pseudo) maîtrise (pseudo) rationnelle* (que cette maîtrise et la rationalité qui l'accompagnent s'inscrivent dans l'accumulation de capital au sens strict, au travers du développement de la Science et des avancées technologiques, ou encore dans la *Jouissance* que procure l'achat de gadgets en tous genres). Cette donnée ne peut que favoriser l'émergence d'un type d'humain spécifique.

Le phénomène capitaliste est d'une telle étendue que tout le monde de nos jours est réputé détenir un capital propre — *capital santé* ou *capital humain* —, c'est-à-dire des ressources qu'il serait judicieux d'exploiter librement sur le *Marché*¹⁹. Il est d'ordinaire requis que cet investissement s'opère dans

un travail qui octroie en contrepartie l'accès à une certaine somme d'argent, la fonction de celle-ci n'étant pas, pour le coup, d'acheter une marchandise afin de la revendre plus cher que ce qu'elle n'a coûté — comme c'est le cas dans le cycle initial du capital analysé par Karl Marx (A-M-A)²⁰ —, mais de permettre à l'homme de s'adonner à ce que nous nommons la *capitalisation des expériences vécues*²¹.

Ce concept désigne l'accumulation de *Jouissance* dans l'acte de consommer des biens et des services, mais pas que ; aussi des relations, des voyages, des amitiés et des amours, des moments partagés en famille, de la musique, un film, bref, des instants. Ces derniers ne sont pas simplement vécus comme sources de plaisir, mais sont éprouvés en tant que pures « expériences » et seront sollicités en ce sens strict. Ce qui compte, c'est l'émotion vécue qu'on est en droit d'expérimenter (et l'inlassable répétition du processus). L'important, aussi, c'est de posséder, de dire « *c'est à moi* ». La consommation passe dès lors de moyen à fin en soi. Prenons un exemple aussi basique que celui de l'achat ; ici, ce n'est plus la simple utilisation du bien qui est au fondement de la *Jouissance*, mais le fait même de se le procurer, d'expérimenter l'instant. La *capitalisation des expériences vécues* indique à quel point le capitalisme a colonisé l'ensemble des espaces (y compris psychiques). Il s'agit désormais d'investir *ad vitam aeternam* non pas dans des marchandises, mais dans des expériences,

des émotions — qui deviennent dès lors le nouveau capital — afin d'offrir la consistance nécessaire à une existence qui en est dépourvue — le capitalisme faisant, à vrai dire, très « bien » les choses, dans la mesure où le processus de réification qu'il emploie déprécie jusqu'à ses tréfonds le sujet, lequel, pour se réparer, cherchera à éprouver des *expériences* censées lui apporter une quelconque solidité (alors qu'en réalité, elles participeront impitoyablement à son dessèchement, ce dernier appelant toujours un peu plus à ce que les dites *expériences* soient renouvelées).

Si elle s'agit la plupart du temps *en catimini*, la *capitalisation des expériences vécues* dévoile ses traits les plus concrets au travers de la place prépondérante que la photo (spécifiquement via le *smartphone*) a prise au quotidien — que l'on pense tout simplement à celui qui s'empresse de photographier le plat qu'il a commandé au restaurant (attitude qui indique que l'important ne réside même pas dans le plaisir de manger, mais dans l'immortalisation du moment — et dans le fait de s'en assurer la possession matérielle —, comme s'il était devenu insupportable d'en accepter le terme). Une grande part de *La capitalisation des expériences vécues* repose en conséquence sur *l'Image*, et c'est bien en ce lieu que les prolétaires de tous pays se sont, malheureusement, réunis²².

Kenny Cadinu

1 Michel Schneider, *Big Mother : psychopathologie de la vie politique*, Paris, 2003.

2 Voir le psychanalyste Jacques Lacan.

3 Celle-ci, bien évidemment, évolue au fil du temps, mais jamais sous l'action consciente d'un groupe d'individus.

4 Précisons à ce sujet : contrairement au *père*, la *mère* occupe d'emblée une place incontestable par le simple fait de porter son enfant dans son ventre. En conséquence, le *père* ne peut, psychologiquement parlant, jamais être véritablement sûr et certain d'être parent de son enfant. Le passage traditionnel du nom de famille du *père* à l'enfant garantit de fait une reconnaissance symbolique que le réel ne peut octroyer.

5 Il ne s'agit en aucun cas de regretter le patriarcat mais d'émettre un constat.

6 « Voir le guide Evras »

7 Nous ne parlons pas ici du tutoiement entre personnes qui s'apprécient, mais de celui qui s'active d'emblée avant toute rencontre (ou encore, plus parlant, de celui qui envahit les affiches publicitaires).

8 Voir l'œuvre du philosophe Dany-Robert Dufour.

9 En référence au cours que nous avons reçu lors de l'année 2012 à l'Université de Louvain-La-Neuve des professeurs Sesto Passone et Philippe Lekeuche.

10 Nous aimerions en ajouter un quatrième : la dépression (mais peut-être apprendrons-nous par la suite qu'il s'agit de ce contre quoi les trois autres se défendent). Précisons également que l'on peut très bien retrouver un mode de fonctionnement psychique dans un autre. Ce qui les distingue les uns des autres, c'est la force avec laquelle s'expriment certains traits et non pas la simple présence de ce trait (citons, en guise d'exemple, le rêve, qui représente en quelque sorte un délire momentané — et qui possède donc un lien avec la psychose —, mais que l'on retrouve dans tous les autres modes de fonctionnements psychiques).

11 Précisons au lecteur que lorsque nous nous référons à des concepts tels que *névrose* ou *psychose*, nous faisons non pas référence à une « maladie » psychique, mais plutôt à un mode de fonctionnement psychique ordinaire dont la décompensation — c'est-à-dire l'affaiblissement radical des défenses — grossira les traits. Selon le sociologue Alain Ehrenberg il y a, dans les sociétés occidentales, *grosso modo* un tiers de personnes *névrosées*, un tiers fonctionnant sous un mode psychotique et un tiers sous un mode pervers.

12 Dénommées aujourd'hui « TOC » dans le fameux DSM.

13 Précisons : bien que nous lui reconnaissons certaines qualités psychiques, il n'est nullement question de faire l'éloge de la *névrose*. Notamment du fait que le *névrosé strict* aura, de temps à autres, la fâcheuse tendance à obéir d'une manière quelque peu aveugle à toute loi — même les plus absurdes d'entre elles (exemple : porter un masque sur le quai vide d'une gare en plein air).

14 Le déni est un mécanisme de défense typiquement narcissique — mais qui peut aussi être utilisé de temps à autre par le *névrosé* — qui consiste en ceci : faire comme si une chose pourtant évidente n'existait pas.

15 Que le lecteur nous comprenne bien : animal social, tout être humain a besoin, d'une certaine manière, du regard de l'autre pour exister (et, en tant qu'enfant, pour s'édifier). Chez *Narcisse*, la faille est conséquente et c'est l'intensité du processus qui est problématique, plus que le processus en tant que tel.

16 En référence aux propos du député Olivier Maroy sur *Kairos* : <https://www.kairospresse.be/la-presse-libre-un-torchon-pour-un-depute-belge/>.

17 La réalité est en effet plus complexe que cela. Par exemple, il pourra toujours y avoir « auto-expansion » du capital et croissance économique dans une usine communiste où se sont les ouvriers qui détiennent les moyens de production. La répartition du profit changerait, certes, mais pas la soif de profit.

18 Philosophe, psychanalyste et économiste.

19 Le lecteur attentif aura repéré la paradoxalité du discours.

20 Un montant déterminé d'argent (A) est investi pour acheter des marchandises (M) qui seront revendues plus chères que ce qu'elles ont coûté, dans le but de rapporter encore plus d'argent (A).

21 Précisons d'ores et déjà une chose essentielle : il existe des situations où l'homme peut très bien capitaliser sur les expériences vécues sans avoir recours à la dépense d'argent. Néanmoins, force est de constater qu'il ne subsiste que très peu d'activités gratuites dans le monde marchand qui est devenu le nôtre.

22 En référence à la célèbre conclusion du *Manifeste du parti communiste* conjointement écrit par Karl Marx et Friedrich Engels : « *Prolétaires de tous les pays, unissez-vous !* »

La conservation des semences à l'ère du Capitalocène¹

LA BANQUE DE GRAINES DE L'APOCALYPSE

Pendant des millénaires, les pratiques agricoles ont reposé sur la sélection, la conservation et l'échange de semences par les paysans, générant une diversité génétique adaptée localement. Ce patrimoine végétal, dit « *semences paysannes* », est aujourd'hui en voie de disparition rapide. Il est progressivement remplacé, depuis l'avènement de l'agriculture industrielle, par un nombre restreint de variétés commerciales homogènes. L'uniformisation génétique qui en résulte dans les champs des agriculteurs, renforcée par un cadre juridique contraignant, menace la résilience des systèmes alimentaires face aux changements climatiques.

Dans ce contexte, la *Réserve mondiale de semences du Svalbard* (surnommée « *chambre forte mondiale de graines du Svalbard* » ou « *banque de graines de l'Apocalypse* » par certains), située en Norvège au large de la mer du Groenland et inaugurée en 2008, est présentée comme une « *Arche de Noé végétale* » destinée à conserver *ex situ* (hors des champs, dans une banque de semences) des échantillons de la diversité végétale mondiale contre les processus divers conduisant à son extinction (agriculture intensive, mais aussi artificialisation des sols, pollutions, érosions, changements climatiques, guerres, etc.). Elle abrite actuellement plus de 1,3 million de variétés de semences de cultures du monde entier, avec une capacité totale de stockage pouvant atteindre 4,5 millions de variétés. Ces échantillons proviennent de cultures alimentaires essentielles (riz, blé, maïs, sorgho, légumineuses, légumes, etc.) provenant de 5.000 espèces de plantes.

Ce projet, aussi louable puisse-t-il paraître au premier abord, s'inscrit dans des logiques économiques et géopolitiques qui, selon plusieurs analyses critiques, renforcent les « causes structurelles » de l'érosion génétique. Cependant, nous estimons que parler diplomatiquement de « causes structurelles » revient en réalité à diluer les responsabilités en matière d'érosion de la biodiversité végétale. Or, il faut être conscient que ce sont des stratégies commerciales réfléchies et assumées qui en sont à l'origine.

La standardisation et l'industrialisation de l'agriculture en sont les causes premières. À partir des années 1950, l'avènement de l'agriculture moderne et la révolution verte ont promu à grande échelle, tant dans les pays dits développés que dans ceux alors considérés comme à développer, un « paquet technologique » incluant des variétés dites à haut rendement, nécessitant des intrants chimiques (engrais, pesticides). Ces variétés, souvent des hybrides F1 (croisements qui créent des plantes plus vigoureuses et homogènes et dont les semences sont peu performantes en seconde génération, ce qui conduit les paysans à devoir en acheter chaque année) ont progressivement remplacé les variétés paysannes. Si une lecture techniciste argumente de la supériorité agronomique des hybrides (essentiellement en termes de rentabilité), celle-ci reste amplement débattue. Les paysans sont ainsi passés de producteurs à consommateurs de semences, dans un modèle de dépendance par rapport à l'industrie semencière.

Le droit a constitué un second outil permettant de verrouiller ce modèle économique. Il l'a fait à travers plusieurs instruments. D'une part, de nombreuses législations ont instauré le principe selon lequel, pour être commercialisées, les semences doivent être certifiées (semences qui respectent des normes strictes de pureté génétique et de qualité physique et sanitaire) et inscrites dans des catalogues semenciers officiels (reconnus par l'État), ce qui exige qu'elles soient « *distinctes, stables et homogènes* ». Les variétés paysannes, par nature hétérogènes et évolutives, sont de fait exclues de ces catalogues, ce qui ne leur permet pas d'être commercialisées

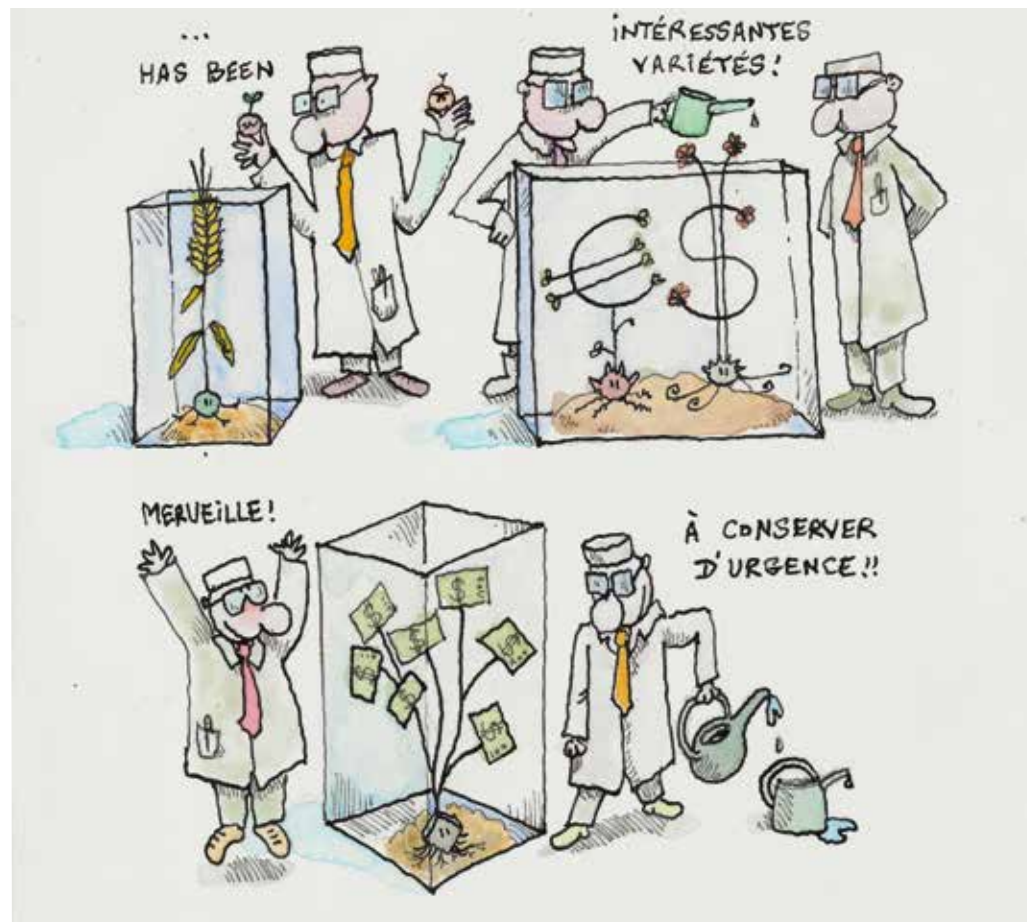


Illustration : Fred

dans les circuits officiels (même si certains pays européens ont récemment assoupli ces restrictions pour les échanges entre agriculteurs). N'étant dès lors plus cultivées, elles disparaissent progressivement des champs, ce qui contribue à l'érosion génétique.

D'autre part, les droits de propriété intellectuelle, notamment les certificats d'obtention végétale sur les variétés végétales modernes et, de plus en plus, dans certaines juridictions, des brevets sur certains gènes ou caractères biologiques, freinent la possibilité pour les agriculteurs de ressemer leur récolte. Des législations nationales et internationales garantissent ces droits aux sélectionneurs de variétés modernes, renforçant ainsi la dépendance des agriculteurs. Des associations militantes telles que GRAIN estiment que le droit permet ainsi aux semenciers de s'approprier en toute impunité, et le plus légalement du monde, des traits génétiques dont certains ont été en réalité développés au fil des siècles par des communautés paysannes, un phénomène qualifié de « biopiraterie » (le principe est bien résumé par le média *Tilt* : « *Un commerçant ou un industriel dépose un nom et un brevet sur une pratique ou une ressource naturelle telle qu'une semence, une plante ou un produit artisanal, qui était initialement accessible à tous sans contrepartie financière. Ce produit est ensuite commercialisé, empêchant tout un chacun d'en profiter. Une appropriation du vivant très problématique, qui lui impose un prix et prive l'humanité de son usage* »).

ORGANISATION DE LA GOUVERNANCE ET DES INFLUENCES

En apparence, la gestion de la Banque mondiale de graines paraît banale : l'État norvégien est propriétaire légal de l'infrastructure, responsable de la souveraineté territoriale (Svalbard est norvégien) et garant des principes fondateurs. Il peut fixer ou modifier le cadre juridique national ainsi que fermer, modifier ou financer l'installation. Toutefois, quand on examine une à une les couches successives en matière de gouvernance pour en trouver le cœur, comme s'il s'agissait de couches d'oignon, on découvre que les couches inférieures cachent des

multinationales et une volonté internationale globalitaire de mainmise sur l'agriculture. En effet, sous la première couche que constitue l'État norvégien (qui elle-même est déjà sensible à l'influence des États et surtout de l'Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture, la FAO), on trouve le *Nordic Genetic Resource Center* (Centre nordique de ressources génétiques) ou « *Nordgen* », une banque de gènes qui s'occupe de la gestion opérationnelle directe de la banque. Elle est responsable de la logistique des dépôts et retraits de graines et sert d'interface avec les banques de gènes déposantes (ces dernières ayant les collections des fameuses semences nationales).

La troisième couche est constituée des financiers organisés sous la forme d'un comité nommé *Crop Trust*. Fondé par la FAO et le CGIAR (Groupe consultatif pour la recherche agricole internationale), il finance le fonctionnement de la banque de semences, contribue à la stratégie mondiale de conservation des semences et soutient les banques de gènes dépositaires à Svalbard. Le CGIAR, quant à lui, est une organisation qui se donne pour but de faire progresser la science et l'innovation en agriculture et en alimentation, y compris via la biotechnologie, pour garantir la sécurité alimentaire dans les pays en développement.

Le conseil d'administration du *Crop Trust* est composé du *Governing Body* du *Traité FAO* (= organe directeur), du *Donors' Council* (= conseil des donateurs) et de membres nommés par cooptation interne. Le conseil d'administration influence l'orientation mondiale de la conservation *ex situ* et la réserve du Svalbard via ses normes, priorités et financements. Le directeur exécutif du *Crop Trust* est le Dr Stefan Schmitz, également directeur du *Global Future Council on Soils* au Forum économique mondial... Le *Governing Body*, qui s'occupe notamment du cadre juridique et de la politique internationale, est essentiellement géré par la FAO. Le *Donors' Council* pour sa part (qui n'a officiellement pas de pouvoir décisionnel formel) est un forum consultatif des donateurs qui discutent des priorités stratégiques et sert d'interface entre les financeurs et la gouvernance.

La dernière couche, mais non des moindres, est composée des donateurs — les fameuses *fondations philanthropiques*

— suivants : Bill & Melinda Gates Foundation, Bezos Earth Fund, Gordon and Betty Moore Foundation, Templeton World Charity Foundation, Rockefeller Foundation. Malgré l'image philanthropique affichée par ces fondations issues des plus puissantes entreprises mondiales, la Banque mondiale reconnaît elle-même qu'elles favorisent des transferts de technologies et des investissements en R&D profitant aux entreprises dont elles sont issues.

Outre ces fondations, l'on trouve les entreprises suivantes parmi les financeurs les plus importants : Syngenta AG et Syngenta Foundation, Bayer CropScience, PepsiCo, Inc., CropLife International, International Seed Federation, DuPont/Pioneer Hi-Bred, KWS SAAT AG, Grains Research & Development Corporation (Australie). Ces géants agrochimiques (semences, pesticides, engrais) dominent le marché mondial. Leur modèle économique repose sur la vente couplée de semences (souvent OGM ou hybrides et protégées par des droits de propriété intellectuelle) et des pesticides correspondants, créant une dépendance systémique pour les agriculteurs, une homogénéisation des cultures, une érosion de la biodiversité et une destruction des sols à l'échelle mondiale en raison de ces intrants.

Vu ce contexte, on devine que la réserve du Svalbard se situe en réalité au cœur d'enjeux géostratégiques et de gouvernance. Les critiques militantes (par exemple venant de GRAIN) relèvent un risque théorique de dépendance structurelle. Ainsi, il n'est pas insensé de craindre qu'en cas de crise (crise agricole majeure, conflits, etc.), l'accès aux copies de sauvegarde des graines du Svalbard par les banques nationales puisse ne pas être équitable, mais dicté par des rapports de force politiques et économiques.

Par ailleurs, le Crop Trust, on l'a vu, est financé par de grands bailleurs internationaux, dont la FAO, la Banque mondiale et des fondations privées. Soulignons à nouveau que les entreprises qui financent le Crop Trust sont les mêmes que celles qui, via les stratégies évoquées plus haut, restreignent l'usage des semences. Il existe un risque théorique que la diversité conservée puisse être ensuite « redécouverte » (par exemple que des gènes soient modifiés ou simplement décrits) et brevetée. La réserve de Svalbard pourrait ainsi servir de « sauvegarde » pour le système industriel lui-même, permettant à ce dernier de puiser dans le réservoir génétique commun qu'il a contribué à appauvrir et qui n'est désormais plus réellement en accès libre ni dans les banques de semences, ni dans les champs. De fait, la biopiraterie reste la menace plus probable et immédiate, du moins en absence de crises géopolitiques.

Au-delà de ces risques spéculatifs, les associations paysannes et militantes estiment à juste titre que l'approche de Svalbard — celle d'une conservation *ex situ*, c'est-à-dire

consistant à geler la diversité dans une chambre forte — est extrêmement problématique. Des ONG comme GRAIN y voient une contradiction fondamentale : on laisse disparaître les systèmes vivants de conservation *in situ* qui permettent l'adaptation et l'évolution, pour les remplacer par une collection statique (non évolutive, non adaptée et non adaptable aux conditions environnementales changeantes), périssable (les collections ne sont pas éternelles), et de plus non directement accessible aux paysans.

L'IMPACT SUR L'AUTONOMIE ALIMENTAIRE ET LA RÉSILIENCE DES CULTURES AUX CHOCS CLIMATIQUES

La disparition des semences paysannes entraîne des conséquences plus que préoccupantes. De nombreux agriculteurs à travers le monde ont perdu leur autonomie décisionnelle et technique, se sont endettés pour acheter annuellement des semences et leurs intrants associés, et sont entrés ainsi dans un cycle de dépendance. De ce fait, ils perdent leur savoir-faire associé à la sélection et à la conservation des semences, ce qui constitue une perte culturelle irréversible et conduit l'ensemble de la population mondiale à dépendre de quelques multinationales semencières et de leurs variétés « améliorées ». Un tel engrenage représente une menace pour la souveraineté et l'autonomie alimentaire, d'autant plus que l'uniformité génétique est un facteur de risque majeur. L'histoire a montré que les monocultures de variétés identiques sont extrêmement vulnérables aux nouvelles maladies et aux chocs climatiques. Ironiquement, ce triste constat est récupéré pour servir d'argument au techno-progressisme, qui se traduit par exemple par la création incessante de nouvelles variétés (par exemple des OGM) pour résoudre ce problème par de la R&D financée par les grandes industries. Pourtant, les systèmes paysans, basés sur la diversité, sont intrinsèquement plus résilients, *a fortiori* dans un contexte de réchauffement climatique et de tensions internationales pouvant basculer à tout moment en conflits sévères.

AU-DELÀ DU COFFRE-FORT, LA NÉCESSITÉ D'UN CHANGEMENT DE PARADIGME

Si l'on adopte une lecture critique, on peut estimer que la réserve mondiale de semences du Svalbard est une solution technique qui permet d'éviter de résoudre des problèmes structurels, voire qui les renforce. On ne peut pas non plus

écarter le risque théorique d'un accaparement de ressources primordiales pour la survie humaine par quelques acteurs étatiques et privés, qui obtiendraient de ce fait un pouvoir démesuré. Or le véritable enjeu, pour garantir la diversité génétique, n'est pas de conserver des graines dans le permafrost, mais de permettre leur libre circulation et leur évolution dans les champs des paysans. La lutte contre la disparition des semences paysannes passe par un renversement des priorités : idéalement, lutter contre les modèles économiques du secteur semencier et agricole ; démanteler le carcan juridique des droits de propriété intellectuelle et des catalogues qui criminalisent les semences traditionnelles ; soutenir les réseaux de semences paysannes que certains tentent de récréer à des échelles locales et reconnaître les droits des agriculteurs à conserver, utiliser, échanger et vendre leurs semences, comme le prévoit, mais sans le garantir, le Traité international sur les ressources phytogénétiques pour l'alimentation et l'agriculture. En somme, se réapproprié le système semencier.

Valérie Tilman et Kaarle Parikka

Ndlr : cet article, rédigé par Valérie Tilman et publié dans le magazine *Focus* de la Fucid, est republié dans ce numéro de *Kairos* avec des modifications et ajouts par Kaarle Parikka, faits en accord avec l'auteure.

Références bibliographiques

GRAIN, *Top 10 des géants de l'agrobusiness : la concentration des entreprises dans l'alimentation et l'agriculture en 2025*, 2025.

Hermesse J., Hecquet C. et Stassart P., *Verrouillage du système semencier et enjeux de sa réappropriation*. Études rurales, 2018, pp. 8-17.

Frison, C., *Redesigning the Global Seed Commons: Law and Policy for Agrobiodiversity and Food Security*, Routledge, 2018.

Tilman, V., *Propriété intellectuelle, soutenabilité et (biens) communs : approche philosophique et étude de cas sur l'appropriation de la biodiversité agricole* (thèse de doctorat), 2016

¹ Concept synonyme d'anthropocène, mais qui, contrairement à ce dernier, précise que c'est le capitalisme, et non l'humanité dans son ensemble, qui est responsable de la crise écologique globale.

L'Union européenne de la guerre ou le bellicisme des caniches

Alors que la décennie qui s'ouvrait avec la chute du mur de Berlin était placée sous le signe, rétrospectivement naïf, de la construction d'un monde multipolaire pacifié dans lequel l'Union européenne (UE) jouerait un rôle-phare en raison de ses belles valeurs universalistes¹, la réaction des États-Unis aux attentats du 11 septembre 2001 a refermé brutalement cette parenthèse dorée. Elle marque l'avènement des néo-conservateurs et leur intention d'imposer le pouvoir sans partage des États-Unis, au besoin par la force et au mépris du droit international. Sur le continent européen, une telle politique se traduit par une vassalisation de l'UE, envisagée comme une courroie de transmission de l'hégémonie impériale dans sa politique de contrôle et d'expansion. Au Moyen-Orient, il s'agit d'apporter un soutien inconditionnel à Israël, perçu comme base avancée de l'empire américain, et de mettre au pas les

gouvernements récalcitrants ou de les renverser. En 2003, l'invasion de l'Irak apporte une démonstration éclatante de cette politique. À l'époque, de nombreux dirigeants européens sont déjà bien alignés derrière la bannière étoilée. Souvenons-nous du Sommet des Açores qui, réunissant les dirigeants des États-Unis (Bush), du Royaume-Uni (Blair), de l'Espagne (Aznar) et du Portugal (Barroso), donne le feu vert à l'invasion de l'Irak. C'est alors que Blair et consorts reçoivent leur surnom bien mérité de *caniches*. Certes, les dirigeants de la France (Chirac), de l'Allemagne (Schroeder) ou encore de la Belgique (Verhofstadt) s'opposent à cette guerre d'agression qui viole le droit international. Mais leurs objections sont balayées d'un revers de main. Pire, l'administration américaine décide de *punir* la France au moyen d'une campagne de presse virulente et du boycott de produits français. De telles pressions vont hélas

porter leurs fruits, dès la fin de la présidence Chirac et, surtout, avec l'arrivée de Sarkozy. S'exhibant en jogging dans les rues de New York affublé d'un tee-shirt *NYPD* (sigle de la police new-yorkaise), celui que l'on surnomme *l'Américain* va vite décider du retour de la France dans le commandement intégré de l'Otan, dont le général De Gaulle l'avait extraite pour l'émanciper de la tutelle américaine et lui éviter d'être entraînée dans des conflits tels que la guerre du Vietnam. François Hollande puis Emmanuel Macron entraîneront encore plus loin la France dans la soumission à l'empire américain. Car si celui-ci sait punir les récalcitrants — par les urnes ou par les armes —, il sait aussi récompenser ses fidèles serveurs. Barroso, le caniche des Açores, nous en offre un bel exemple : dès 2004, il est propulsé à la tête de la Commission européenne où il sévira pendant 10 ans, avant de rejoindre la banque d'affaires

Goldman Sachs pour y exercer les fonctions aussi vagues que lucratives de *président non exécutif du conseil d'administration*. Son salaire n'est pas rendu public, mais on peut s'en faire une idée approximative lorsque l'on sait qu'en 2024, le PDG du même Goldman Sachs a empoché 39 millions de dollars².

Bref, depuis la guerre d'Irak, nombre de dirigeants européens ont été promus en sous-main par leurs puissants parrains du complexe militaro-industriel et du capitalisme anglo-saxon. Concrètement, ils ont emboîté le pas au bellicisme de l'administration Biden, où sévissait à nouveau Victoria Nuland, et ils n'ont cessé de mettre de l'huile sur le feu ukrainien. C'est ainsi que Hollande et Angela Merkel ont reconnu après coup³ qu'ils n'avaient jamais eu l'intention de faire appliquer les accords de Minsk visant à mettre fin au conflit dans le Donbass, dont la France et l'Allemagne s'étaient pourtant portés garants, y compris devant le Conseil de sécurité des Nations unies. En 2022, c'est le premier ministre britannique Boris Johnson qui fait capoter les négociations de paix menées à Istanbul entre la Russie et l'Ukraine : au nom de l'empire américain et de ses fidèles vassaux de l'OTAN, il promet alors à Volodymyr Zelensky un soutien massif et inconditionnel jusqu'à la victoire finale, pourvu qu'il rejette la paix. À l'exception de la Hongrie de Viktor Orbán, le dirigeant nationaliste conservateur que le réalisme géopolitique immunise contre les sirènes néo-conservatrices, les petits Barroso des années 2020 marchent comme un seul pantin dans l'entreprise guerrière en Ukraine, et ils n'hésitent pas à multiplier les exagérations grotesques sur le danger que représenterait le supposé expansionnisme russe pour leurs propres pays⁴. Selon les dires mêmes de la présidente de la Commission Ursula von der Leyen, l'UE y a dépensé 167 milliards € depuis 2022, contre 114 milliards € pour les États-Unis. Ceci sans compter les coûts de la crise économique engendrée par les sanctions européennes contre la Russie, ainsi que par le sabotage du gazoduc Nord Stream, dont chacun sait qu'il est le fait de barbouzes téléguידés par Washington, mais qu'aucun dirigeant européen n'ose dénoncer.

LES CAISSES SONT VIDES, ALORS VOLONS ET VIVE LA GUERRE !

En cette fin d'année 2025, pour éviter l'effondrement d'une Ukraine saignée à blanc par les pertes militaires et gangrenée par la corruption de clans mafieux proches du pouvoir, il faut toujours plus d'armes et d'argent. La situation est d'autant plus grave que Donald Trump a décidé de fermer les vannes de l'aide financière. Or, si les Européens assurent vouloir combler le déficit ukrainien, leurs ressources financières viennent à manquer dans un contexte d'endettement public considérable. D'où l'idée géniale, poussée par von der Leyen et le chancelier Friedrich Merz, de saisir les avoirs russes gelés en Europe lesquels sont détenus, pour l'essentiel, par la structure belge Euroclear. Seule la résistance obstinée du Premier ministre belge Bart De Wever a fait échouer un tel vol, lequel aurait achevé de détruire la crédibilité juridique, financière et géostratégique de l'UE. Il est triste de constater que le bon sens semble avoir aujourd'hui déserté les élites européennes et ne trouve apparemment plus refuge que chez des dirigeants nationalistes tels Orbán ou De Wever.

En guise de compromis (!), les 27 ont décidé de s'endetter à hauteur de 90 milliards € pour jeter dans le puits sans fond ukrainien un prêt à taux zéro, dont chacun sait pourtant qu'il ne sera jamais remboursé. Cette gabegie s'accompagne d'un accroissement massif des dépenses militaires européennes, avec une Commission von der Leyen à la manœuvre pour propulser une série de plans démentiels : le plan *Readiness 2030*, aussi appelé *ReArm Europe*, afin de mobiliser 800 milliards € pour renforcer les capacités de défense et le plan *Security Action for Europe (SAFE)* afin de prêter 150 milliards € aux États membres pour qu'ils augmentent leurs dépenses militaires, notamment au profit du complexe militaro-industriel américain. Et, pour remplacer les quelque 100.000 soldats américains stationnés en Europe que Trump envisage de déployer ailleurs, le Commissaire à la Défense et ex-Premier ministre lituanien Andrius Kubilius prône à présent la création d'une force militaire européenne permanente de 100.000 hommes !



Cette frénésie bruxelloise accompagne les bruits de bottes inquiétants de plusieurs pays européens. Outre la Pologne, qui réarme massivement depuis plusieurs années, le nouveau chancelier Merz a affirmé son intention de créer un fonds spécial de 1.000 milliards € pour *faire à nouveau de l'Allemagne la première puissance militaire européenne*. Sans aller jusqu'à invoquer les mânes du nazisme, force est de reconnaître qu'une telle ambition bafoue l'esprit du Traité 4+2⁵. Quant au ministre allemand de la Défense Boris Pistorius, après avoir annoncé en octobre 2024 le déploiement en Lituanie d'une brigade mécanisée de la Bundeswehr forte de 5.000 hommes à proximité de l'enclave russe de Kaliningrad, il a déclaré en novembre 2025 que *les Européens venaient peut-être de vivre leur dernier été de paix*. Pour ne pas être en reste, le chef d'état-major de l'armée française a estimé récemment que la France devrait *accepter de perdre ses enfants pour protéger ce que l'on est*.

De telles déclarations sont d'autant plus étonnantes qu'elles interviennent au moment même où Trump apparaît décidé à mettre fin à la guerre en Ukraine. Un tel décalage n'est paradoxal qu'en apparence. En effet, les conflits d'intérêts sur pattes que sont von der Leyen (McKinsey, Pfizer), Merz (BlackRock) et Macron (Rotschild, General Electric, McKinsey) sont des poulains de l'écurie démocrate de l'empire américain. Or, ce camp qui, sous l'administration Biden, a tout misé sur une victoire de l'Ukraine, ne peut admettre ni sa défaite face à Trump, ni une paix favorable à Moscou. C'est pourquoi, tout comme Johnson l'avait fait en 2022, ces néo-conservateurs européens font tout pour saboter les plans de paix et attiser les feux de la guerre, pour que celle-ci se poursuive au moins jusqu'en novembre 2026, date des élections de mi-mandat américaines, en espérant que celles-ci rendront le contrôle du Congrès et du Sénat à leurs parrains démocrates.

PAS DE PITIÉ POUR LES CANICHES

En attendant, Trump méprise ouvertement ces *caniches* bellicieux. Comme le dit sans ambages la Stratégie de sécurité nationale américaine de décembre 2025, l'Europe est frappée par un *effacement civilisationnel*. Mieux encore : *L'administration Trump se trouve en désaccord avec les responsables européens qui ont des attentes irréalistes concernant la guerre, ces dirigeants se retranchant dans des gouvernements minoritaires instables, dont beaucoup bafouent les principes fondamentaux de la démocratie pour réprimer l'opposition. Une large majorité des Européens souhaite la paix, mais ce désir ne se traduit pas en politique, en grande partie à cause de la subversion des processus démocratiques par ces gouvernements*. Difficile de donner tort aux Américains. Souvenons-nous des propos du commissaire Thierry Breton après l'annulation des élections présidentielles roumaines : *« On l'a fait en Roumanie, il faudra évidemment le faire si nécessaire en Allemagne ! »*. Songeons encore aux sanctions infligées de manière arbitraire à Jacques Baud, analyste stratégique réputé, ancien colonel du renseignement stratégique suisse, dont le seul crime est de démonter, au moyen d'une documentation rigoureuse, les mensonges d'une propagande guerrière européenne complètement déconnectée des réalités de terrain.

Toute honte bue, nos *caniches* européens multiplient les courbettes auprès de *Daddy Trump*, selon l'expression obséquieuse de l'inénarrable Mark Rutte, ancien premier ministre néerlandais et actuel factotum placé à la tête du secrétariat de l'OTAN. Alors que, sur les fonts baptismaux de Maastricht, l'UE avait affirmé vouloir se poser en champion du droit international — même si toute illusion à cet égard s'est définitivement envolée du fait de sa complicité avec le régime génocidaire israélien —, les déclarations ignominieuses se poursuivent pour complaire au Big Boss, devant lequel les dirigeants européens, qui jouent la montre, font assaut de flagorneurie. Macron, qui n'avait pas dénoncé les attaques israélienne et américaine contre l'Iran en juin 2025, n'a pas davantage condamné celle menée contre le Venezuela début janvier 2026, avec le kidnapping baroque et parfaitement illégal de son président : bien au contraire, il s'est, toute honte bue, ouvertement réjoui de voir le pays débarrassé de la dictature de Maduro.

Dans ce désastre moral et politique qu'est devenu l'UE, on ne peut qu'éprouver une certaine *Schadenfreude*⁶ face aux contorsions de nos va-t-en-guerre européens après l'annonce par Trump de son intention de s'emparer du Groenland. Après avoir lâchement ignoré les règles du droit international, que ce soit à Gaza, au Venezuela, en Iran, en Syrie, au Liban ou ailleurs, il sera piquant de voir comment ils vont à présent réagir. Membre fondateur de l'Otan, fidèle parmi les fidèles de Washington, le Danemark a aidé les États-Unis à espionner les dirigeants européens, accueille la base spatiale militaire américaine de Pituffik (ex-Thulé) et se ruine à acheter des avions de combat F-35. Et pourtant, tel l'arroseur arrosé, il se retrouve aujourd'hui menacé par les appétits du parrain américain. Pourra-t-il au moins compter, comme l'Ukraine, sur la fameuse solidarité de l'UE ? En dépit de postures qui démontrent surtout leur impuissance pathétique⁷, gageons que face à l'ogre américain, aucun de nos *caniches* bellicistes européens, tout désireux qu'ils sont de poursuivre la guerre jusqu'au dernier Ukrainien, ne bougera une oreille pour défendre la souveraineté et l'intégrité territoriale du petit Danemark.

S. Kimo

1 Avec le Traité de Maastricht de 1992, l'UE s'engage à soutenir les principes du droit international en accord avec la Charte des Nations unies pour préserver la paix, prévenir les conflits et renforcer la sécurité internationale.

2 Selon la formule de Henry Kissinger, « Les États-Unis sont les plus puissants parce qu'ils cherchent les traîtres à leur propre nation pour les punir et cherchent les traîtres des autres nations pour les exploiter ! »

3 Piégés l'un et l'autre en 2023 par les comiques russes Vovan et Lexus, ils ont reconnu au téléphone n'avoir signé les accords de Minsk que pour gagner du temps afin de permettre à l'Ukraine de s'armer.

4 À une exception balte près : s'il est ridicule de prétendre que les Russes voudraient faire dévaler leurs tanks jusqu'à Paris, Berlin ou même Varsovie, la Lettonie et l'Estonie, où résident d'importantes minorités russophones dont les droits linguistiques et culturels sont souvent bafoués, ont quelques raisons de s'inquiéter. D'où l'intérêt qu'ils auraient à cultiver de bonnes relations avec leur voisin russe.

5 À se demander si François Mauriac n'avait pas raison : « J'aime tellement l'Allemagne que je préfère qu'il y en ait deux ! »

6 Joie mauvaise.

7 Dans la précipitation, un certain nombre de pays européens — membres de l'UE ou de l'OTAN — ont ainsi annoncé le 14 janvier 2026 envoyer « des troupes au sol » au Groenland pour participer aux manœuvres *Arctic Endurance* aux côtés du Danemark, avec des effectifs qui prêtent à sourire : France (15), Allemagne (13), Norvège (3), Suède (2), Pays-Bas (1), Belgique (1), Finlande (1), Royaume-Uni (1).

Le prophète des Lumières noires

Il s'appelle Curtis Yarvin. Il n'est pas très connu en Europe et pourtant c'est très probablement celui qui a le plus influencé ce que deviennent les États-Unis aujourd'hui. Il est en effet l'intellectuel clef de la contre-révolution trumpiste. Son Manifeste formaliste a fortement influencé l'administration Trump et en explique les énormités qui laissent abasourdis.

Dès 2007, il a créé son blog Unqualified Reservations (restrictions non qualifiées ?) sur lequel il a commencé à développer ses idées pour le moins surprenantes et radicales. Avec le temps, il fut rejoint par nombre de penseurs qui développèrent d'autres théories néo-réactionnaires. En effet, les néo-conservateurs forment une galaxie étonnante dont les membres s'autodésignent le plus souvent par des noms composés : néo-réactionnaires, accélérationnistes, *alt-right*, techno-césaristes, radicaux populistes, nationalistes-conservateurs, proto-fascistes (une critique virulente de Bruno Calmant). Voyons quels sont les principes que Yarvin propose aujourd'hui.

Yarvin considère que, selon le monde politique pré-moderne, il n'existe que trois formes de gouvernement : la démocratie, l'aristocratie et la monarchie. Ce sont les trois forces, les trois façons par lesquelles le pouvoir peut fonctionner. Aujourd'hui, l'aristocratie est plutôt une oligarchie qui, selon les acceptions, peut être une méritocratie, une société civile, des institutions ou une classe professionnelle managériale. Par contre, il déteste la démocratie. Pour lui, c'est le pouvoir de la foule. En réalité, la démocratie serait en fait le populisme : c'est la force des idées en dehors des institutions, dans les rues, et ce même si elles ne sont pas immédiatement appliquées. Pour lui, la démocratie a prouvé depuis 200 ans son inefficacité. Puisque le seul endroit où la démocratie est encore plus ou moins pratiquée, l'Europe, est un très mauvais exemple. Cela explique la détestation qu'il lui porte. Tout cela ne mériterait pas de survivre. D'ailleurs, son ami proche, le vice-président américain, J. D. Vance¹, l'a bien fait comprendre lors de son discours de Munich. Cette Europe serait celle des Lumières, ces penseurs du XVIII^e siècle qui ont développé les idées de progressisme, d'humanité, de démocratie. C'est parce qu'il s'oppose aux Lumières que Yarvin a été nommé le prophète des Lumières noires.

Même si l'oligarchie serait un peu mieux, elle n'est quand même pas idéale. Seule la monarchie trouve grâce à ses yeux. Évidemment, la monarchie n'est plus celle des rois du passé, mais le pouvoir concentré sur une seule personne. Aujourd'hui ce n'est plus celle de Charles III ou Philippe Ier, mais plutôt... Elon Musk ou Donald Trump. Seule l'énergie monarchique, l'énergie qui provient d'un point unique pourrait être efficace. Un jour un membre de l'administration républicaine de Washington lui aurait dit : « *Tout est géré depuis le bureau ovale et c'est très efficace* ».

Certains croient que l'histoire est la résultante de grandes forces impersonnelles, économiques, sociales, culturelles. Yarvin, lui, pense que l'histoire dépend des individus. Un seul homme peut changer l'histoire et il estime que les individus peuvent faire une grande différence. Yarvin affirme que, même avec la Constitution des États-Unis, ce mode de gouvernement où le chef de l'exécutif détient tous les pouvoirs, est possible. D'ailleurs, Franklin D. Roosevelt l'aurait appliqué lors de la grande dépression des années 30 et lors de la Seconde Guerre mondiale. C. Yarvin affirme que Roosevelt, lors de son discours inaugural, avait dit qu'il s'agissait d'une Constitution mixte. La Constitution dirait qu'il y a trois pouvoirs, mais pas lequel serait le plus fort. L'équilibre entre les trois n'est pas fixe, il peut évoluer dans le sens de toujours plus de pouvoir monarchique. Beaucoup d'Américains l'ont bien compris : rassemblés sous le slogan « *No Kings* », 7 millions d'entre eux ont participé à



des manifestations protestant contre les agissements pervers du souverain autoproclamé de la Maison Blanche.

Yarvin pense que le moment est une l'opportunité qui a rendu ce possible de faire avancer ses idées révolutionnaires d'extrême droite, le réveil (*awakening*) de l'Amérique, se situerait en 2020, quand quelqu'un a fait tomber un tube à essai en Chine. Et le monde a changé. La pandémie du covid-19 serait une période où l'Amérique aurait vécu le développement d'une grande ferveur religieuse. De plus, la peur distillée par les médias de droite a convaincu beaucoup que, face à un moment dangereux, toutes les décisions devaient être prises par le seul pouvoir exécutif. Le covid permet tout. Il permet un état d'urgence. Il balaye tout sur son passage. Le covid aurait inauguré la phase terminale de la gauche. Ce moment aurait donc été un grand *awakening*, une nouvelle vague. Un critique parle d'une « *woke right* », ce que Yarvin n'aime pas du tout. Yarvin dresse une critique violente contre les virologues. Ces experts peuvent influencer les gouvernements et ne sont contredits et surveillés par personne. C'est ainsi qu'ils auraient assemblé des coronavirus de chauve-souris pour les rendre plus dangereux. (gain de fonction). Cela aurait dû être réalisé dans des laboratoires P4 sûrs, mais comme c'était moins cher en Chine... La spécialisation des recherches fait qu'un scientifique d'une autre discipline ne les comprend pas. Ils se lancent alors dans la création du problème et commencent à faire des choses folles. Après la pandémie, le monde était mûr et le moment venu pour la monarchie. Nous avons besoin d'un monarque capable de dire « *non* » aux virologues.

La gauche est évidemment un ennemi principal. Qu'elle soit libérale (au sens américain) ou communiste, elle est l'objet de détestation. Reprenant l'histoire du XX^e siècle d'une façon très particulière, il montre qu'aux États-Unis les périodes efficaces furent celles où un individu concentrait le pouvoir sur lui en prenant le contrôle d'un exécutif tout puissant. Il oublie évidemment de citer Hitler et Staline. Il situe la naissance du *Deep State* (état profond) en 1945 quand une transition a donné le pouvoir à une oligarchie (il ne précise pas si elle est économique ou politique) ou, sous un autre nom, une bureaucratie. Il considère aussi que Poutine est en réalité très faible, car sous son pouvoir, il y a clairement une ploutocratie (oligarchie où le pouvoir est détenu par les riches oligarques).

N'entrons pas dans les détails de son histoire revisitée et contentons-nous de découvrir qu'il distingue une *old Left* et une *new left*. La première, libéraux et communistes ont notam-

ment lutté ensemble contre McCarthy. La *new left* serait apparue dans les années 1960. Une nouvelle énergie se développe. Faire partie de ces mouvements, c'était comme une sauvage sensation d'être vivant. À 20 ans, on est toujours plein d'énergie. Cette mouvance appliquerait concrètement et radicalement les principes de la *old left*, délaissés par celle-ci. Les hippies seraient un exemple de cette nouvelle gauche. Les États-Unis vivent alors sous l'emprise d'une oligarchie. C'est en 2012 que naît le courant *woke*. Reprenant radicalement des idées déjà présentes, il s'affirme meilleur et différent de toi. Je suis plus éclairé que toi. Je me suis éveillé et toi tu dors.

Une autre influence que Yarvin dénonce est celle venue des technocrates de la Silicon Valley. Ces libertariens croient qu'il suffit de détruire l'État pour que tout aille mieux. Mais ne savent pas ce qu'ils vont mettre à la place. Gérer l'État comme une *start-up* avec un PDG à la place du roi n'est pas crédible. Un État est bien plus complexe qu'une entreprise. Yarvin n'aime donc pas les libertariens.

Yarvin pense qu'avant Trump, sans s'en rendre compte, l'*establishment* attendait les barbares. Et ils se sont installés à Washington. Ils sont capables de détruire tout ce qui tombe sous leurs

yeux. Des exemples sont les mercenaires employés par le DOGE (département un moment dirigé par Musk et qui a pour but de licencier tous les fonctionnaires qui dérangent – et ils sont des centaines de milliers) ou ceux de l'ICE dont l'objectif est de capturer et d'expulser les millions d'étrangers sans papiers. Ils n'ont sans doute pas lu un livre, mais sont diablement efficaces. Tout comme les libertariens, ils sont incapables de gérer et ont donc besoin des « mandarins » venus des précédentes administrations.

Il importe aussi de prendre des décisions symboliques. Elles peuvent être stupides comme par exemple le changement de nom du golfe du Mexique en golfe de l'Amérique. Mais le but est ici d'humilier et de dire : « *Je peux faire tout ce que je veux*. »

Le vrai pouvoir exécutif n'aurait pas peur des marchés boursiers. Les milliardaires sont tous progressistes et souvent héritiers des anciennes dynasties. Des milliardaires vraiment influents sont des gens comme Carnegie, Rockefeller ou Ford. Très riches, mais sans guère de culture, ils peuvent concrétiser certaines de leurs options et défendre vigoureusement le capitalisme (et les mouvements d'extrême droite.)

Si Trump est aussi puissant, c'est parce qu'il ne trouve pas de résistance. Ses ennemis démocrates ne croient plus en eux-mêmes.

Il y aurait encore beaucoup à dire sur les idées foisonnantes de Yarvin. Il considère qu'il fait culturellement partie de l'élite. Il a été dans des écoles de gauche et comprend donc le langage de gauche, mais il aime les hommes du peuple qui se sont adaptés et qui gardent très à droite l'énergie que leur ascension leur a donnée.

Yarvin est ambitieux. Bien que certains changements imaginés par lui aient été mis en œuvre par Trump et Musk, il ne pense pas que la révolution est allée bien loin. Elle n'est pas très profonde. Ce n'est pas une refondation complète de la société. Il considère que Trump n'a pas franchi le Rubicon, qu'il y barbote à mi-chemin et il l'incite à oser le coup d'État.

Alain Adriaens

¹ Vance promeut des politiques très conservatrices, notamment sur la famille et revendique l'influence de la théologie catholique sur ses opinions politiques et sociales.

Migrations et intégration

Humanitaire et exploitation, apports et calvaires

Dossier coordonné par Daniel Zink et Bernard Legros

Comme la vaccination, les transitions de genre ou la politique de l'UE en Ukraine, l'immigration serait quelque chose de tabou, en dehors et au-dessus de toute critique. C'est en tout cas une vision dominante dans les milieux se voulant de gauche, mais aussi chez des néolibéraux (qui ont tendance à faire passer pour humanitaires des motivations qui sont tout autres, chez eux). Ainsi, on fait bien souvent comme si tout avait été dit et bien dit, définitivement, sur cette problématique, à grand renfort de postures morales. Il ne suffirait pas seulement d'être « contre l'immigration » – position stupide et sans nuance –, mais d'en appeler, même timidement, à sa régulation – humaine, démocratique, légale – pour être immédiatement assimilé à l'extrême droite. Le sujet est polarisé entre partisans de la remigration, croyants au complot du Grand Remplacement et suprématistes blancs, d'un côté, et sectateurs¹ de l'accueil inconditionnel des migrants et du multiculturalisme, de l'autre. Certains ajouteront que s'inquiéter du phénomène migratoire actuel, c'est « regarder le doigt », la lune étant les rapports inégaux entre l'Occident et le Sud global.

Il est malheureusement très rare de rencontrer des gens parvenant à discourir sans œillères idéologiques sur ce sujet. Le linguiste italien Raffaele Simone est l'un d'eux. La lecture de son essai *La grande migration et l'Europe* (Gallimard, 2021) est salutaire. Il y indique : « [...] les gens inventent des récits et des rhétoriques dans lesquels ils mélangent dans le désordre des données de fait, des préjugés personnels, des fragments d'idéologie, des passions collectives et d'autres ingrédients » (p. 104).

Notre conviction est que les enjeux humanitaires et de justice internationale devraient être centraux, dans l'approche de cette problématique. Mais l'immigration étant une vérité empirique (et non logique ou mathématique), son « statut est en droit toujours révisable et ne peut l'être que par la libre discussion² ». Ainsi, donner une importance essentielle aux enjeux évoqués ne doit pas empêcher de s'efforcer d'aborder le phénomène dans sa globalité, y compris en prenant en compte des retombées négatives, que celles-ci concernent les sociétés d'origine ou les sociétés d'accueil. Cette prise en compte ne doit bien sûr pas du tout forcément mener au refus de ces retombées, ou de l'ensemble de celles-ci. Mais elle est très probablement une condition au fait de pouvoir les gérer et d'en éviter au moins les plus graves.

De plus, nous verrons que certaines approches prônant des formes de régulations intègrent pleinement, en même temps, les critères humanitaires et de justice internationale. Et à l'inverse, nous verrons qu'une partie des approches plutôt anti-régulations n'intègrent en fait pas ces enjeux, ou qu'elles ne le font qu'au niveau des discours (c'est globalement le cas des politiques promues par les institutions de l'UE, comme cela ressortira de l'interview qui va suivre).

Le sens de l'accueil des migrants serait-il de compenser le déficit de naissances des autochtones ? Ne s'agirait-il que de remédier à des difficultés économiques des sociétés d'accueil ? Plus généralement, peut-on aller jusqu'à partager l'avis des Amis de Ludd, comme quoi « l'immigration, réponse individualiste et égoïste, est révélatrice du degré d'atomisation et de décomposition d'une société³ » ?



Illustration : Noir & Clair

Globalement, nous avons traité trois grandes approches (dont les deux premières sont en général très entremêlées, dans la réalité, de sorte que bien souvent, on ne les distingue même pas) : l'approche néolibérale, que nous abordons bien sûr de manière critique ; l'approche humanitaire centrée sur une ouverture complète des frontières ; et enfin, une approche s'efforçant de réunir enjeux humanitaires et régulation. Cette dernière approche est traitée dans l'interview de Ruud Koopmans, qui en est l'un des principaux représentants – si pas le principal. En même temps, cette interview apporte des éléments essentiels à la critique de la vision néolibérale des migrations. L'approche prônant l'ouverture totale des frontières est défendue quant à elle dans l'article de Paul Willems. Suit alors une contribution partant d'un roman, *Les roses de la nuit*, d'Arnaldur Indriðason, qui apporte une lumière toute particulière sur la problématique. Cette approche se prolonge par un petit article rappelant les projets de Thomas Sankara et de Pierre Rabhi au Burkina Fasso, ainsi qu'une autre initiative au meilleur destin, et qui peut nourrir un vrai espoir. Ces dernières approches gravitent toutes autour d'un des remèdes essentiels : les potentiels immenses de l'agriculture paysanne, notamment quant au dépassement de l'extractivisme, une cause centrale des migrations forcées. Puis, nous laissons le dernier mot à un migrant burkinabé, dont les vécus et réflexions rappellent des réalités fondamentales et très concrètes de la problématique, tout en éveillant là aussi le souvenir de Sankara.

Concernant les deux premières approches, celles de Ruud Koopmans et celle de Paul Willems, elles s'opposent en partie très fortement. Il nous a cependant semblé préférable, plutôt que de proposer une forme de synthèse ou de positionnement, de laisser le lecteur se forger son propre jugement. Le sujet étant très complexe, nous n'avons pu traiter qu'une partie de ses dimensions. Pour cette raison notamment, les contributions qui suivent se prolongeront dans le dossier du prochain numéro. Celui-ci se centrera plus particulièrement sur la question, difficile elle aussi, des rapports entre les cultures. Évo-

quons aussi quelques autres approches qui nous paraissent dignes d'attention. Régulièrement attaqué par la gauche, Emmanuel Todd manie l'outil démographique pour poser de graves questions touchant à l'avenir du monde occidental. On lira avec intérêt son ouvrage *La défaite de l'Occident* (Gallimard, 2024). Idem concernant *La grande migration et l'Europe* de Raffaele Simone (Gallimard, 2021), ainsi que le n° 4 (printemps 2021) de la revue *Front populaire*, sous-titré « Immigrations. Éviter le naufrage ». Il est intéressant, également, de remonter un peu plus loin, jusqu'à l'anthropologue Claude Lévi-Strauss. Celui-ci nous donne notamment de quoi dépasser des jugements ou condamnations qui empêchent bien des débats et, en même temps, ne rendent compte que d'une partie de la réalité. Dans *Race et histoire* (1961), Lévi-Strauss distinguait racisme et xénophobie. Le premier est une idéologie mortifère postulant soit l'inégalité des races (version forte, désuète), soit l'incompatibilité des cultures (version faible, actuelle) ; il est évidemment à rejeter. La seconde est une méfiance naturelle *a priori* des communautés vis-à-vis des inconnus arrivant sur leur territoire. Or, un certain militantisme antiraciste entretient sciemment la méprise entre les deux notions. Si un raciste est aussi nécessairement xénophobe, l'inverse n'est pas vrai. En retour, un xénophobe peut devenir raciste avec le temps, ou pas. Mais la dialectique échappe vraisemblablement à ceux qui sont fiers de s'en revendiquer, révérence envers le marxisme oblige...

Nous espérons que ce dossier pourra contribuer à mettre en valeur des approches trop peu débattues, à alimenter les réflexions sur les diverses problématiques complexes concernées, ainsi qu'à alimenter l'envie d'en apprendre davantage. Nous espérons aussi être parvenus à éviter autant l'ethnocentrisme que les postures idéologiques.

1. Adeptes, partisan déclaré de la doctrine, des opinions de quelqu'un.

2. Normand Baillargeon, in *Front populaire*, « La gauche contre le peuple. Les nouvelles résistances », n° 22, sept.-oct.-nov. 2025, p. 135.

3. « Les amis de Ludd ». *Bulletin d'information anti-industriel* – II, La Lenteur, 2009, p. 132.

Politiques d'accueil : marier humanisme et réalisme ?

ENTRETIEN AVEC RUUD KOOPMANS

Professeur de sociologie et de recherche sur les migrations à l'université Humboldt de Berlin, directeur du département Migration, intégration, transnationalisation au Centre allemand d'étude des migrations et de l'intégration, Ruud Koopmans a aussi réalisé des publications centrées sur l'analyse critique des mouvements d'extrême droite. Ce chercheur propose des alternatives à la politique d'asile actuelle de l'UE qui, selon ses analyses, coûte plus de vies qu'elle en sauve, tout en ignorant les limites des pays européens.

Pourriez-vous résumer dans ses grandes lignes l'alternative que vous proposez, en matière de politique d'accueil ?

Ma proposition part notamment de ce constat : les personnes qui entament une migration, aujourd'hui, sont en général de jeunes hommes en bonne santé, souvent issus de familles qui, toutes proportions gardées, sont relativement aisées, sans quoi ils ne pourraient pas se permettre de payer les passeurs. Et ces personnes viennent même souvent de régions qui ne comptent pas parmi les plus pauvres. Si l'on prend l'exemple spécialement tragique du Soudan, actuellement, combien de personnes de ce pays parviendront à demander l'asile en Belgique ? Eh bien, presque aucune. Car les Soudanais sont bien trop pauvres et trop isolés, y compris d'un point de vue géographique. Les personnes qui arrivent chez nous sont par exemple des Syriens et des Afghans qui étaient déjà en sécurité en Turquie, mais préféreraient vivre en Belgique. C'est compréhensible, bien sûr, mais ce n'est pas le sens du droit d'asile ; celui-ci vise à accueillir les personnes dont la sécurité est menacée, et celles-ci se trouvent par exemple au Soudan, au Yémen, au Myanmar, etc. Il s'agit des familles avec des enfants en bas âge, des personnes âgées, des malades, des blessés, etc. De plus, même parmi les personnes qui sont capables de prendre les risques et d'assumer les coûts du voyage, beaucoup n'y survivent pas. Selon l'ONU, depuis 2014, plus de 25.000 migrants sont morts ou portés disparus en Méditerranée, et l'on estime que le nombre de victimes lors de la traversée du Sahara pourrait être deux fois plus élevé.

Une des idées centrales que je défends est de coopérer avec des pays tiers sûrs, dans le cadre d'un système de quotas. Ces pays tiers seraient les plus proches possibles des zones où se trouvent les personnes en détresse, zone où l'on peut même aller chercher les personnes directement, en coopération avec le Haut Commissariat aux Réfugiés (HCR). Ces pays coopérateurs recevraient en échange différents avantages, qui leur donneraient à la fois les moyens et la motivation de recevoir les personnes concernées, dans des centres d'accueil. Les demandes d'asile seraient alors traitées là et non plus en Europe. Et si le statut de réfugié est reconnu, les personnes seraient alors conduites, en toute sécurité et par contingents, jusqu'à d'autres pays sûrs. Et cette répartition des réfugiés entre pays d'accueil aurait lieu sur base de quotas, comme évoqué. Différents pays sont envisagés, en tant que pays tiers. Les Pays-Bas pensent à l'Ouganda, par exemple. L'Italie pense à l'Albanie. On peut aussi penser au Sénégal, au Ghana, à la Géorgie...

Cette manière de faire aurait le grand avantage de mettre fin aux tentatives des migrants de se rendre directement en Europe, tentatives responsables des nombreuses victimes évoquées. Et en même temps, le trafic criminel des passeurs cesserait, les migrants n'auraient plus à se ruiner en payant ces gens. En outre, ce moyen de procéder a aussi l'avantage, pour les pays d'accueil cette fois, de pouvoir procéder à des contrôles de sécurité, du fait qu'on a alors la maîtrise de la

situation. C'est exactement ce que font des pays comme l'Australie et le Canada, qui accueillent un nombre assez important de réfugiés, plus que la moyenne des pays de l'UE. Ce ne sont donc pas des pays hostiles aux réfugiés, mais ils procèdent via des contingents et mènent des contrôles de sécurité approfondis. Et si quelqu'un a, par exemple, des liens avec un quelconque groupe terroriste, alors il n'est pas admis. Pour revenir aux besoins des réfugiés, cette façon de faire aurait donc aussi le grand avantage de rassurer les pays d'accueil et de prévenir ainsi leurs possibles réticences à accueillir.

Comparativement à cela, aujourd'hui, en Europe, tout le monde peut entrer, *de facto* (puisque toute personne qui parvient à atteindre une frontière européenne peut demander le droit d'asile). Et parmi ces gens qui entrent, il s'en trouve un certain nombre qui présentent un danger. Par exemple, des gens qui ont commis des crimes de guerre ou qui sont liés à des groupes extrémistes, etc. Parce que nous n'avons pas la possibilité de dire non à la frontière, du fait que toute personne qui demande l'asile doit être admise. Et une fois les gens entrés, il n'est le plus souvent plus possible de faire marche arrière, du fait de difficultés à déterminer le pays d'origine, du fait du refus par celui-ci d'un retour de la personne concernée, etc. Mais avec le mode de gestion que je propose, les personnes sauraient que, si elles se rendent dans un pays non prévu pour le traitement des demandes d'asile, elles seraient renvoyées vers le pays tiers concerné.

Bien sûr, étant donné les difficultés des pays du Sud, beaucoup de migrants peuvent aussi être considérés comme des réfugiés économiques, ou encore écologiques. Qu'en pensez-vous ?

Oui, beaucoup de personnes souhaitent émigrer pour des raisons économiques notamment. Mais cela doit être réglé en dehors du droit des réfugiés, dont les critères principaux sont les conflits politiques et les guerres. Cependant, le modèle que je propose, avec ces accords avec des pays tiers, peut aussi être favorable aux migrants économiques. Cet aspect des choses peut en effet se relier aux avantages proposés aux pays tiers pour les motiver. Imaginons une coopération entre la Belgique et l'Ouganda : la première a besoin de personnel dans le secteur de la santé, le second ne parvient pas à offrir du travail à toute sa population, y compris à de nombreux jeunes diplômés. Ainsi, la Belgique pourrait offrir aux Ougandais qualifiés dans le domaine de la santé un accès privilégié au marché du travail belge, chaque année, pour une migration professionnelle. Et en échange, l'Ouganda pourrait établir la coopération évoquée, en tant que pays tiers. Les personnes se présentant à la frontière belge pourraient être amenées en Ouganda, où leur demande d'asile serait traitée. Comme expliqué, une telle coopération supprimerait la tentation de se rendre directement en Belgique, tentation responsable de tant de morts en chemin. Et en même temps, cela aiderait la Belgique à éviter la migration irrégulière. Bref, tout le monde y gagnerait.

Concernant la dimension écologique, elle n'est pas actuellement incluse dans le droit des réfugiés, mais elle pourrait l'être par la suite. Par exemple, on pourrait développer un statut de réfugié climatique. Mais cela soulève alors le même problème que celui discuté tout à l'heure. Prenons les îles du Pacifique, dont certaines sont vraiment menacées de disparition, si le niveau des mers monte. Mais comment imaginer que quelqu'un fuyant Samoa, par exemple, puisse atteindre la Belgique ? Cela devrait à nouveau se faire par le biais de passeurs et le chemin à parcourir serait extrêmement long. Là aussi, un système de quotas serait beaucoup plus approprié, dans la logique que j'ai esquissée. Cela a d'ailleurs été le choix de l'Australie et de la Nouvelle-Zélande, là aussi. Elles

ont conclu des accords avec différents États du Pacifique, concernant l'accueil d'habitants de ces pays qui étaient menacés par l'érosion côtière. C'est donc possible.

Et tout cela vaut pour de nombreuses situations, dès qu'elles impliquent des dangers vitaux. Par exemple, une famine liée à des causes écologiques (ou à toute autre cause) est bien sûr une raison légitime de fuir. Donc, le statut de réfugié pourrait être légitimement demandé, dans un tel cas.

Pour revenir à l'idée qu'il faudrait peut-être parler de réfugiés économiques, notamment : dans votre dernier livre (*De Asielloterij*) vous mentionnez une importante étude², selon laquelle de très larges proportions des populations des pays africains ont l'intention de migrer vers l'Europe. Il s'agit dans de nombreux pays de 3/4 des habitants, et même dans des pays relativement favorisés, comme le Sénégal par exemple, 50% des habitants ont une telle intention, suivant l'étude. Ce qui signifierait que, à l'échelle du continent, des centaines et des centaines de millions de personnes auraient cette intention. Cela remet-il en question l'idée que les gens voudraient à priori pouvoir continuer à vivre là où ils sont nés, si c'est dans des conditions à peu près favorables ? Ou est-ce plutôt un signe que la situation de l'Afrique est toujours particulièrement critique, globalement ? Et donc que l'idée de réfugié économique, notamment, devrait être bien plus prise en compte ?

C'est un peu les deux. Une cause centrale de ces intentions de rejoindre l'Europe est que la différence de prospérité est si grande. Entre l'Amérique latine et les États-Unis, par exemple, le fossé économique est moins important qu'entre l'Europe et l'Afrique. À cela s'ajoutent les liens existants, le fait que beaucoup d'Africains ont déjà de la famille en Europe, ou parlent des langues européennes, notamment le français, suite au passé colonial. Et il y a en particulier le fait qu'aucun autre continent ne connaît une croissance démographique aussi rapide que l'Afrique. Ce qui signifie que la population y est extrêmement jeune. Et les économies y étant relativement faibles, par rapport aux besoins de leurs grandes populations, il y a très souvent un fort sous-emploi. Beaucoup de gens travaillent dans la rue, essaient d'y vendre quelque chose, mais en ne gagnant presque rien. Ainsi, beaucoup de jeunes ne peuvent pas gagner assez d'argent pour fonder une famille, par exemple. D'autant plus qu'il s'agit souvent de pays musulmans, avec des normes très strictes en matière de conditions pour le mariage et la sexualité. Il faut de l'argent, pour se marier, et les mariages sont souvent arrangés. Cela explique donc en partie le désespoir de nombreux jeunes Africains.

Par ailleurs, précisons bien que nous sommes, en Europe, sur un continent dont la population est globalement vieillissante. Il y a donc de nombreuses bonnes raisons d'être en faveur d'une immigration modérée. Mais étant donné que l'Europe ne peut bien sûr pas accueillir des centaines de millions de personnes, la solution est naturellement à rechercher dans la coopération ou l'aide aux pays du Sud. Une aide ou une coopération qui permettrait aux gens de vivre dans de bonnes conditions dans leurs pays nats. En particulier pour une raison très simple : si c'est en Belgique, par exemple, que je dois nourrir une personne, lui fournir un logement et des soins de santé, cela me coûtera probablement 100.000 € par an. Avec ces 100.000 €

¹ Koopmans, R., *De Asielloterij*, Prometheus, 2023 (en allemand : *Die Asyl-Lotterie*, éd. C. H. Beck).

² Phillip Connor (2018), *At Least a Million Sub-Saharan Africans Moved to Europe since 2010*. Washington: Pew Research Center, S. 8-9. Téléchargeable sous ce lien : <https://www.pewresearch.org/global/wpcontent/uploads/sites/2/2018/03/Africa-Migration-March-22-FULL-REPORT.pdf>.

par an, je peux probablement aider 100 réfugiés, dans un pays du Sud, par exemple des gens qui ont fui du Soudan vers le Kenya ou l'Égypte. En effet, les coûts dans ces pays sont bien moins élevés qu'en Belgique. Donc, avec le même argent, on peut aider beaucoup plus de personnes, si on les aide dans les régions d'origine ou les pays qui en sont proches.

Toujours en rapport avec cet enjeu de prioriser la coopération : comme mentionné, c'est en relation avec leurs si grandes populations, que les économies africaines ne sont souvent pas assez fortes ; en elles-mêmes, elles ne sont souvent pas si faibles. L'économie en Afrique est déjà en croissance. On le voit notamment quand on est dans les capitales, on y observe une certaine activité économique. Ce n'est pas que ces pays n'auraient pas d'économies qui fonctionnent, mais leur population croît en général bien plus vite que l'économie. C'est là le problème. Ces pays sont riches, en fait, mais leurs richesses doivent être partagées entre un nombre croissant d'habitants. Cependant, ce n'est pas un problème qu'on peut résoudre avec la politique des réfugiés, cela concerne bien plutôt, comme expliqué, une politique de coopération ou d'aide Nord-Sud. Si au lieu de cela on poursuit la politique d'asile actuelle, il viendra en Europe toujours plus de gens. Des gens qui ont certes des raisons de chercher une meilleure situation, mais pas de raisons de fuir, selon le droit international des réfugiés. Parce qu'ils ne sont pas persécutés politiquement, ne fuient pas une guerre, ni une famine, etc. L'ensemble de l'Afrique n'est pas en guerre ; le Soudan est en guerre, par exemple, mais pas le Sénégal, le Ghana ou encore le Nigeria. Il n'y a pas non plus de famine, dans ces pays-là. Les gens y sont certes beaucoup plus pauvres qu'en Europe, mais sans qu'on puisse invoquer de raisons de fuir. On ne peut pas maintenir un système où toute personne qui se présente aux frontières européennes extérieures et souhaite demander l'asile doit être admise.

La coopération devrait donc être la priorité, je le redis, y compris en lien avec des migrations professionnelles, comme expliqué. Revenons à ce point important, en prenant l'exemple du Sénégal. Une chose qui apporte beaucoup à ce pays est le fait que des Sénégalais qui étaient en mesure de trouver du travail en Europe y gagnent effectivement leur vie, et cela suffisamment pour pouvoir envoyer de l'argent à leur famille. Ces transferts de fonds sont imposés par l'État sénégalais, s'ils ont lieu légalement, et le Sénégal en profite également du fait que ces migrants peuvent investir de l'argent dans ce pays d'origine, en y faisant construire une maison, en y créant peut-être une entreprise... C'est donc tout à fait différent de ce qui se passe avec la migration irrégulière de personnes qui demandent l'asile en Europe et dont la demande est ensuite rejetée ; ces gens disparaissent alors très souvent dans l'illégalité, se livrent peut-être au trafic de drogue, etc. Les statistiques de criminalité montrent sans équivoque la réalité et l'ampleur de ce genre de phénomènes, en lien avec les migrations. Ou bien, ces gens vivent de l'aide sociale en tant que demandeurs d'asile sur lesquels il n'a pas encore été statué. En tout cas, ils ne peuvent pas envoyer beaucoup d'argent vers le pays d'origine. Bref, une migration de main-d'œuvre réglementée profite aux deux côtés, tandis qu'une migration irrégulière entraîne de nombreux problèmes.

Au sujet de cette importance d'une vraie coopération Nord-Sud, j'ai récemment interviewé Ralph Ghadban [voir l'entretien dans le prochain numéro] ; il souligne que, au lieu de donner la priorité à la coopération et à l'aide internationales, des milieux influents, notamment au niveau de l'ONU, agissent en faveur d'une logique de promotion des migrations... Il s'agit en particulier d'une partie du patronat, sans doute ?

Effectivement, les employeurs exercent une très forte pression en faveur de l'immigration. On le voit entre autres en Allemagne, où je travaille. Il y a énormément d'instituts de recherche, de programmes de recherche pro-immigration, subventionnés par de grandes entreprises. Il y a la fondation Thyssen, la fondation Volkswagen, la fondation Bertelsmann, la fondation Hertie, etc. Les employeurs ont investi énormément d'argent, dans le lobbying pour l'immigration, car elle est avantageuse pour eux. Le problème est qu'il s'agit d'intérêts privés, qui ne correspondent pas aux intérêts collectifs. Car les entreprises ne se soucient pas du fait que l'ouverture des frontières entraîne l'arrivée de nombreuses personnes qui ne trouvent pas d'emploi et qui se retrouvent alors à la charge de la collectivité. Ce n'est pas le souci des entreprises ; elles embauchent volontiers les personnes qui peuvent travailler,

mais concernant les autres, elles laissent l'État et donc le contribuable s'en occuper. Il y a donc un transfert des charges vers la collectivité et une privatisation des avantages de l'immigration.

Comme je le disais, nous avons besoin d'une immigration modérée, mais elle doit être composée de telle sorte que la grande majorité des migrants puissent effectivement trouver un emploi et contribuer à l'économie. Dans ce cas, l'immigration peut être très bénéfique, mais celle que nous connaissons actuellement est dominée par des personnes qui ne sont pas qualifiées pour le marché du travail et qui ont également une grande distance culturelle par rapport aux sociétés d'accueil. Ce qui rend l'intégration extrêmement difficile. De sorte que l'immigration que nous avons actuellement n'aide en rien à maintenir l'État social à un niveau favorable, elle lui coûte cher. Aux Pays-Bas comme en Allemagne, et probablement aussi en Belgique, la majorité des bénéficiaires de l'aide sociale sont des personnes de nationalité étrangère.

Quoiqu'on pense de ce lobbying du patronat, on peut relever au moins un aspect positif : du fait du pouvoir d'influence de ces milieux, ce lobbying est probablement une garantie du fait que l'Europe ne se fermera pas sur elle-même, n'est-ce pas ?

Oui, notamment du fait de l'influence de ces milieux, mais aussi du fait des besoins des populations européennes vieillissantes, comme expliqué. Il ne faut donc pas craindre que l'immigration se voie empêchée. Mais comme je le disais, pour que la migration soit soutenable il est crucial de radicalement changer sa composition actuelle.

Certains mettent néanmoins en garde contre le risque d'utilisation de pays tiers pour tenir les réfugiés à distance. Mais si vos propositions étaient appliquées, c'est exactement l'inverse qui se produirait, n'est-ce pas ?

Tout à fait. Concernant les personnes en besoin d'asile, ce mode de gestion se prête beaucoup mieux que le système actuel à leur donner accès à un pays d'accueil. D'un point de vue moral, cela ne devrait même pas être une question. Et il est très étrange que beaucoup de personnes qui se définissent comme étant de gauche et progressistes défendent ce système que nous avons actuellement, qui repose sur le

fait que nous demandons aux gens de risquer leur vie et de payer énormément d'argent...

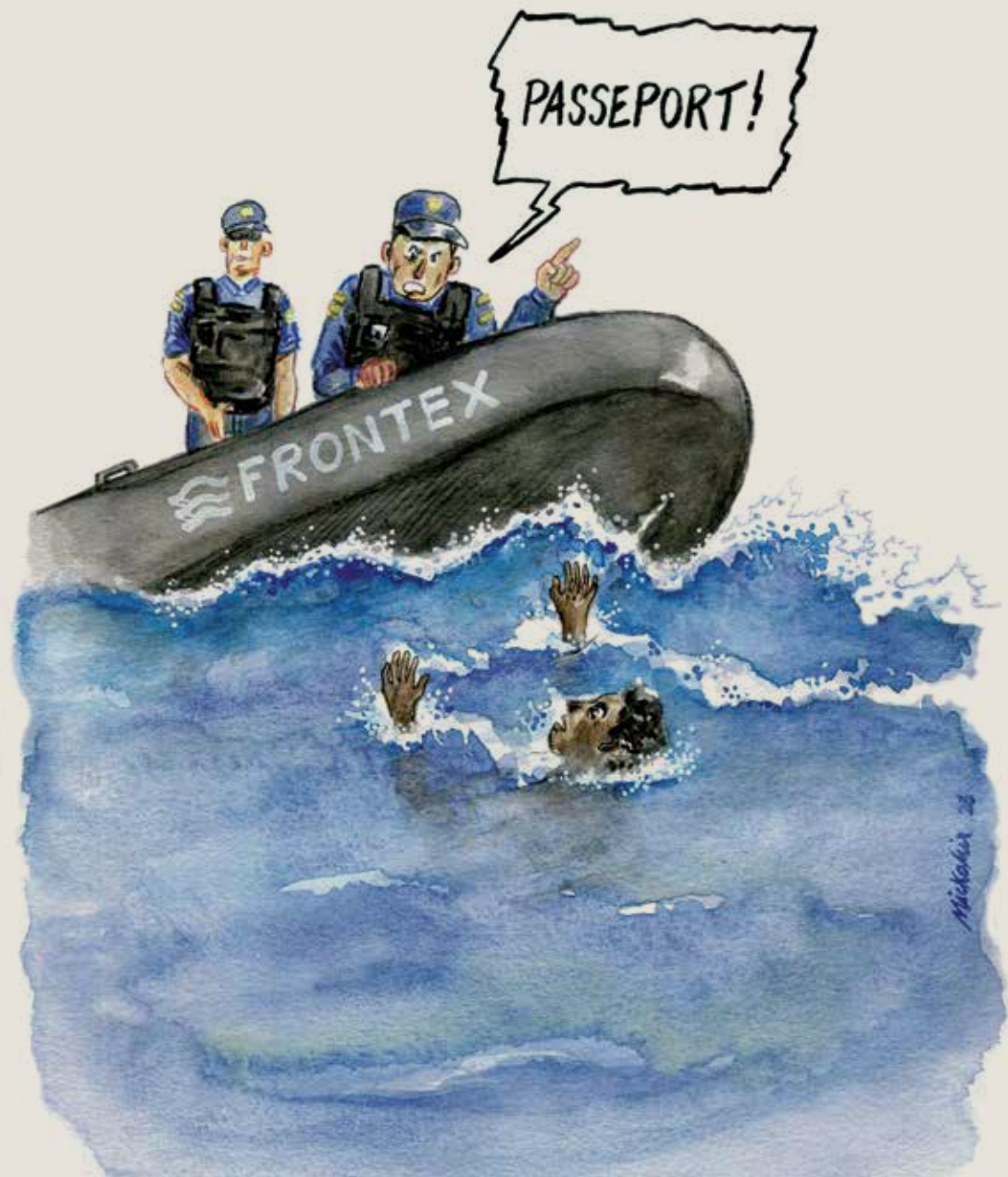
Il est effectivement étonnant que des propositions comme les vôtres ne soient pas bien plus prises en compte. Et notamment que votre dernier livre, *De Asielloterij*, même s'il existe aussi en allemand, n'est pas encore traduit en français, et surtout en anglais, alors que la plupart de vos nombreux livres précédents sont disponibles dans cette langue notamment, ainsi que dans bien d'autres...

De Asielloterij est aussi disponible en Danois, et très discuté en Allemagne, en Scandinavie, aux Pays-Bas, etc. Mais effectivement, le fait qu'il n'a pas été traduit en anglais est sans doute un signe du fait que le sujet concerné est extrêmement chargé émotionnellement. Souvent, dans les discussions sur les migrations, il ne s'agit pas du tout des personnes concernées, des réfugiés ou des migrants. Il ne s'agit pas de ce qui est le mieux pour ces personnes. Il s'agit d'une lutte entre différentes factions en Europe, des factions qui veulent chacune montrer que l'autre est le méchant et recevoir les votes des électeurs. En accusant les autres d'être xénophobes, notamment, pour se placer du bon côté. Peut-être que votre publication contribuera à ce qu'un éditeur francophone s'intéresse au livre...

Il y a donc une attitude idéologique des milieux se voulant de gauche, mais aussi, comme vous l'avez expliqué, des milieux néolibéraux. C'est une étrange alliance de fait, n'est-ce pas ?

Oui, cette idée d'une migration totalement dérégulée relève notamment d'un néolibéralisme, bien sûr. Il y a donc effectivement une drôle de coalition entre moralistes de gauche et employeurs. Les uns y sont motivés par leur propre intérêt, les autres par des raisons morales, parce qu'ils se sentent mieux ainsi. Ils pensent qu'ils font le bien, même si, à mon avis, ils font exactement le contraire. Et cette coalition a fortement dominé les politiques d'immigration, au cours des dernières décennies. Pourtant, je me définis plutôt comme une personne de gauche, comme progressiste. Et je trouve que cette politique d'immigration n'a rien de progressiste ni de gauche...

Propos recueillis (à partir de l'allemand) par Daniel Zink, novembre 2025. Revu et corrigé par Ruud Koopmans.



Les frontières et les règles qui régissent la circulation des personnes

FIN DU MOYEN-ÂGE ET NAISSANCE DES ÉTATS MODERNES

Les frontières, autrement dit les limites des territoires, résultent bien plus des guerres et des ambitions des grandes puissances, que de la volonté des peuples eux-mêmes. La notion de frontières elle-même, le droit qui la concerne, évolue. De nouveaux types de frontières, telles que les frontières supranationales, apparaissent. Naguère, à l'intérieur des États européens, il existait des frontières entre les diverses parties de ces territoires. Les traverser nécessitait des autorisations. Voyager d'un État à un autre, émigrer, nécessitait également des autorisations. Certaines catégories de la population, comme les paysans, étaient assignées à un territoire. D'autres disposaient du droit de les franchir. La liberté de circulation représentait alors un idéal. Du moins pour la grande majorité qui en était privée.

L'histoire de chaque territoire se résumait en partie à celle de ses frontières particulièrement fluctuantes. En étant adjoint à un autre, il changeait parfois de dénomination. Les États modernes sont des entreprises guerrières qui conquièrent et unifient de nombreux territoires, accumulant des ressources, à la fois matérielles et humaines. Ils y centralisent le pouvoir. Des unions territoriales sont parfois réalisées. Notamment par des mariages princiers. Des guerres en sont parfois aussi la conséquence directe, comme les deux Guerres de Cent Ans entre la France et l'Angleterre.

Le capitalisme, autrement dit, à l'origine, la prédation des terres communes par des propriétaires privés joue un certain rôle dans cette centralisation. Des armées de métier, dirigées par le pouvoir central, sont nécessaires pour forcer la population, abruptement dépouillée, à respecter ces nouveaux découpages. Pendant un moment, la terre est le principal enjeu des guerres. Intriguer pour diviser, séparer, affaiblir des rivaux sert à défendre et à conquérir des territoires. Puissamment armés, les monarques européens se lancent à la conquête du monde.

DÉVELOPPEMENT DES RAPPORTS NORD-SUD

L'Espagne qui s'est unifiée la première se lance à la conquête de l'Amérique. L'afflux de marchandises suscite un développement de l'économie en Europe. Les échanges se multiplient. Les États modernes mettent sur pied des institutions fiscales, et élaborent des stratégies commerciales, des mécanismes financiers. Piraterie et contrebande sont la règle. Les frontières sont poreuses aux marchandises. Avec le développement des échanges et l'adaptation des États aux pratiques qui en résultent, certains États déclarent des embargos. Des traités sont conclus. Mais la colonisation espagnole saigne à blanc les régions conquises. La colonisation portugaise également. Ces conquêtes s'accompagnent de génocides. Les populations autochtones sont décimées. Français et Anglais s'emparent de l'Amérique du Nord, et d'une partie des Antilles. Ils y importent des esclaves africains qu'il est plus facile de faire travailler que la population locale. Pendant 2 siècles, ces colonisateurs exploitent les richesses du continent américain dans le seul intérêt des puissances européennes.

À l'époque de Napoléon, à la Guadeloupe et dans les autres colonies françaises d'Amérique, un demi-million d'esclaves servent à cultiver et à récolter la canne à sucre. Les Anglais l'importent en Europe où elle est raffinée. En Amérique du Nord, au début du XIX^e siècle, des millions d'esclaves cultivent et récoltent le coton. Dans les colonies anglaises, les délin-

quants et les repris de justice qui y sont déportés en masse sont soumis à un statut d'esclave pendant 5 ans. La capture et la vente des esclaves africains engendrent d'importants profits. Ce commerce nécessite des guerres incessantes. Les razzias des esclavagistes s'accompagnent systématiquement de massacres. L'Amérique espagnole est divisée en une vingtaine de colonies. Les Portugais créent un unique territoire. Des règles raciales, commerciales spécifiques régissent ces territoires. L'élaboration de législations raciales date de cette époque. Ces territoires appartiennent en propre à la couronne. Les métropoles contrôlent l'immigration. Les frontières de ces territoires divisent des territoires antérieurs. Dans les Andes, trois territoires se partagent l'ancien Empire inca. Idem des Indiens des Caraïbes dont la population a un jour formé un ensemble géographique, ayant vécu dans un même territoire, et dont les conquérants espagnols, et notamment Christophe Colomb, ont exterminé la population. Un prêtre jésuite, Bartolomé de las Casas a décrit ce génocide. Le colon prend la place de l'occupant originel.

Lorsque les colonies s'émancipent, déclarent leur indépendance, deviennent des pays, disposant du même statut en apparence que les nations européennes, centralisant les pouvoirs, s'appuyant sur une armée de métier, imposant un contrôle des marchandises aux frontières et dans les ports, les rapports de domination entre population autochtone survivante, esclaves et colons subsistent. Il faudra un siècle pour abolir l'esclavage sur le continent américain. Parfois la conquête est réalisée au nom de la lutte contre l'esclavage. Tel est le cas du Congo. Des procédés à peine différents de l'esclavagisme sont utilisés pour mettre la population de ces nouvelles colonies au travail pour le compte des nations conquérantes. Dans les colonies françaises, c'est le code de l'indigénat. L'administration coloniale s'appuie sur le travail obligatoire de la population locale, et sur des propriétaires européens. Dans les colonies anglaises le système de l'Indirect Rule s'appuie sur les autorités locales censées mettre en œuvre une organisation du travail délétère. Pour exterminer la population locale, les colonisateurs n'hésitent pas à dévaster la faune et commettent plusieurs écocides, tant en Afrique qu'en Amérique.

EN EUROPE, DÉVELOPPEMENT DES ÉTATS-NATIONS

En attendant, en Europe, de nombreux groupes humains, assujettis à des empires, luttent pour leur indépendance. L'Allemagne est divisée en Lands. L'Italie en principautés et en républiques. L'Autriche-Hongrie contrôle une multitude d'États-nations dépourvus d'armée et de gouvernements propres. Des petits États-nations sont créés pour jouer le rôle d'États-tampons. Après un soulèvement, suscité par une agitation, initiée par des immigrés français, la Belgique est créée dans le but d'affaiblir les Pays-Bas, rival commercial de premier plan pour la Grande-Bretagne. La France intervient militairement pour vaincre l'armée hollandaise. Trois empires, la Prusse, l'Autriche-Hongrie, et la Russie se partagent la Pologne. Napoléon rétablit partiellement son indépendance en créant le duché de Varsovie, sur lequel, après la défaite de Waterloo, les trois empires remettent la main. La Pologne ne retrouvera son indépendance qu'après la Première Guerre mondiale, grâce au traité de Versailles.

La guerre de 1914-1918 met fin à l'existence des principaux empires existants : empire ottoman, empire austro-hongrois, empire russe. Les frontières deviennent presque exclusivement alors celles des États-nations. L'empire allemand se transforme en un seul grand État-nation : l'Allemagne. L'empire autrichien disparaît. L'empire russe se transforme en une

association d'États-nations : l'URSS¹. Parmi eux, l'Ukraine. C'est l'URSS qui en fait un État presque à part entière. Dans l'intervalle de nombreux autres territoires sont créés, les frontières des États sont redessinées, notamment celles de la Yougoslavie. Et le traité de Lausanne en 1923 associe à ces territoires des groupes de population, des peuples, des identités ethniques. Des millions d'Européens sont déplacés dans les États créés pour eux. À quelques exceptions près, comme la Belgique ou la Yougoslavie, la disparition des empires sonne le glas des États pluriethniques. Certains groupes ethniques n'ont bien entendu pas d'État à eux et plusieurs États se les partagent. C'est le cas depuis longtemps.

L'INDUSTRIALISATION

L'État-nation actuel est aussi la conséquence de l'industrialisation, qui a besoin de territoires et d'une population nombreuse pour faire tourner ses usines. Les machines n'ont pas encore l'efficacité de celles qui existent aujourd'hui. Pour cela, il a recours à des migrants. D'abord aux migrants intérieurs. De vastes accaparements de terre et l'explosion de la démographie due aux progrès de la médecine chassent des campagnes une partie de leur population. Ensuite l'État industriel tablera également sur des prisonniers de guerre, des migrants étrangers, et, bien entendu, des chômeurs. Il impose à cette population des règles extrêmement strictes, voire carrément inhumaines dont la critique donne naissance au mouvement social. Pour s'imposer, cet État industriel a besoin d'une armée puissante, mais aussi de guerres pour justifier l'existence et l'entretien de ces armées. Leur agrandissement. Toute la population masculine est mise au pas. Cette militarisation forcenée va déboucher sur deux guerres mondiales. En provoquant des déplacements massifs de population, toutes ces guerres alimentent constamment les besoins des États-nations en main-d'œuvre.

DÉVELOPPEMENT DES POLITIQUES MIGRATOIRES

Les États-nations européens légifèrent également pour fixer le statut des migrants et des réfugiés et leurs droits et devoirs respectifs. Ils élaborent des politiques migratoires de plus en plus complexes. Ces règles diffèrent selon les États, et généralement aussi selon les origines des étrangers concernés. Les États procèdent à des expulsions parfois collectives de ressortissants étrangers. C'est notamment le cas de mineurs belges expulsés de France à la fin du XIX^e siècle². À cette époque, les frontières ne sont pas ouvertes. Pour émigrer en Belgique, un citoyen hollandais a besoin d'une autorisation du roi des Pays-Bas.

LA QUESTION DES RÉFUGIÉS

La question des réfugiés devient une question majeure. Les populations autochtones réagissent parfois très négativement à l'afflux de réfugiés. Notamment les Allemands qui réagissent mal à l'afflux de réfugiés juifs fuyant la guerre civile russe, les massacres et les pogroms des armées blanches, tsaristes et autres. La crise éclate en Allemagne dans les années 1930.

¹ Union des républiques socialistes soviétiques.

² En 1892, des Belges, souvent des mineurs, sont victimes d'expulsions et même de violences à cause des tensions existantes entre mineurs belges et français dans les mines du Nord-Pas-de-Calais. Ces tensions sont évoquées dans le roman *Germinal* d'Émile Zola. Mais lesdites expulsions sont postérieures à la publication du roman.

L'immigré, le réfugié, en particulier les Juifs, sont discriminés. Ces derniers perdent progressivement leurs droits, avant de perdre leur liberté, et au cours de la Seconde Guerre mondiale, ils sont finalement exterminés. C'est la solution finale.

L'ONU ET LA LIBRE CIRCULATION DES PERSONNES

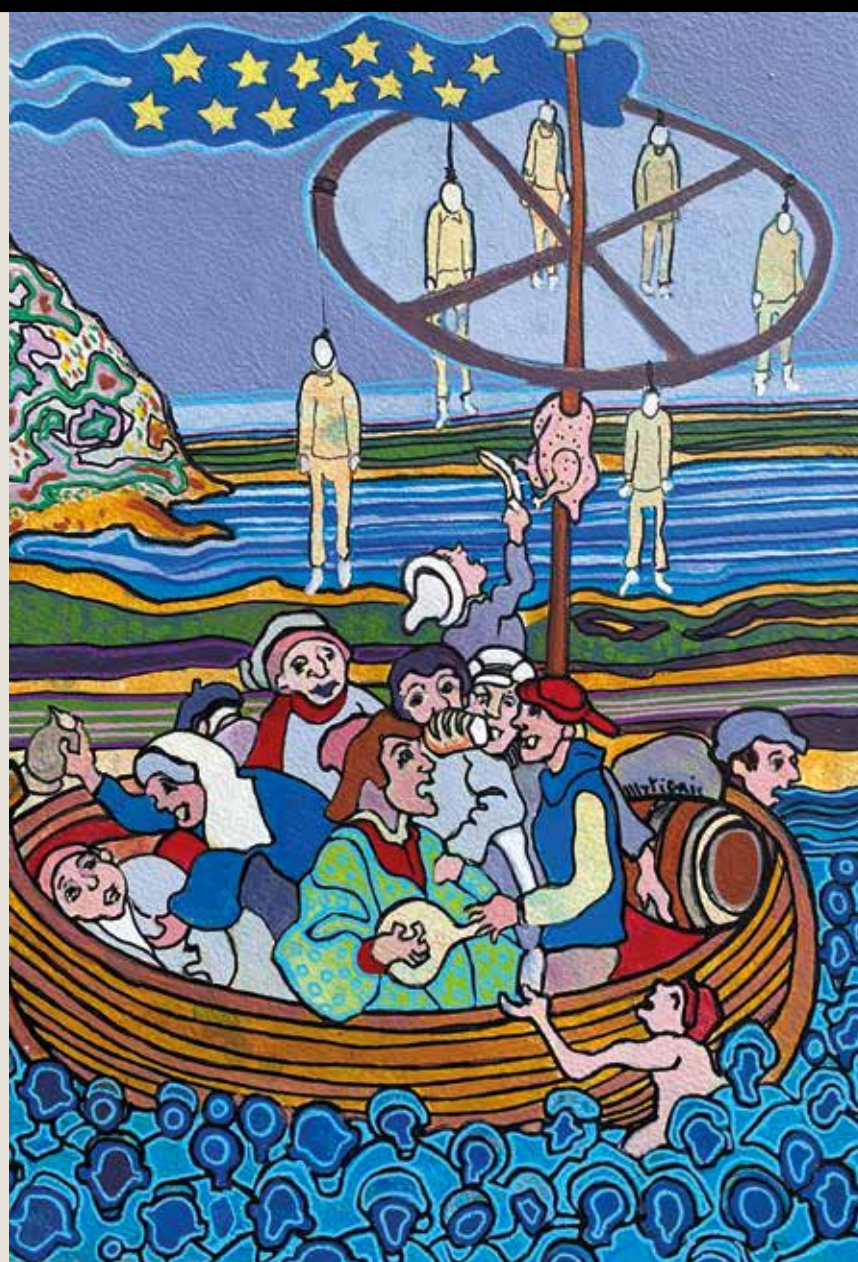
L'après-guerre se caractérise par l'élaboration de nouveaux droits et statuts pour les réfugiés. Surtout pour les réfugiés politiques. L'article 13 de la Déclaration universelle des droits de l'homme de l'ONU, fait de la libre circulation des personnes un droit fondamental³. Mais l'ONU n'est pas un État. Il n'a pas de pouvoir de contrainte. Il ne s'agit pas d'un véritable droit. Au moment où l'ONU est créée, les frontières de la moitié des pays du monde résultent des traités et des partages du monde entre lesdites grandes puissances. Ces grandes puissances sont toutes des puissances coloniales. La plupart des frontières des actuels pays du Sud global ont été érigées par les puissances colonialistes elles-mêmes. Elles sont souvent la conséquence de traités. Comme ceux dont les limites sont fixées par la Conférence de Berlin en 1885. L'ONU et le droit qui la régit ont également été élaborés par ces puissances en grande partie dans le but de préserver leurs intérêts. Ce sont ces puissances qui élaborent ce statut, qu'elles intitulent Déclaration universelle des droits de l'homme. Les frontières des autres États-nations sont la conséquence des guerres, des armistices, parfois de simples achats. L'Alaska et la Louisiane sont respectivement achetés à la Russie et à la France par les États-Unis.

LA DÉCOLONISATION ET LE DROIT INTERNATIONAL

Lors de la décolonisation, les frontières, souvent en partie inventées, sinon créées de toutes pièces, des pays décolonisés sont parfois remises en question. Mais leur acceptation est souvent le prix à payer de l'indépendance elle-même. Ces limites ont souvent été créées pour affaiblir, et éventuellement pour détruire d'autres États, qui ont parfois une longue histoire derrière eux, pour en limiter la puissance. Pendant toute la période coloniale, le Maroc est en lutte pour reconquérir les territoires qui lui ont été confisqués par le colonialisme à la fin du XIX^e siècle. Pour obtenir son indépendance en 1956, le Maroc accepte cependant les frontières qui lui ont été assignées par les colonialistes. Le Maroc, qui conclut un traité d'indépendance, correspond au territoire du protectorat français établi par le traité de Fez en 1912, autrement dit, à un dixième de l'extension qui était la sienne avant sa colonisation lorsqu'il comprenait également ladite zone espagnole, le Rio de Oro, le protectorat français et la région du Sous, son territoire actuel, une vaste partie du Sahara algérien, et la Mauritanie. Il accepte aussi le statut d'interdépendance qui fait partie des termes du traité conclu avec la France et qui prolonge dans certains cas la protection dont le Maroc fait l'objet depuis qu'il a été érigé en protectorat⁴.

Pour les puissances occidentales, l'invulnérabilité de ces frontières qui sont des constructions qui datent de l'ère coloniale doit être protégée par le droit international. Ces puissances qui ont décidé entre elles des limites de nombreux États vont tout faire par la suite pour qu'ils conservent l'extension qui est la leur, pour préserver leur pré carré. C'est en partie à cela que sert le droit international élaboré en majeure partie par d'ex-puissances coloniales. C'est pourquoi elles prétendent, encore de nos jours fixer les limites des nouveaux territoires. Ainsi la guerre du Vietnam prétend diviser en deux un État qui en avait jusque-là représenté et constitué un seul. Idem de la guerre de Corée.

Tolérer ou rejeter des révoltes populaires, favoriser ou rejeter des luttes pour l'indépendance, ou des luttes de réunification. Elles ont ainsi rejeté la lutte pour l'indépendance



des Yéménites du Nord, mais reconnu sans atermoiement la Croatie, la Slovénie, et une multitude de petits États européens, ayant déclaré leur indépendance dans le dernier quart du XX^e siècle. Et elles rejettent encore la lutte pour l'indépendance des Russes et des Ukrainiens du Donbass ou de la Crimée.

LA LIBRE CIRCULATION DES PERSONNES

Chaque nation créée et devenue indépendante a été confrontée à toutes sortes d'événements, souvent particulièrement tragiques. Leur indépendance a le plus souvent coïncidé également avec l'élaboration du statut de leurs ressortissants et de ceux des ex-puissances coloniales, les uns par rapport aux autres. La plupart des traités d'indépendance stipulent que les droits des ressortissants des ex-puissances colonisées doivent être respectés. Ce statut vise à rétablir une certaine égalité entre les personnes. Mais seulement en partie. Souvent les traités d'indépendance sont assortis d'accords qui concernent la circulation des personnes, mais aussi le statut des travailleurs migrants. Les accords d'Évian entre l'Algérie et la France par exemple stipulent que les Algériens disposent du droit de s'installer, et de circuler en France. Par la suite, dès 1968, le nombre d'Algériens partant travailler en France sera limité à 35.000 par an.

Mettre fin aux apartheid et aux règles séparant les groupes humains en tout genre a permis de créer d'authentiques États-nations. Il était d'autant plus urgent de créer un statut universel valable tant en ce qui concerne les décolonisés que les anciens colonisateurs, que ces derniers n'y avaient pas été de main morte. Ils avaient très souvent violé leurs propres lois et règles, en colonisant des pays, et en imposant des apartheid, au nom de prétendues différences culturelles et autres. Mais les traités qui président à l'indépendance des ex-pays colonisés ont également répondu aux besoins de main-d'œuvre des puissances industrielles auxquels ces dernières sont particulièrement sensibles. Pensant y trouver un avantage, les puissances industrielles n'ont pas lésiné pour imposer des règles qui accentuent la dépendance de la main-d'œuvre des ex-pays colonisés par rapport à elles. La décolonisation coïncide avec une période de prospérité sans précédent et de plein emploi.

LA CRISE

La crise et la récession qui éclatent au cours des années 1970 bouleversent les idées et les normes existantes et engendrent la mise en œuvre de nouveaux trains de mesures successifs pour réglementer et modifier en profondeur les règles de circulation des personnes et celles régissant le statut des étrangers. Parmi ces mesures, des mesures d'expulsion, des mesures de surveillance et d'emprisonnement, et l'organisation de services spécialisés chargés de les mettre en œuvre. Les pays européens et nord-américains sont organisés comme de vastes camps retranchés. On parle de l'Europe de Schengen⁵. Quant à la politique migratoire des États-Unis, elle se caractérise par le *Build the Wall* de Trump, le *Travel Ban* (interdiction de voyager), ou le programme *Remain in Mexico* (Protocole de Protection des Migrants). L'accent est avant tout mis sur la sécurité des frontières (*Secure Our Borders*) et sur le contrôle renforcé des voies d'accès. Il est même question de partager avec leurs partenaires les informations numériques liées aux personnes. Ces mesures caractéristiques du monde globalisé d'aujourd'hui, partout font ériger des murs, et rétablir des contrôles aux frontières, entraînent des dérives similaires aux précédentes. Partout, en Europe et en Amérique du Nord, prisons pour étrangers, rapatriements forcés, murs et protection des frontières sont la règle.

Ces empires violent en fait les principes de l'ouverture des frontières et de la libre circulation des personnes qui, non seulement sont un élément fondamental du droit international auquel ont recours les pays qui les ont fondés, mais que ces derniers ont eux-mêmes érigés en se fondant sur leur caractère universel. Et en même temps les principales puissances qui érigent ce genre de frontières persistent à faire référence à la Déclaration universelle des droits de l'homme de l'ONU qu'elles contredisent pourtant dans les termes. Elles ne cessent de prendre des dispositions dont le niveau d'arbitraire dépasse dans certain cas l'ancien arbitraire colonial, voire esclavagiste lui-même. En même temps leur ingérence systématique dans les affaires des autres États et les crises qu'elle provoque engendre un flux permanent de réfugiés et de travailleurs immigrés. Désormais considérés comme des illégaux, souvent rejetés de toute part. Comme les réfugiés juifs à la veille du déclenchement de la Seconde Guerre mondiale. L'expulsion de migrants vers des pays en guerre (comme le Congo ou l'Afghanistan, ou encore le Soudan, voire la Palestine), en ce qui concerne par exemple la Belgique, défraie régulièrement la chronique. Ces mesures d'expulsion, et les logiques mises en œuvre, notamment les logiques d'exclusion, rappellent certains aspects les plus sinistres et notamment les chasses à l'homme des États esclavagistes ou fascistes.

La sanction est immédiate lorsque des membres de l'*Establishment* politico-médiatique critiquent la politique migratoire. Comme l'atteste la suspension en janvier 2018 d'un journaliste de la RTBF ayant relayé au moyen de son adresse professionnelle des critiques de la politique migratoire du gouvernement Michel⁶. Elles représentent quasiment toutes des atteintes aux droits de l'homme. Mais elles passent pour l'application du droit, et de l'égalité. Ce n'est pas le seul problème qu'elles posent. Les pays riches paient d'autres pays pour placer dans des camps des millions de réfugiés. Des réfugiés dont le sort actuel et surtout futur n'est pas sans poser question.

Paul Willems

³ L'article 13 de la Déclaration universelle des droits de l'homme de l'ONU garantit à chacun le droit de circuler librement et de choisir sa résidence à l'intérieur des frontières de chaque État, ainsi que le droit de quitter et de revenir dans son pays. D'autres normes juridiques internationales font référence à ce droit.

⁴ En marge de ces accords sont négociées certaines clauses qui concernent la mise à la disposition de la France de travailleurs marocains.

⁵ Série d'accords européens dont les premiers sont conclus au milieu des années 80 dans la ville luxembourgeoise de Schengen qui suppriment progressivement les contrôles aux frontières intérieures de la CEE et puis de l'UE, et qui permettent la libre circulation des personnes, des biens, des services et des capitaux, créant ainsi l'espace Schengen, complété par des règles communes sur les visas, le droit d'asile et la coopération policière et judiciaire dont l'objectif est le renforcement des contrôles aux frontières extérieures de cette zone élargie aux frontières très fluctuantes.

⁶ <https://www.lesoir.be/136047/article/2018-01-24/eddy-caekelberghs-ecarte-de-la-rtbf-apres-un-mail-polemique-olivier-chastel-mr>

Causes des migrations : le regard d'un écrivain

Les roses de la nuit et leurs lumières

Les artistes parviennent souvent à présenter une réalité d'une manière plus éclairante et marquante que les scientifiques, quelle que soit la qualité de ceux-ci. Concernant la problématique des migrations, cette observation s'applique pleinement au roman *Les roses de la nuit*, d'Arnaldur Indriðason¹. Les phénomènes qu'il dépeint font apparaître, avec vie et force, l'essence de processus extrêmement influents, à l'œuvre dans le monde entier.

Historien de formation et journaliste de profession, Indriðason est aussi et surtout un grand romancier. Il s'est spécialisé dans le policier, mais ses créations dépassent très largement ce genre, du fait de leur finesse psychologique, du très beau mariage d'humanisme et de réalisme qu'elles atteignent, ou encore (concernant une part de ses livres), des arrière-plans socio-politiques qu'elles dépeignent avec un esprit critique très pénétrant et sur base de recherches manifestement approfondies. Le tout accompagné souvent d'un humour efficace et salutaire, vu la gravité des narrations concernées. Ces qualités se retrouvent toutes et pleinement dans *Les roses de la nuit*. Ce récit se déroule en fait entièrement dans le cadre de l'Islande et j'ignore si Indriðason pensait aussi à un contexte plus large. Mais une fois qu'on a commencé à prendre conscience de certains phénomènes internationaux, cette mise en relation avec une situation bien plus vaste peut facilement s'imposer, jetant alors sur cette situation des lumières extrêmement interpellantes.

UNE FLEUR ÉCHOUÉE ET UNE ÉNIGME

Nous allons aborder certains aspects du récit, en nous efforçant de ne pas le déflorer. Le livre débute avec une découverte étrange : dans un cimetière de Reykjavik, la capitale, le corps d'une jeune femme – dont l'autopsie révélera qu'elle a été assassinée – a été déposé sur la tombe du héros de l'indépendance de l'Islande, Jón Sigurðsson. Tout au long du récit, le responsable de l'enquête – le commissaire Erlendur – s'interrogera sur les sens possibles de cet acte singulier. D'autant qu'il découvrira que le choix de ce lieu avait manifestement été fait par le meilleur ami de cette jeune victime, et donc probablement pas le meurtrier. Autre élément insolite : les enquêteurs finissent par trouver le nom probable de la jeune femme en question, mais elle ne se trouve sur aucun registre de la population, dans la capitale.

En enquêtant dans le milieu de la prostitution, Erlendur finit par découvrir que la victime se nommait Birta et qu'elle était vraisemblablement originaire d'un petit village de pêcheurs, dans les Fjords de l'Ouest, région reculée et peu peuplée du pays, aux conditions difficiles. Par ailleurs, une prostituée que fréquentait la jeune personne suggère que celle-ci aurait compris quelque chose d'important, en rapport avec un riche client. Quelque chose qui concernerait toute la ville et même le pays, voire au-delà. Mais cette jeune prostituée refuse d'en dire plus, visiblement par peur.

N'ayant que très peu d'autres données, Erlendur décide de se rendre dans la région isolée d'où semble provenir la mystérieuse jeune fille, et d'y interroger les habitants. Il y constate notamment que les lieux se voient toujours plus désertés par leurs habitants, et visiblement négligés par les autorités (très mauvaises routes, etc.) Il prend aussi connaissance d'un phénomène économique directement lié à ces évolutions négatives : l'État a introduit un système de quotas, en matière de pêche, quotas qui peuvent être vendus. Ainsi, de

grandes entreprises achètent ces quotas en masse, de sorte qu'elles et leur pêche industrielle remplacent toujours plus les pêcheurs artisanaux locaux. Par conséquent, l'activité économique principale de la région disparaissant rapidement, ses habitants migrent toujours plus vers Reykjavik. C'est ce même mouvement qui avait amené la jeune victime à rejoindre la capitale.

Dans cette ville, comme dans tant de cités actuelles, les pauvres, en particulier, peuvent subir les tentations de la drogue et de sa vente, ainsi que de la prostitution. Pour différentes raisons complexes, la jeune fille avait cédé à ces trois tentations. Pour pouvoir payer sa drogue, elle participait activement au trafic d'un truand local qui était également son *dealer*. En outre, cet homme fournissait de riches clients en prostituées, Birta faisant partie de celles-ci. L'un de ces clients est un gros promoteur immobilier qui gagne énormément d'argent avec les innombrables constructions qui se déploient autour de la capitale. Les enquêteurs découvrent que la jeune fille lui avait très souvent été envoyée.

RAGE DE CONSTRUIRE ET MONCEAUX D'ARGENT

Les enquêteurs découvrent que cet entrepreneur participe aussi, à côté de ses activités immobilières, aux achats massifs des quotas de pêche. Il gagne ainsi sur tous les tableaux : aux bénéfices de la pêche industrielle s'ajoute le fait que les nombreux habitants quittant les régions côtières viennent emplir les lotissements s'étendant toujours plus, autour de la capitale. On peut pousser les observations encore un peu plus loin, en constatant que les personnes vivant désormais dans ces lotissements recourent probablement en bonne partie aux produits de la grande distribution. Auparavant, par contre, une part non négligeable de leur alimentation provenait de leur activité de pêche artisanale, complétée notamment par de la petite agriculture et de petits élevages, dans les villages et autour de ceux-ci. Là aussi, le bénéfice de ces changements de mode de consommation va aux gens comme l'entrepreneur dont il s'agit, puisqu'il investit fortement dans ladite grande distribution, en particulier par la construction de très grands centres commerciaux, implantés au milieu des nouveaux quartiers. Et à tout cela s'ajoute le fait que cet homme profite aussi des services sexuels de jeunes filles comme Birta qui a quitté sa campagne avant d'échouer à Reykjavik.

Autre dimension essentielle du phénomène : le fait que les lotissements viennent remplacer de vastes terres utilisées jusque-là par une agriculture et un élevage en majeure partie paysans. On apprend justement, au cours du récit, que la coopération entre le promoteur immobilier et le *dealer* de Birta concerne aussi le fait de mettre les terres à disposition. Lors d'un passage du livre, ce malfrat évoque sa mission auprès d'un vieux paysan, n'ayant qu'une petite ferme, mais des terrains étendus. L'envoyé lui avait proposé une forte somme d'argent pour cette propriété, en lui suggérant qu'il serait tellement mieux pour lui d'être dans une confortable résidence pour personnes âgées, plutôt que dans une ferme branlante. Le vieil homme lui avait dit de déguerpir, en annonçant qu'il ne vendrait pas ses terres, quel que soit le prix offert. Deux jours plus tard, sa grange et le cheval qu'elle abritait avaient été réduits en cendre. Le paysan, choqué et vaincu, avait alors signé le contrat du promoteur, avant de finir effectivement dans un petit appartement des nouveaux quartiers.

Ces tragiques phénomènes sont décrits dans d'autres livres d'Indriðason également. Dans *Hypothermie* (Métailié, 2010),



Illustration : Mickomix

l'écrivain évoque la chose d'une manière particulièrement juste et éloquente, en parlant d'une partie des environs de Reykjavik : « Partout où l'on portait le regard, des grues jaunes énormes se dressaient, dans la grisaille continue de cette fin d'après-midi. Elles évoquaient des crochets angulaires surdimensionnés. On avait l'impression qu'elles avaient été enfoncées dans la terre par un dieu furieux, une divinité de la rage de construire². »

Par ailleurs, l'exode rural ne concerne pas que les régions côtières, mais aussi le reste du pays. Le commissaire menant l'enquête, justement, est issu d'une petite ferme dans les montagnes, que ses parents avaient quittée alors qu'il était encore très jeune. Assez perdu, dans la capitale, il avait rejoint la police faute de trouver une autre idée.

¹ Métailié, 2019 (original islandais publié en 1998).

² Traduit par DZ à partir de la version allemande (probablement plus proche de l'original islandais), la traduction française ne m'ayant pas satisfait, pour ce passage.

SYMBOLES VIVANTS ET ILLUMINATIONS

Même s'il faut sans doute les considérer comme hautement criminelles du point de vue éthique, la plupart des activités du promoteur immobilier concerné ne sont pas illégales (Erlendur ne découvre pas ce qui concerne des pratiques comme l'incendie volontaire de la grange). Par ailleurs, le meurtrier de la jeune fille s'avèrera n'être pas lié à l'entrepreneur. Aussi, le commissaire ne peut rien faire contre lui et ne peut que lui livrer le fond de sa pensée. Pour cela, il saisit l'occasion que lui donnent ces propos de l'opulent chef d'entreprise : « Quant à votre petite histoire risible concernant les fjords de l'Ouest et les méchants spéculateurs de Reykjavík, je n'en donne pas cher. Nous ne faisons qu'accélérer une évolution naturelle. Rien de plus. Je ne vois pas en quoi c'est un crime. Ça s'appelle le présent. Nous n'avons plus besoin de tous ces ports de pêche disséminés sur les côtes islandaises. Les gens eux-mêmes n'ont plus envie de vivre dans ces trous perdus. » À quoi le commissaire répond, d'une manière qui sonne si juste et évoque tant de situations actuelles, partout dans le monde : « Les gens ont envie d'habiter là où ils sont nés, là où ils ont leurs repères, leurs ancêtres et leur histoire. [...] Ce n'est pas uniquement une question d'argent. Il s'agit surtout d'être libre de vivre où on veut, et sans que le grand capital intervienne. Sans que soient échafaudés des projets délétères visant à détruire les villages pour que d'invisibles puissants emplissent leurs caisses. Sans

que les gens soient privés de leur moyen de subsistance avec le même mépris que celui que vous affichez quand vous dites qu'ils n'ont plus envie de vivre dans ce que vous qualifiez de trous perdus. (...) Enfin ! Il faut bien trouver des clients pour vos galeries commerçantes. [...] Tous vos actes sont calculés et visent à satisfaire votre besoin délirant de voir les autres se soumettre à vous, à votre puissance, à votre richesse. [...] Vous aimez jouer avec les gens, même si vous en connaissez les dangers. [...] Vous avez fait subir à Birta la même chose qu'aux fjords de l'Ouest. »

La mise en parallèle avec les événements internationaux s'impose certainement. On pense en particulier à la surpêche industrielle qui vide de leurs poissons les eaux des côtes africaines notamment, dont beaucoup d'habitants voient ainsi disparaître une base essentielle de leur activité économique et de leur alimentation. On pense aussi, bien sûr, aux politiques économiques nuisant à l'agriculture paysanne (destructions des terres par l'activité minière ou par l'agro-industrie, exode rural, effets – volontaires – de la Politique agricole commune de l'UE, etc.). On pense tout autant au fait que les personnes qui vivaient de leurs activités artisanales, notamment d'agriculture et de pêche, viendront emplir les cités et autres lotissements du Nord, de sorte, pour la plupart d'entre eux, à venir grandir le nombre des clients de la grande distribution. Et d'autres comparaisons se dégagent aisément, concernant les destinées de tant de migrants.

Comme l'expriment divers adages ou sentences, le silence peut contenir plus que ce qui est dit. Mais la nature du dit est bien sûr essentielle, puisque c'est elle qui invoquera ce qui viendra emplir les silences. Dans *Les roses de la nuit*, Indriðason ne fait que mentionner la pêche, l'agriculture ou l'élevage artisanaux ou à petite échelle. Mais tout le tableau qu'il décrit les fait apparaître dans la conscience du lecteur averti ou suffisamment réflexif, eux et tous leurs potentiels de transformation positive, de remplacement du productivisme aveugle et néfaste par des activités pleines de sens. Puisque ces activités se nourrissent elles-mêmes, engendrant à la fois leurs fruits et leurs fertilisants naturels, sans besoin de l'activité minière, de l'industrie chimique et de leurs dévastations. Elles permettent ainsi aux humains, s'ils le souhaitent, de vivre où ils sont nés, de conserver la beauté de leurs régions, sans devoir s'échouer dans des métropoles ou venir y grossir les rangs des clients d'un système destructeur. Un tel choix n'exclurait bien sûr pas un recours à certaines technologies modernes, mais ce recours pourrait avoir lieu avec bon sens et modération.

Comme le défend avec brio Sylvia Perez-Vitoria, dans son excellent livre sur cet enjeu⁵, le XXI^e siècle ne devrait pas seulement être spirituel, mais aussi paysan, au sens le plus noble de ce mot.

Daniel Zink

Clartés du Sud et clartés nordiques

INSPIRATIONS MUTUELLES, GRANDES TENTATIVES ET CRÉATIONS

Si l'on relie aux rapports internationaux l'approche d'Indriðason, elle nous rappelle plus encore à quel point, quand on parle de développement ou d'aide aux pays fragilisés, la nature de ce développement ou de cette aide est bien sûr essentielle. Cela nous ramène notamment à des expériences et des tentatives dont on parle si peu, alors qu'elles devraient être au centre de toutes les attentions.

Une des plus importantes de ces tentatives est sans aucun doute celle de l'ancien président burkinabé Thomas Sankara, dans ce qu'il avait initié en coopération avec Pierre Rabhi, agriculteur alternatif et essayiste d'origine algérienne. Si Sankara souhaitait collaborer avec ce spécialiste d'une des méthodes les plus fécondes d'agriculture paysanne, la biodynamie⁴, c'était car il voulait faire de l'agroécologie une politique nationale⁵. Ce que son assassinat en 1987, à 38 ans, par des milieux néocolonialistes, a empêché.

UN PHÉNIX NOIR QUI DOIT RENAÎTRE

Un tel projet aurait dû susciter le plus grand intérêt et même servir de modèle en matière de développement et de coopération Nord-Sud. D'autant plus que Rabhi s'était laissé inspirer par une méthode héritière du meilleur de la philosophie de la Nature européenne, incarnant ainsi une remarquable rencontre entre l'Afrique et l'Europe. Sankara, de son côté, avait à travers ce projet dépassé un des écueils les plus graves

des milieux socialistes classiques, à savoir leur technicisme et leur habituel manque de conscience écologique.

À nos si nombreux décideurs et élus politiques obsédés par la « transition numérique », les « performances » de l'agro-industrie ou, plus généralement, la visée de croissance productiviste à tout prix, Rabhi et Sankara auraient eu tant à apprendre ; notamment en leur rappelant ce qu'est la culture que ces Occidentaux croient connaître et être la leur, alors qu'ils pataugent dans les bas-fonds d'un matérialisme caricatural. Mais peut-être que quand une terre recèle de nombreuses ressources, certains milieux influents n'ont en fait aucune envie que les gens qui y sont nés puissent continuer à y vivre ? Peut-être que la « promotion des migrations » que dénoncent des chercheurs comme Ralph Ghadban⁶ et Ruud Koopmans vise justement, entre autres, à dépeupler en grande partie ces terres, tout particulièrement celles d'Afrique, dont les sous-sols sont si riches ? Afin de pouvoir exploiter plus tranquillement les ressources concernées ?

Mais dans le monde des entreprises, on ne trouve pas que le néolibéralisme et son avidité destructrice. Et cette réflexion nous donne l'occasion de terminer sur une note de vrai espoir, en jetant un coup d'œil sur une expérience tout particulièrement belle et encourageante, qui nous rappelle que des tentatives se rapprochant de celle de Sankara n'échouent pas toujours.

ROSE DES SABLES

C'est le cas par exemple du centre agroécologique de Sekem, en Égypte. Celui-ci a été réalisé en plein désert, sur 70 hectares, par le docteur Ibrahim Abouleish (Prix Nobel

alternatif 2003), après qu'il ait durement lutté contre les agrochimistes qui avaient tenté de torpiller le projet. Même si, contrairement à ce dont rêvait Sankara, cette initiative ne porte pas sur un pays entier, elle se base sur la même technique d'agroécologie que celle que voulait diffuser ce président burkinabé, et ses succès sont extrêmement réjouissants, d'autant plus que ce projet a inspiré et soutenu bien d'autres initiatives du même genre, en Égypte et au-delà. Comme on le lit dans *Le Courrier international*, en 2004 déjà, Sekem « est allée à contre-courant d'une économie égyptienne en plein marasme, affichant une hausse de 25% de ses bénéfices [...] tout en proposant des formations professionnelles, des soins médicaux et une éducation de qualité à ses 2.000 salariés et à leurs enfants, sans compter les retombées positives pour les dizaines de milliers de membres des communautés où elle est implantée. Sekem a également fait des dons à hauteur de 15 à 20% de ses bénéfices [équivalent alors à 14 millions de dollars] en faveur du développement social⁷. »

D.Z.

³ Manifeste pour un XXI^e siècle paysan, Actes Sud, 2015.

⁴ Voir entre autres : 10.1080/01448765.2005.9755299 ; <https://www.cabidigitallibrary.org/doi/pdf/10.5555/20143001867> ; <https://www.ukdr.uplb.edu.ph/journal-articles/4428/> ; <https://www.cabidigitallibrary.org/doi/pdf/10.5555/20083129675;10.21273/HORTTECH.23.6.814>

⁵ Silence n° 532, « Thomas Sankara. Rebelle visionnaire », shs.cairn.info, 2023.

⁶ Voir « Migrations : asile et coopération ou exil et désintégration ? », *Kairos*, n° 72.

⁷ <https://www.courrierinternational.com/article/2004/02/19/une-entreprise-sociale-dans-le-desert-egyptien>

Comment l'histoire entre pays détermine l'histoire d'un migrant : le récit de Bakari

Étant donné leur pleine et tragique actualité, nous publions ici une sélection des propos recueillis, en novembre 2014, auprès d'un migrant burkinabé (Kairos, n° 16). Les données et réflexions au sujet du président assassiné Thomas Sankara sont tout particulièrement significatives.

Il est là, discret. Il ne se plaint pas. Si on ne lui demande pas, on ne peut deviner. On ne peut deviner les souffrances qu'il a vécues et qu'il porte en lui, la mort qu'il a, maintes fois, côtoyée. Pourtant, il serait trop facile de voir dans son histoire une destinée individuelle, la simple résultante d'un choix. Bakari, sa vie, sont le fruit de rapports inégaux, d'un Occident dont la politique tue les marchés africains¹, après avoir assassiné son président, Thomas Sankara. C'était en 1987. Celui qui accédera au pouvoir en 1984 dans un pays qui connaît « le taux de mortalité infantile le plus élevé du monde, un taux d'analphabétisme proche de 98% dans les campagnes et une espérance de vie d'une quarantaine d'années », dira, à la 39^{ème} session de l'assemblée générale des Nations unies à New York : « Nul ne s'étonnera de nous voir associer l'ex-Haute-Volta – aujourd'hui Burkina Faso – à ce fourre-tout méprisé – le Tiers-monde – que les autres mondes ont inventé au moment des indépendances formelles pour mieux assurer notre aliénation intellectuelle, culturelle, économique et politique. Nous voulons nous y insérer sans pour autant justifier cette gigantesque escroquerie de l'histoire, encore moins pour accepter d'être l'arrière-monde d'un Occident repu [...] C'est notre sang qui a nourri l'essor du capitalisme, rendu possible notre dépendance présente et consolidé notre sous-développement ».

Celui qui [...] soutenait les luttes sandinistes au Nicaragua, le combat révolutionnaire à Cuba et tous ceux qui s'élevaient contre l'empire colonial ; celui qui aspirait à « un pays où le peuple sera le seul maître de ses richesses matérielles et immatérielles de la nation », se prononça pour que le Burkina Faso refuse de payer [...] une dette illégitime, [...] attira vite l'ire des grandes puissances [...]

[...] Il serait toutefois improductif d'opposer les peuples de l'Occident et de l'Afrique. Comme le disait Sankara : « Les masses populaires en Europe ne sont pas opposées aux masses populaires en Afrique, mais ceux qui veulent exploiter l'Afrique, ce sont les mêmes qui exploitent l'Europe ; nous avons un ennemi commun. »

Bakari est le fruit de tout cela. À nous maintenant de savoir quel est notre ennemi commun. Hors et en nous.



MISE EN CONTEXTE

Entre 1984 et 1987, Thomas Sankara, comme président, « nationalise la terre pour garantir aux travailleurs ruraux qui représentent quelque 90% de la population, l'accès, comme agriculteurs productifs, au fruit de leur labeur, augmente le prix qu'il paie aux paysans pour les principales cultures vivrières, lance des projets d'irrigation et de plantation d'arbres pour accroître la productivité et stopper l'avancée de la zone désertique du Sahel, organise des campagnes de vaccination massives et rend accessibles à des millions de personnes des services de santé essentiels ». [...]

Kairos. Explique-moi le début, comment tout a commencé ?

Bakari. Une fois, au village avec les amis, on parlait de l'Europe, que l'Europe c'est bon, que c'est le paradis. Je me souviens, un jour, avec un ami qui s'appelait Daou, on s'est dit : « Même si on va mourir il faut qu'on vienne en Europe ». En 2008, mon petit frère m'a dit : « Moi je vais partir en Europe, toi tu vas rester avec la famille² ».

[...] [II] me dit qu'il va aller au Mali puis en Algérie, puis au Maroc. Un jour on nous a appelés : « Bakari, ton frère est décédé au Maroc ». 65 personnes voulaient venir et leur pirogue s'est renversée dans la mer. Ce jour-là, j'ai dit à ma mère : « C'est moi qui devais mourir, je suis le premier fils de mon père, si c'est comme ça je vais partir ». [...] Elle ne voulait pas que je parte : « Bakari, tu connais personne là-bas ». J'ai dit « Maman, t'inquiète pas ».

UN JOUR ON NOUS A APPELÉS : « BAKARI, TON FRÈRE EST DÉCÉDÉ AU MAROC »

Après, en 2009 [...], j'ai fait un passeport malien parce que le passeport burkinabé ne permet pas de venir en Algérie. C'est là que je me suis dit : « C'est pas facile ». Il faut passer par le Sahara. On va de Bamako à Gao, là on trouve des militaires, maliens, qui vous demandent de l'argent. [...] Ce jour-là, moi j'ai payé 10.000 francs CEFA.

[...] Mon Dieu ! On a fait trois jours de marche pour aller en Algérie. Je suis resté un mois à la frontière algérienne, après j'ai pris le bus jusqu'à Maghnia, qui est à la frontière Maroc-Al-

gérie. Là, j'ai trouvé des guides qui m'ont dit : « Tu nous paies et on t'amène en Europe ». Ils nous ont conduits jusqu'à Oujda, au Maroc. Mais de Maghnia jusqu'à Oujda, il faut marcher, deux nuits. [...] À Oujda on est resté un mois parce qu'il faut rassembler tout le monde pour avoir le plus possible de gens [...] C'est le guide qui vous donne à manger là-bas.

LA PREMIÈRE FOIS

C'est là qu'on nous a mis la première fois dans les pirogues pour aller en Espagne, oulala! [...] Les premières personnes qui partent peuvent attendre un mois, deux mois, dans un grand trou (des grottes) où ils se cachent. La nuit c'est les Marocains qui viennent vous donner à manger, ils travaillent avec les guides.

K. Quoi à manger ?

B. Que du pain.

[...] On est monté à 2 heures du matin et vers 15 heures, 16 heures, comme ça, on a eu un problème de moteur.

Le moteur est calé, on est là sur la mer. On ne sait pas ce qui va se passer. [...] Après, tout le manger est fini. On nous avait dit « [...] d'ici 14 heures, 15 heures, vous serez en Europe ». Donc on n'avait pas beaucoup à manger. [...] il y a des gens qui n'ont même pas pris de nourriture [...]

K. La première fois que tu es parti, tu étais sûr d'être le lendemain en Europe ?

[...] On est resté à la mer jusqu'à minuit, après la nourriture est finie. Trois jours sur la mer. Après on n'avait plus d'eau à boire. Sur la mer il faisait froid. La première fois, c'est une dame qui est décédée. On l'a jetée dans l'eau. Après les gens ont commencé à mourir. Celui qui meurt, on le prend, on le jette dans la mer [...] 25 sont morts.

[...] Il y avait des vagues, l'eau rentrait dans la pirogue [...], puis la pirogue s'est percée en bas. C'était la 4^{ème} nuit, on a vu un hélicoptère tourner. Le lendemain, la marine est venue et nous a amenés jusqu'au Maroc. Au Maroc, on nous a mis en prison et après on nous a rapatriés jusqu'à Maghnia, en Algérie. Les militaires marocains vous prennent, arrivés à la frontière, comme ils ne peuvent pas rentrer sur le territoire algérien, ils vous disent : « Voilà l'Algérie, partez ! ». De l'autre côté, les militaires algériens vous disent : « Vous ne rentrez pas ici, restez au Maroc ». [...] Il faut te battre pour rentrer en Algérie ! À Maghnia, y'a du travail de terre (pomme de terre, enlever les raisins...) donc tu peux te débrouiller là-bas. [...] J'ai fait quelques mois là-bas, j'ai eu de l'argent et de nouveau Oujda.

¹ La Politique Agricole Commune (PAC), notamment.

² Les propos de Bakari n'ont pas été modifiés pour adopter le style oral, ils sont retranscrits, excepté quelques petites corrections, tels quels.

DEUXIÈME FOIS

À Oujda, je me suis dit que les guides qui sont là ne sont pas bons. Je suis parti à Rabat [...] C'est là que j'ai trouvé des anciens qui étaient là-bas, on a cotisé et de Rabat on est parti à Casiango, une ville du Maroc qui se trouve au bord de la mer.

Arrivé à Casiango, tu peux rentrer à Ceuta, la ville que les Espagnols ont achetée au Maroc³. Si tu rentres là-bas tu es en Espagne. Ce jour-là, on est passé par la forêt, le guide nous a fait monter sur la mer, à 3 heures du matin. Mais ça c'était pas avec moteur et tout ça, mais à la rame. Il faut compter 5 jours pour arriver. [...], Mais là-bas il y a beaucoup de sécurité [...]. Vers 12h00, la marine marocaine nous a pris, hop ! prison, et nous a rapatriés jusqu'en Algérie encore. Arrivé en Algérie, tu n'as plus rien. Tu dors dans les jardins. Pendant 3 mois. Tu dors dans la forêt. [...] On a construit des cabanes [...]

TROISIÈME FOIS

Je suis venu à Nador pour tenter de rentrer à Melilla. [...] J'ai trouvé un guide ivoirien qui nous a dit : « *oh, moi je vous emmène au grillage* ». Il faut sauter un grillage de 6 mètres⁴. [...] On a commencé à grimper, c'est là que les militaires, ils sont sortis. Ce jour-là, il y en a beaucoup qui voulaient monter qui se sont blessés, le grillage les a attrapés. Ce jour-là on nous a frappés jusqu'à ce que moi, je ne puisse plus marcher. [...] D'abord prison. [...] Après, [...] on vous jette dans le désert du Sahara. [...] à ce moment-là, je n'avais plus d'argent.

QUATRIÈME FOIS

J'étais avec mon ami Ibrahim, Ivoirien. À ce moment j'étais malade, de la manière dont on m'a frappé, je suis resté là-bas, je pouvais pas travailler pendant presque un mois. On a travaillé et j'ai dit à mon ami « *On va tenter encore* ». [...] On s'est dit qu'on allait nager pour entrer à Melilla.

[...] On s'est jeté à la mer. [...] Mais il y a les *guardias* espagnols. [...] Ils nous ont fait sortir, nous ont donnés aux militaires marocains et ils ont commencé à nous frapper encore. Ils nous ont laissé dormir au bord de la mer, dans le froid. Le lendemain ils nous ont emmenés en prison au port. On nous a rapatriés en Algérie. Ce jour-là, j'ai appelé ma mère et j'ai dit : « *Maman, je vais retourner, je vais plus partir en Europe, sinon je vais mourir ici pour rien* ». Elle m'a dit : « *Mais Bakari, tout le monde sait que tu veux partir en Europe, et tu vas revenir comme ça ?* ». J'ai dit : « *Non, d'accord, je vais repartir* ».

CINQUIÈME FOIS

[...] on a trouvé un guide, malien [...] On est monté sur la mer à 2 heures du matin, dans une pirogue, en ramant. Le lendemain à 7 heures, la marine marocaine nous a pris, nous a fait retourner encore en prison et après nous a ramenés en Algérie. [...]

SIXIÈME FOIS

Cette fois-ci j'ai travaillé à Maghnia. [...] On est monté sur la mer, mais ce jour-là on n'a pas pu partir parce que personne ne savait pagayer... Il y avait de la pluie, il y avait beaucoup de vent. Mon ami Ibrahim, ce jour-là il était là ; lui, il ne sait pas nager. L'eau nous a renversés sur la mer. Moi je le voyais, il descendait, il coulait. Les gens se noyaient. J'ai pris la main de Issa... Après les militaires sont venus. « *Oh, camarades, camarades !* », ils nous ont jeté une corde. On était six dans la pirogue, il y en a un, c'était Adam ou bien qui ? ... à ce moment-là il était encore dans l'eau, il s'est noyé. Les militaires nous ont dit : « *Voilà, camarades, on vous dit de ne pas partir en Europe...* ».

K. Vous partiez chaque fois à des saisons différentes, parfois en plein hiver ?

B. On choisit pas. Il faut calculer si y'a pas les militaires au bord de la mer. Même s'il neigeait au mois de décembre/janvier. C'est même l'hiver qu'on partait beaucoup parce que les militaires sont au bord de la mer jusqu'à, peut-être, 22h00, et ils vont aller dans leur camp pour dormir.

K. Vous aviez de grosses vestes alors ?

B. Il faut chercher dans la poubelle des grosses vestes, en forêt aussi il faut faire du feu et rester autour. [...] Après ce jour on nous a amenés à Oujda, prison de Casiango en Algérie.

SEPTIÈME FOIS

[...] Je suis resté tout seul avec mon ami Ibrahim. Une nuit la pluie nous a frappés depuis 6 heures du soir jusqu'à 6 heures du matin ; à 7 heures du matin, les militaires marocains sont venus pour fouiller la forêt, pour chercher les clandestins. On s'est caché. À ce moment il pleuvait chaque jour. Ibrahim m'a dit : « *Je vais partir à Rabat* ». Je lui ai dit : « *Moi [...] je meurs ou je rentre en Espagne, mais je vais pas retourner* ». Ce jour-là je suis resté tout seul [...] mes dents me faisaient mal. [...] Je n'avais rien à manger.

K. À boire ?

B. Il y a de l'eau dans le canal.

K. De l'eau pas potable ?

B. Potable ? Pourquoi tu parles de potable ? (rire). On s'en fout de « potable », l'eau de pluie, c'est ça qu'on boit. [...]

Les gens sont venus avec un zodiac, 200 kg maximum, on est allé à 8 personnes. Ce jour-là on est monté sur la mer.

K. Avec un moteur ?

B. Toi tu parles de moteur... non ! Avec le zodiac on a quatre pagaies [...] Là il ne faut pas parler de nourriture, il n'y a même pas de place. [...] l'eau n'était pas bonne. Mais si les militaires voient qu'il y a trop de vagues ils se disent : « *Ah les camarades ne vont pas partir* », mais [...] on est parti. Mais [...] tu n'avais pas ; on a pagayé toute la journée, on ne bougeait même pas. Le lendemain [...] on voit la marine marocaine [...] On était depuis 2 jours, une nuit, là sur la mer. On pensait que c'était les Espagnols qui allaient nous amener en Europe, c'était des Marocains. Ils nous ont ramenés à Maghnia.

HUITIÈME FOIS

Ce jour-là j'ai appelé ma mère. [...] je lui ai dit : « *Si ça ne va pas je vais rentrer* ». Mais chaque fois, chez nous les Africains, on dit : « *On va aller chez le marabout* » et ils disent : « *Regarde comment mon enfant va devenir et gna gna gna...* ». J'ai dit : « *Maman, il faut arrêter tout ça. [...] Tout ça, c'est des conneries. [...] Je crois plus en Dieu. [...] Même [...] si Dieu vient ici au Maroc, il va pas rentrer en Europe* ». [...]

« **Même si Dieu vient ici au Maroc, il va pas rentrer en Europe** »

[...] Mais après 5 mois [...], je voulais de nouveau tenter ma chance. [...] On a rencontré un Marocain qui nous a dit qu'il avait une pirogue [...]. Il pensait que nous on avait l'argent. Mais [...] on l'avait laissé aux autres. Les Marocains, ils nous ont emmenés dans une forêt [...] ils ont sorti des machettes et l'un avait un pistolet. [...] Ils nous ont fouillés, ils ont tout déchiré [...]. Ce jour-là j'ai pensé qu'ils allaient nous tuer.

K. Ils auraient pu le faire tu crois ?

B. Oui. Le lendemain, on est parti [...] à la mer [...] les gardiens nous ont pris et nous ont rapatriés.

NEUVIÈME ET DIXIÈME FOIS

[...] Je suis resté là-bas travailler, je vendais les cartes de téléphone, tu vois [...] Arrivé dans le ghetto ivoirien à Nador, [...] ils [...] m'ont offert à manger, je ne sais pas où ils l'ont trouvé (rire). [...] Après on a commencé à fouiller les poubelles, prendre les oignons pourris... [...]

K. Et comment tu mangeais avant ?

B. Ah, je faisais la *salam*. Il faut arrêter sur le bord de la route les gens qui passent, les touristes... Tu es là, tu fais « *Salam aley koum, papa walu maman walu ante misikina* », ça veut dire « *mon père est décédé, ma mère est décédée, je n'ai plus de famille, je demande à manger* ». Il y a des gens qui te donnaient, mais il y en a qui t'insultaient.

[...] [On a trouvé] un chat, qui était mort. Pas pourri, mais comme s'il était mort la veille. On a chauffé de l'eau, des piments, des oignons, on a enlevé les intestins... ce jour-là tout le monde était content.

[...] J'ai fait deux tentatives pour essayer de rentrer à Melilla, mais j'ai pas réussi. Les militaires nous ont [...] amenés en forêt et puis ils nous ont laissés là-bas. [...] La neuvième fois j'ai essayé de rejoindre Melilla à la nage ; la dixième fois, on a essayé par Mawaré, là-bas c'est très dur, il faut commencer à marcher à 6 heures, la nuit, jusqu'au lendemain, 6 heures. [...] on nous a attrapés encore.

LA DERNIÈRE

Je [...] suis resté à Maghnia, travailler là-bas. [...] J'ai dit : « *Maintenant Bakari, la dernière et c'est fini* ».

K. Tu en connais qui l'ont fait combien de fois, quand tu étais là-bas ?

B. Oh, il y en a qui l'on fait 20 fois, et puis ils ont fatigué [...]

K. Et ils sont où ? Ils sont rentrés chez eux ?

B. Rentrés ? Ils sont là en Algérie, là-bas. Il y en a qui ont fait 8 ans en Algérie. Ils n'essaient plus, mais ils ne retournent pas chez eux parce qu'ils disent : « *Je n'ai pas pu venir en Europe* », et c'est une grande honte, « *je préfère mourir que de retourner* ». Ils n'ont pas de vie, ils sont dans la forêt.

Moi j'ai dit « *C'est la dernière fois* ». On a quitté à Maghnia, deux jours après c'est la fête des moutons [...], il y avait plus de policiers. C'était en octobre, on est monté à la mer à trois heures du matin [...]. Dans un zodiac, avec les rames. On était 8. Il y avait des vagues et un ami qui venait pour la première fois m'a dit : « *Bakari on va mourir, on va mourir* ». Je lui ai dit : « *Qu'est-ce que tu parles, moi je préfère mourir que de retourner, tu sais combien de fois moi j'ai tenté pour venir ?* ». [...] Le surlendemain, à 15h00, j'ai vu la marine espagnole. [...] on a dit : « *Ah, Dieu, aujourd'hui on te voit* » (rire).

La marine espagnole nous a pris et nous a emmenés à Malaga. On nous a donné des vêtements et on nous a emmenés dans un campo.

K. Tu étais heureux ?

B. [...] J'ai demandé à quelqu'un 2 euros pour appeler ma mère : « *Toutes les bénédictions que tu as faites... je suis arrivé où je voulais* ».

K. Deux ans...

B. Oui. J'ai dit : « *Maman, oublie tout, c'est fini maintenant, je suis arrivé* ».

[...] je lui ai posé une dernière question, lui demandant s'il pensait que si Thomas Sankara n'avait pas été assassiné, il serait maintenant en Belgique. Bakari m'a répondu :

« *Aucun Burkinabé ne serait venu en Belgique, personne ne serait venu en Europe. Sankara voulait que nous on travaille. Nous voulons travailler pour manger* ».

Bakari est rentré, ce 17 novembre. Seul. Quelques milliers d'euros récoltés lors d'une fête de solidarité l'aideront lors de son retour. Mais ya-t-il un avenir au Burkina sans une lutte profonde pour un changement du mode de vie occidental [...] ?

Propos recueillis par Alexandre Penasse, sélections par D. Z.

L'interview complète est accessible gratuitement sur notre site (<https://www.kairospresse.be/comment-lhistoire-entre-pays-determine-lhistoire-dun-migrant-le-recit-de-bakari/>).

Les citations dans les encadrés et dans le texte dont la référence n'est pas indiquée sont tirées de Thomas Sankara et Jean Ziegler, *Discours sur la dette*, Éditions Elytis, 2014 ; Jean Ziegler, « Réfugiés de la faim », *Le Monde Diplomatique*, mars 2008, Thomas Sankara, *Discours de la révolution au Burkina Faso 1983-1987*, Éditions Pathfinder, 2007. [...]

³ Le terme « acheté » est criant de vérité. Ceuta et Melilla sont des enclaves espagnoles situées au Maroc. Relique du passé colonial, elle évoque toujours l'inégalité profonde entre les pays.

⁴ Ceuta et Melilla sont de véritables forteresses... Des images sont visibles sur internet en tapant le nom des villes dans une barre de recherche.

Homo artificialis

Tout le monde semble avoir accueilli à bras ouverts l'arrivée de l'« intelligence artificielle ». Demandez aux gens de vous expliquer ce qu'est l'IA, et on vous répondra généralement: « Ben, c'est la mise en commun de tous les savoirs de la planète, réunis dans une machine qui vous dit ce que vous souhaitez, sur n'importe quel sujet, à n'importe quel moment ». Bref, on avait déjà tout ça avec Internet. Mais soudain, on assiste à une instantanéité encore plus instantanée et, cerise sur le gâteau, plus besoin de faire des recherches fastidieuses sur un sujet précis. L'IA a déjà tout réuni, trié, priorisé, analysé et interprété pour vous plus vite que la lumière. Alors diable, pourquoi s'en priver ? Ben oui, continuons dans le toujours plus, toujours plus grand, toujours plus loin !

Nous voilà donc équipés de cette technique révolutionnaire, paraît-il. Car nos vies en seront complètement transformées d'ici quelques années. Génial !

Sauf qu'aujourd'hui la schizophrénie atteint des sommets : les personnes qui paniquent à l'idée d'un futur complètement contrôlé par les machines sont aussi celles qui louent l'arrivée de ce dispositif omniscient. Elles l'utilisent au quotidien et ne remettent aucunement en question les dangers des modes virtuels et des « outils IA » pour l'avenir des êtres humains, leur santé psychique et les conséquences sur la planète en termes d'écologie.

Même au sein de communautés telles les défenseurs de la nature, la perversion est à l'œuvre. L'on parle d'une IA éthique, écologique et humaine¹.

IA humaine ? Lorsque votre voiture nécessite une réparation, vous savez à qui vous adresser : vous avez besoin d'un spécialiste en automobile. Lorsque vous êtes malade, vous allez consulter un professionnel de la santé, et vous êtes bien content d'avoir un humain en face de vous, non ? Il en va ainsi de toutes les spécialités, de l'artisanat et de la transmission des savoirs ancestraux. Aucune IA au monde ne pourrait remplacer l'authenticité, l'unicité et surtout la sensibilité d'un échange, d'une interaction basée sur le partage, le don, la réciprocité entre celui qui offre son savoir et celui qui le reçoit. Le partage de ces savoirs n'est pas qu'une question de données brutes, de formatage et de remplissage d'espaces vides dans notre cerveau. La pensée humaine, pour se structurer, a besoin d'un apport de connaissances « vivantes ». Au cœur de ce vivant, il n'y a pas de place pour le virtuel.

IA écologique ? Peu importe la manière avec laquelle on les emploie, les IA sont les plus gros pollueurs de la planète, avec une consommation annuelle d'eau qui dépasse à elle seule la consommation globale de toutes les industries de la planète².

IA éthique ? Face à la nature, il n'y a pas d'intelligence artificielle, il n'y a que destruction, violence et agression par l'homme devenu artificiel malgré lui : *homo artificialis*. Il est intéressant de noter qu'à l'origine, le terme latin *artificialis* est dérivé de *artifex*, signifiant l'artisan, l'artiste. *Artificialis* faisait référence à « ce qui est fait avec art ». Ensuite, l'évolution du mot finit par conférer à celui-ci un sens plus péjoratif. Il devient ainsi : « Qui manque de naturel ; factice³ ». L'évolution de ce mot semble donc avoir suivi l'artificialisation de nos vies par le biais

des technologies de plus en plus poussées, qui depuis des décennies sapent les savoirs et connaissances de l'homme.

Tous les progrès et technologies artificielles, s'opposant aux besoins essentiels de l'être humain, ne pourront jamais apporter à celui-ci son salut, sous prétexte de confort, de luxe, de rapidité, de sécurité. Ce n'est que dans l'inconfort au contraire que l'homme devient créatif et éveillé. Le luxe est un frein pour être en connexion réelle avec le naturel. Sans le luxe, l'homme peut apprécier la simplicité et se rappeler qu'il fait partie de quelque chose qui le dépasse. La rapidité est source d'angoisse et de stress, elle nous ôte la satisfaction de nous réaliser dans le temps. Or, l'art et le talent ont besoin de temps pour pouvoir s'exprimer, autant de dimensions que l'IA a pour visée d'abolir. Un remède naturel contre l'IA ? Une balade dans la forêt, sans Smartphone.

Virginie Belfiore

¹ Accouplée au smartphone, elle serait en effet très utile par exemple pour reconnaître le chant de l'oiseau, ou encore pour répertorier une plante à l'aide d'une simple photographie.

² <https://reporterre.net/L-insoutenable-cout-ecologique-du-boom-de-l-ia>

³ <https://www.cnrtl.fr/definition/academie9/artificiel>

Pithécanthrope woke

A Strasbourg, on ne parle pas l'alsacien, mais — Tour de Babel du parlement européen oblige — le *globish*. Ici, ce ne sont pas des trottinettes électriques qui slaloment dans les rues piétonnes au risque de renverser les passants, mais des vélos à propulsion musculaire chevauchés par des jeunes cadres pressés. Qui oserait émettre une remarque à l'encontre de ces hérauts de la transition énergétique résiliente et décarbonée ? Ici, même un vénérable salon de thé à l'antique devanture de bois se doit d'arborer sur sa vitrine un autocollant avec le drapeau arc-en-ciel. Qu'on se le dise : sous ces lambris patinés par le temps règnent la bienveillance et l'inclusivité ! Ici, place de la gare, une forêt d'affiches vante les engagements de la mairie écologiste en faveur de la lutte contre les violences faites aux femmes. « *Pur exercice de communication* », persifleront certains. Peut-être, mais pas que. La preuve...

La nuit est tombée depuis déjà longtemps lorsqu'en ce début de l'hiver je pousse la porte d'un local situé à deux pas de la Grand' Rue, lequel se présente modestement comme LE « *café bar culturel en plein cœur de Strasbourg* ». Nous sommes au milieu de la semaine et la promesse de culture se résume en tout et pour tout à un fond de musique aux vagues accents latinos. Je m'installe, commande un verre et le dessert du jour. Au bout d'un moment, j'aperçois une jeune femme assise à deux tables de la mienne. Son smartphone est à portée de main, mais elle semble totalement s'en désintéresser, entièrement absorbée par un dessin posé devant elle. À une époque où tout humain seul (et même, pire encore, en couple ou au sein d'un groupe) est intégralement englouti par le seul écran du petit terminal électronique, « scrolle » compulsivement, hypnotisé par des séries aussi addictives que débilitantes ou rédige

frénétiquement des messages, la scène m'apparaît insolite. Curieux de nature, j'ai envie d'en savoir plus.

Je me lève et me dirige vers la jeune femme. Du doigt, je désigne le dessin, qui, vu de près, est effectivement magnifique. Les contours sont délicats, les couleurs harmonieuses. Je m'assois en face d'elle. Si elle m'avait signifié que je l'importunais, j'aurais bien entendu immédiatement regagné ma place. Ce ne fut pas le cas. Nous entamons notre conversation, rapidement stoppée net par un serveur (ou s'agit-il du « patron » ? peu importe) qui se rue sur moi et me somme de « *dégager de là* », « *d'arrêter de [la] harceler* » et de « *ne pas violer son espace privé* ». Je lui réponds que je n'ai absolument aucune intention de cette nature, mais l'individu insiste lourdement et me force à me lever. Je l'observe : la trentaine finissante, une barbe fournie et, bien sûr, l'inévitable tatouage ostentatoire affreusement laid gravé sur l'épaule. La parfaite panoplie du faux rebelle de carton-pâte, mais vrai idiot utile du Système, dont l'unique neurone fonctionne en mode binaire : « *bien* » (pouce en haut) ou « *mal* » (pouce en bas). Bref une caricature d'« antifa » d'opérette, qui vient probablement tout juste d'achever la lecture du *Wokisme pour les nuls* en version abrégée.

Manque de chance pour moi, « *mâle blanc cis-genre de plus de 50 ans* » selon la catégorie primaire à laquelle l'apprenti vider d'a — de toute évidence — fort subtilement assigné, je suis de *facto* un « *représentant de la domination patriarcale systémique, misogynne, homophobe, transphobe, d'extrême droite et maltraitant* ». Il s'avère donc urgent de soustraire la jeune femme des griffes du monstre. Le pithécanthrope déploie alors ses deux bras à l'horizontale, les allongeant aussi loin qu'il peut afin de former une barrière infranchissable entre la

« victime » et l'« agresseur ». Dès que je tente un pas d'un côté ou de l'autre, le garde du corps amateur se décale à l'identique, dans une sorte de chorégraphie tribale bouffonesque. Je m'attends à tout moment à ce qu'il se martèle le torse et breme « *Ouba ! Ouba !* ». De mon côté, je ne cesse de lui réclamer de recueillir l'avis de la jeune femme sur ce qui s'est réellement passé. C'est tout de même la principale concernée, non ? Mais de cela, le forcené n'a cure. Il persiste à m'intimer de « *dégager de chez [lui]* » et, magnanime, propose même de me rembourser ma commande pour hâter mon départ. Je refuse catégoriquement : n'ayant absolument rien commis de répréhensible, je resterai sur place aussi longtemps que je le déciderai. L'hystérique m'informe alors que, si je m'obstine à ne pas débarrasser le plancher, il appellera la police. Je l'y encourage chaudement.

Environ un quart d'heure plus tard, un véhicule de la police municipale pile devant « *Le café bar culturel* ». Quatre fonctionnaires, trois hommes et une femme, s'en extraient et investissent le lieu après avoir prié les deux « adversaires » du litige de patienter à l'extérieur. Ils en ressortent une poignée de minutes plus tard. L'un d'eux s'adresse à moi : « *Monsieur, nous n'avons absolument rien à vous reprocher. Vous êtes totalement blanchi. La jeune femme a témoigné qu'à aucun moment, vous n'avez eu une attitude ou des propos inappropriés à son égard.* » Bredouille, le valeureux chasseur de vieux mâle blanc prédateur tourne les talons et regagne son antre, penaud. Mettre la main sur le fils caché de DSK ou de Depardieu, ce sera pour une autre fois !

Pascal Halary

Alors, tu les aimes, mes chèques ?

Alors, tu les aimes mes chèques ?

Regarde-les, ils sont brillants, huilés d'impérialisme, teintés d'illibéralisme. Ils ont spécialement été confectionnés pour te faire plaisir et te faire croire que ton territoire m'importe alors que, dans mon esprit brumeux et gonflé par l'absorption de hamburgers et abîmé par les trop longues parties de golf à Mar-a-Lago, ce sont juste des outils, des expédients pour faire ployer ta façade morale de gars du Nord. Je te laisse, j'ai le Latino ici.

Alors, tu les aimes, mes fers ?

J'espère qu'on ne les a pas laissés trop lâches, que ça ne te fait pas mal, juste un peu, que le bandeau sur les yeux ne t'a pas empêché de te déplacer. Et dire qu'on t'a fait marcher dans un étron, mais du pied droit, ça va me porter chance... J'espère que ton arrogance de sud-Américain n'est pas trop froissée par la diffusion quasiment en direct de ton enlèvement et de ton transfert dans une de mes prisons. Tu verras, elles sont confortables, les geôles de cette prison. Elles bénéficient même de murs et de toits, au contraire des logements de tes concitoyens (oui, tu sais, ceux que tu es censé diriger d'une main de fer dans un gant de velours, à moins que ce ne soit le contraire ?). Quel panard ! Mais quel pied de t'avoir enlevé dans cette opération, de maintenir la pression et de faire comme si j'étais le roi du monde... Tu te présentes comme un prisonnier politique. Que nenni peau de chien ! Tu es mon invité spécial, ma victime préférée du triomphe de l'Amérique bien blanche et dominatrice sur l'Amérique du Sud oisive et droguée. D'ailleurs ma drogue... Tiens ? Je postulerais bien pour être César Auguste, que j'ai vu à Las Vegas, et toi tu jouerais à Cléopâtre.

J'ai beau être antitransgenres, je te vois bien en petite robe égyptienne... Et...

Attends, j'ai un appel du Proche-Orient, mon ami Bin qui m'appelle (non, Bin, c'est pas un Chinois, ces sales Asiatiques dont on aimerait bien qu'ils soient juste des livreurs de tacos et de riz cantonais et qui se permettent, ces êtres aux yeux bridés et aux ambitions débridées, de nous concurrencer dans des territoires. N'est pas impérialiste qui veut. Et puis leurs costumes de l'armée ! Je me gausse, ils n'ont rien de comparable avec les fabuleux, les incroyables vêtements de nos fiers soldats).

Oui, Bin ? Cela ne te dérange pas que je t'appelle Bin, Bin ? Oui, shalom. Dis-moi, tu les aimes, les vieux briscards de la politique pour gérer ce territoire peuplé de gens qui ont tellement fui de tous les endroits où on les avait généreusement parqués qu'on les appelle les canalisations du palais de justice de Bruxelles ? Oui, que des vieux, pas des personnalités de votre coin, là-bas, plein d'Arabes. Des hommes d'une parfaite impartialité, j'ai pu le vérifier par moi-même. Je les ai endocrinés personnellement. Oui ? Non ? On en discute entre deux coups au golf. Tu préfères jouer au Stratego ? Bon, Bin. Je te laisse, j'ai la misère du Venezuela qui m'appelle. Pardon ? Non, la Vénézuélienne, depuis qu'elle m'a offert sa médaille du prix Nobel de la paix, je la préfère à Giorgia, qui est à la délicatesse ce que je suis à l'intelligence.

Bon, mon petit Nicolas. Tu me fais penser à mon caviste. Tu les aimes, mes phrases ? Comment, tu ne vois pas qui te parle ? Ah mais c'est normal, je ne t'ai pas enlevé ton bandeau ! Farceur que je suis. Je suis quand même un enfumeur expert. Allez, devine qui te parle en ce moment. Chavez ? Non, il n'est

malheureusement plus disponible. Superman ? Ah non, mais je compte endosser le rôle prochainement. Le héros qui défend le bien et lutte contre le mal, ça, ça me connaît. Je suis quand même un être exceptionnel. Tu les aimes, mes faits d'armes ? Tu ne trouves pas que je suis incroyable ? Tsss. Je te donne deux indices. Je suis beau, je suis jeune et je suis modeste. Ah non, je ne suis pas Macron. Entre nous, vu ce qui lui arrive, j'ai envie de l'appeler Micron. Quel humoriste je suis, hein ? Jaloux, l'Hispanique ? Bon, je te les ai donnés, mes deux indices. Il y en avait trois ? FAKE NEWS. Tout le monde sait, comme deux et deux tweets font un marché conclu, que j'ai dit deux indices ! Bon, tu m'ennuies, Sancho Pança. Va rejoindre les autres trafiquants dans ta petite piaule. Ils vont te faire le coup de la savonnette du Texas.

Qu'est-ce que j'ai travaillé, encore, pour accentuer l'influence des grands États-Unis d'Amérique. *Make World American again*, tel est mon credo. Et hop, une petite prière. C'est sûr que Dieu est avec moi. Je ne peux plus plier les genoux, mais ce n'est pas grave : deux sous-fifres mettront un coussin sur mes genoux, je ferai semblant de m'incliner, ni vu ni connu.

Si j'étais un saint ? Je vais appeler Léon XIV. Il est américain, ça devrait pouvoir m'aider. Il a dit des méchancetés sur moi, mais avec quelques billets, pour rénover toutes leurs vieilles églises, ça devrait le persuader...

Que c'est beau un monde dans lequel c'est moi qui décide tout !

Alors, tu les aimes, mes frasques ?

Jean-Guy Divers

Coup de pub raté pour Shein¹

La marque d'ultra fast Fashion, la chinoise Shein, a tenté un grand coup de pub en France. Mal lui en a pris. Beaucoup ont découvert bien des choses sur ce géant du e-commerce.

Shein est une société qui vend des vêtements et autres objets de par le monde. Elle inonde Internet avec ses publicités — le plus souvent non désirées —, surtout pour des vêtements, mais aussi d'autres produits de faible valeur. La seule manière d'acquiescer un de ses produits est de le commander par quelques clics. En fait, la spécificité de cette société est de vendre une production de piètre qualité vendue à des prix défiant toute concurrence. Les chiffres sont mirobolants : la marque a un chiffre d'affaires de plus de 5 milliards de dollars ; le nombre de petits colis (de faible valeur), venant de Shein et de plateformes semblables entrés dans l'Union européenne atteint 4,6 milliards ; pour un petit pays comme la Belgique, les chiffres sont un peu flous, mais atteignaient 1.700 colis par jour en 2017 (en dehors des périodes de fêtes ou des jours d'ultra consommation comme le *Black Friday*). C'était donc alors 600.000 envois par an, et il est aujourd'hui d'environ 4 millions par an ; sur le site de Shein, on enregistre 363 millions de visites par mois ; la valeur de ces colis est extrêmement faible, par exemple 2 à 3 € pour un tee-shirt ; on a du mal à le croire, mais la marque proposerait 10.000 nouveaux articles par jour !

Si les nombres de colis délivrés est assez imprécis, c'est parce que les plateformes gardent les chiffres secrets.

UNE PUBLICITÉ ÉNORME

Pour se faire un coup de pub, Shein a décidé d'ouvrir un magasin physique dans un des sites emblématique du commerce parisien : le grand bâtiment du bazar de l'hôtel de ville (BHV). Il fallait voir les énormes bannières de la marque cacher le beau bâtiment du XIX^e siècle. L'événement fut très

médiatisé. S'intéressant à ce qu'était vraiment ce leader de l'e-commerce, des journalistes ont enquêté, et ce qu'ils ont appris est plutôt effrayant : si Shein parvient à vendre ses vêtements à prix cassés, c'est parce qu'il les fait produire en Chine où les travailleurs, et surtout travailleuses, sont payés à des prix dérisoires et travaillent dans des conditions indignes. À peu de choses près, cela se rapproche d'un véritable esclavage ; on a aussi pu dénoncer les diverses infractions aux règles du travail et de prudence environnementale ; le désir d'achat, entretenu par la publicité, doit être satisfait dans un temps très court. Cela signifie que la plus grosse partie du transport se fait par avion², un mode de transport très énergivore qui envoie dans l'atmosphère d'énormes quantités de gaz à effet de serre ; nombre de produits, notamment des jouets, contiennent des substances dangereuses interdites en Europe ; la distribution des colis dans les pays cibles se fait en camionnettes. Là encore, de longs déplacements par un mode énergivore accroissent la dette écologique ; Shein multiplie les messages publicitaires vers la génération Z et les jeunes adultes, des publics qui aiment la mode rapide, les bons prix et passent un temps considérable sur les écrans ; les ventes flash, des offres limitées dans le temps, génèrent un sentiment d'urgence qui fait acheter sans réfléchir ; évidemment, l'entreprise investit largement dans les médias (a) sociaux (Instagram, Tik Tok, You Tube). Elle collabore intensément avec des influenceurs qui diffusent des codes promo, partagent leur *look* et créent de l'engagement ; les publicités qui interrompent d'autres recherches sont personnalisées, adaptées à vos recherches précédentes ou à vos préférences. Elles sont aussi ajustées selon les marchés locaux : pays, culture langue, tendances locales. On devine que derrière ce tri on trouve des algorithmes et autres processus de l'intelligence artificielle ; 18 des 56 articles de Shein analysés par Greenpeace Allemagne contiennent des composants chimiques dangereux dépassant les limites autorisées, dont trois vêtements pour enfants ; quant aux retours, ils sont possibles, mais

il paraît qu'ils sont détruits, car ils ne peuvent plus s'insérer dans les chaînes de production automatisées ; la durée de vie des vêtements de Shein étant très courte, ils forment des montagnes de déchets non recyclables qui sont envoyés dans les pays du sud ; autre polémique : la Direction générale de la concurrence, de la consommation et de la répression des fraudes (DGCCRF) a signalé à la procureure de Paris la vente de « *poupées sexuelles d'apparence enfantine* », à caractère pédopornographique. Le leader de l'e-commerce chinois a annoncé avoir retiré ces produits, et « dénoncé » un « *type de contenu totalement inacceptable [qui] va à l'encontre de toutes les valeurs que nous défendons* ».

DES RETOMBÉES NÉGATIVES

Le déballage de ces faits a évidemment eu des conséquences. Le patron du BHV, Frédéric Merlin, dit avoir « *réfléchi à arrêter* » sa collaboration avec Shein après ces révélations, mais la réaction du groupe l'avait « *convaincu de continuer* ». Par contre, plusieurs enseignes occupant les locaux du BHV, outrés, ont quitté les lieux. Shein, qui comptait ouvrir 6 magasins physiques en France, a renoncé à cet investissement. Quand on gratte un peu, on réalise que la logique capitaliste conduit à des systèmes et des méthodes plus que contestables. En fin de compte, Shein est l'exemple même de la société de consommation : vendre de la camelote en la plus grande quantité possible, en utilisant les travailleurs comme des robots et en manipulant les consommateurs par diverses pratiques et publicités, toutes aussi détestables les unes que les autres.

Alain Adriaens

¹ Prononcez Chîn.

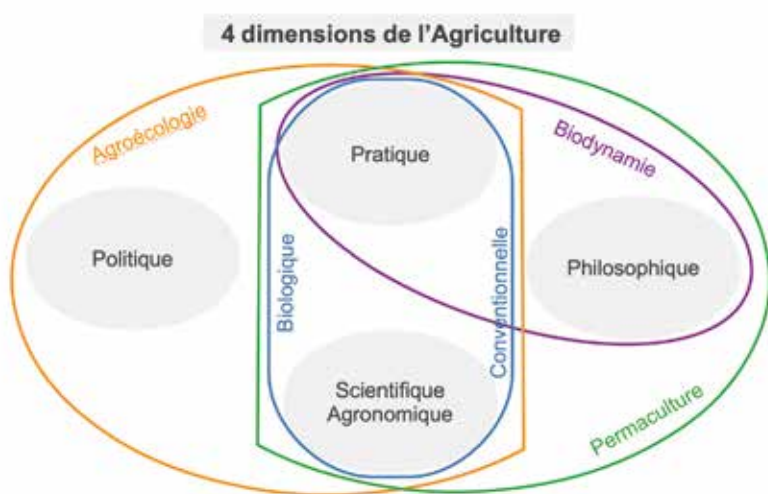
² Pour l'Europe, les avions-cargos atterrissent à Liège.

Nous redeviendrons (presque) tous paysans !

UNE QUESTION DE LIBERTÉ

« On peut remarquer que les gens qui n'ont pour eux que l'expérience paraissent réussir mieux que ceux qui, sans les données de l'expérience, n'interrogent que la raison. »

Aristote



Si j'ai voulu dresser un portrait de l'agriculture wallonne et de ses 3 constellations (paysanne, entrepreneuriale et capitaliste) lors du numéro d'automne de *Kairos*, c'est pour arrêter de confondre les 3 « tribus d'acteurs » sur des systèmes de production ayant des objectifs différents. Je voudrais creuser cette fois-ci l'âme de la condition paysanne et mettre en évidence ce qui anime les collectifs en recherche de résilience locale sur notre territoire pour montrer que ces démarches, authentiquement anticapitalistes et décroissantes, dessinent en réalité le seul avenir souhaitable si nous désirons rester des « Terrestres ». Je me suis inspiré de quelques auteurs perspicaces.

Le rapport au monde « moderne » serait bloqué, selon Aurélien Berlan¹, dans une conception désastreuse de la liberté qui suppose d'ignorer les nécessités de la subsistance, sans remettre en question les relations de dépendance et la domination exercée par les plus gros acteurs du système. Par exemple, savez-vous que ce petit malin de Zuckerberg est en train de protéger ses arrières (et son avenir) en installant une ferme bio autosuffisante sur son île au large d'Hawaï ? Un investissement à plus de 100 millions de dollars pour assurer sa seule survie et celle de sa famille. C'est ainsi que plus de 50% des milliardaires de la Silicon Valley ont pris, d'une manière ou d'une autre, une assurance contre l'apocalypse, nous révèle Monique Pinçon-Charlot² : « Les riches anticipent une guerre de classe lorsque les peuples auront compris qu'ils ont été manipulés, qu'on leur a fait croire à une « transition écologique » alors que le capitalisme continue à permettre aux dominants d'engranger toujours plus de dividendes au détriment de la vie sur Terre en cumulant capitalisme fossile et capitalisme vert. » ! L'idée n'est pas de rendre ce système injuste plus résilient, mais de le transformer radicalement pour rendre nos sociétés plus résilientes. Or, il ne saurait y avoir de rapport alternatif au vivant sans un rapport alternatif aux réalités métaphysiques comme la liberté.

La décroissance propose une autre conception de la liberté, que l'on peut appeler liberté d'autonomie, comme le décrit Ivan Illich : c'est la capacité pour chacun de travailler, en partie, à sa propre subsistance, et donc de réduire sa dépendance au marché. Cette liberté permet de renforcer les liens sociaux et

le lien avec la nature. Elle rend l'individu réellement plus libre, moins dépendant de la consommation et de l'achat, et elle préserve l'espace matériel nécessaire pour que cette liberté puisse s'exprimer. Il ne s'agit pas de planifier tout depuis un État central ou d'imposer des règles uniformes. La décroissance valorise la territorialisation de l'action politique : à un niveau local, les communautés peuvent discuter, décider et organiser la production et la vie collective. C'est une liberté concrète, qui se manifeste dans la coopération et la participation collective plutôt que dans une liberté abstraite, individualiste et soumise au marché.

Juliette Duquesne est une journaliste, autrice et conférencière qui a réalisé une enquête fouillée en France et au Chiapas, parmi les collectifs (ZAD, coopératives de Longo Maï, communautés indigènes) qui cherchent à s'organiser et qui créent du commun sans l'autorité de l'État. Rencontrée lors de la sortie de son bouquin³ en décembre à Bruxelles, elle constate que, sur le terrain, les citoyens cherchent le moindre espace de liberté, le moindre interstice du système pour créer d'autres modes de vie : « L'intérêt des luttes et des projets locaux, ancrés sur un territoire est qu'ils ne se structurent pas que sur des idéologies. Ils peuvent donc rassembler un public plus large pour défendre un cours d'eau, une école ou une terre fertile. » Et elle note qu'à travers cette bifurcation, organiser activement son autonomie en faisant le pari de l'harmonie avec le vivant est un ancrage intéressant pour tous ces collectifs : « Paysan est sans doute le métier le plus utile actuellement si on veut participer à la construction d'une autre société » (!), dit-elle. Le but : que l'État et le marché se marginalisent de plus en plus, sans attendre le grand soir, que nous organisations une véritable démocratie pour sortir du capitalisme.

Du côté des freins, je ne sais pas si c'est parce qu'il a grandi dans une ferme, mais Thorstein Veblen a très tôt compris que le plus puissant moteur de la vie économique était notre tendance à rivaliser, c'est-à-dire à se comparer à autrui pour le rabaisser. Il écrit dans *Théorie de la classe de loisir* (1899) : « Certes, une partie de la production de biens répond aux « fins utiles » et satisfait des besoins concrets de l'existence. Mais le niveau de production nécessaire à ces fins utiles est assez aisément atteint. Et, à partir de ce niveau, le surcroît de production est suscité par le désir d'étaler ses richesses afin de se distinguer d'autrui. » C'est pour cette raison que nous avons un sérieux problème avec l'oligarchie, car c'est à cette classe la plus haut placée « tant par le rang que par l'argent », celle qui possède et richesse et loisir, qu'il revient de déterminer d'une façon générale quel mode de vie la société doit tenir pour recevable ou générateur de considération. En tout cas, l'approche de Veblen revient en force et constitue une rupture radicale avec l'idéologie dominante de la croissance, car si nos besoins ne sont pas infinis et qu'au-delà d'un certain niveau c'est le jeu social qui les stimule, il n'est nul besoin d'augmenter la production ! Nous avons (presque) tous conscience aujourd'hui que c'est la surconsommation qui provoque un gaspillage généralisé et une destruction phénoménale qui est en train d'exterminer la vie sur Terre, alors vous comme moi savons que le moment est venu de faire des choix.

Revenons à Aristote. En ce qui concerne l'agriculture paysanne et dans un monde désormais dépourvu de transcendance, le philosophe se doit de connaître ce dont il parle, ce qui suppose d'en connaître les quatre causes premières :

- 1. La cause essentielle**, soit l'essence de la chose, son âme ou sa force de vie, ce qui fait qu'elle est ce qu'elle est. *Au centre de la condition paysanne se trouve la lutte pour l'autonomie et le progrès dans un contexte caractérisé par des relations de dépendance, la marginalisation et les privations.*
- 2. La cause matérielle** soit la matière de la chose. *Cette lutte se concrétise à travers un objectif qui est la création d'une base de ressources auto-contrôlée et autogérée (la petite ferme de polyculture-élevage dans notre contexte wallon) qui permet des formes de coproduction entre l'homme et la nature vivante qui interagissent avec le marché, rendent la subsistance possible et font naître des perspectives d'avenir.*
- 3. La cause motrice**, soit l'origine du mouvement de la chose. *La faim, le besoin de se nourrir plusieurs fois par jour.*
- 4. La cause finale**, soit « le but final pour lequel la chose est faite », autrement dit « le bien de la chose », l'Autonomie entendue comme capacité d'effectuer nos propres choix, sans nuire à autrui (y compris les non-humains).

C'est aussi choisir un autre rapport au temps. Pour les artisans-paysans, il n'y a pas de frontière entre travail et loisirs. La notion même de temps libre n'existe pas. Le temps n'est tout simplement pas une marchandise. Il en va de même pour le travail. Il ne s'achète pas, il se donne. C'est ce qui confère à l'artisanat sa valeur inestimable. L'artisanat, à son tour, confère aux paysans la reconnaissance de leur savoir-faire, autrement dit un statut, et la reconnaissance de la part des autres membres de la communauté. Faisons de notre vie d'aujourd'hui l'image de celle de demain et, sans attendre les privations, soyons résolus à ne plus servir nos maîtres comme le dit si bien Étienne de La Boétie. Produisons intelligemment plutôt que de consommer comme des fous, réapproprions-nous les savoir-faire autonomisants à travers le wwoofing ou en nous immergeant pour une saison en « fermécôle », associons-nous sur des fermes partagées pour renouer avec l'autonomie collective, en faisant les choses par nous-mêmes, nous pouvons encore choisir d'être libres !

Thomas Lauwers

¹ Aurélien Berlan, *Terre et liberté. La quête d'autonomie contre le fantasme de la délivrance*, La Lenteur, 2021.

² Monique Pinçon-Charlot, *Les riches contre la planète. Violence oligarchique et chaos climatique*, Textuel, 2025.

³ Juliette Duquesne, *Autonomes et solidaires pour le vivant. S'organiser sans l'autorité de l'État*, Le Bord de l'eau, 2025.



VU, LU, ENTENDU

Dossier 137 est un thriller policier français où Stéphanie Bertrand (Léa Drucker), enquêtrice de l'IGPN (la « police des polices »), est chargée d'élucider les circonstances entourant la grave blessure d'un jeune manifestant touché à la tête par un tir de flash-ball lors d'une manifestation des Gilets jaunes à Paris le 8 décembre 2018. Ce qui commence comme une affaire de routine se complique lorsqu'elle fait face à la pression provenant à la fois de sa hiérarchie et de collègues réticents à incriminer leurs pairs. À travers son investigation méthodique des témoignages, images et preuves, le film explore les tensions institutionnelles, les zones d'ombre du maintien de l'ordre et les dilemmes personnels et professionnels d'une femme confrontée à la brutalité policière et aux limites de la justice interne. Le film est basé sur des faits réels et met en lumière la panique du gouvernement face à des émeutes qui éclatent entre les forces de l'ordre et les Gilets jaunes, composés de militants mais aussi de citoyens lambda (dans ce film, la famille du jeune Guillaume Girard, âgé de 20 ans). Les forces de l'ordre mobilisent dans la précipitation des renforts qui comprennent, entre autres, la BRI (Brigade de recherche et d'intervention), de vrais cow-boys qui n'hésitent pas à se dévouer sur les manifestants. Ce film n'est pas sans rappeler les affrontements connus à Bruxelles lors des « Boums », ces fêtes organisées dans le Bois de la Cambre pendant les confinements de 2020... Et comme trop souvent, il est rare de voir la justice faite aux individus abusant totalement du pouvoir étatique. Film à ne pas visionner dans un état d'esprit fragile, au risque de sombrer dans la dépression.

Dossier 137, film (thriller) de Dominik Moll, France, 2025.
KJP



À 85 ans, Jacques Rancière est toujours dans une grande forme intellectuelle. Il fait partie, avec Alain Badiou (né en 1937) et Étienne Balibar (né en 1942), des derniers grands philosophes marxistes en France. Dans cet ouvrage, en repartant de Platon et Aristote, il a le courage de penser contre lui-même, puisqu'il met en cause l'utilité de la philosophie pour nourrir le politique. Celui-ci s'en sort bien tout seul, il n'a pas besoin de béquilles philosophiques, tel pourrait être le message principal. Depuis son célèbre essai *La haine de la démocratie* (2005), J. Rancière continue à enfoncer le clou du démocratisme radical, ce qu'il appelle « l'institution de la part des sans-part » ou « l'égalité de n'importe quel être parlant avec n'importe quel autre être parlant », cette égalité étant « la condition non politique de la politique ». La « judiciarisation proliférante », le règne des experts et la « conjonction du scientifique et du médiatique » sont évidemment à rejeter. Tout cela est théorique et académique à l'excès, diront certains. Cette littérature se mérite, mais il y a des formules claires qui valent le détour et alimentent la réflexion : « *Le peuple, ce n'est rien d'autre que la masse indifférenciée de ceux qui n'ont aucun titre positif – ni richesse, ni vertu – mais qui pourtant se voient reconnaître la même liberté que ceux qui les possèdent* ».

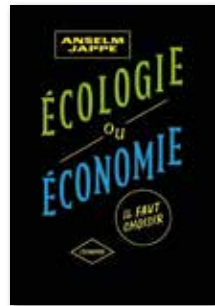
Jacques Rancière, La mésentente. Politique et philosophie, La Fabrique, 2025, 201 pages, 17€.
B. L.



Analyse de la cruauté qui se manifeste subitement, dès l'éclatement d'une crise sanitaire, en 2020. Comparée à la psychologie de masse du fascisme décrite par Wilhelm Reich, qu'elle associe à une dérive, à une sorte de folie, le livre de N. Wolf essaie de faire le tour du groupe social responsable de cet emballement : la classe moyenne intellectuelle, les milieux journalistiques, des profs d'université, des conseillers parlementaires, etc. Elle en évoque les codes, le caractère glacial, le côté étriqué, le dérapage, le goût du pouvoir en rapport avec les dérives, et surtout la folie qui, à un moment, sert de fil conducteur, sert à fabriquer une masse qui obéit à une certaine logique. C'en est la partie lumineuse qui apporte un éclairage inédit et fondamental au sujet de la crise sanitaire des années 2020-22. Ensuite, N. Wolf décrit son propre cheminement, qui tente de faire face à l'ostracisme dont elle fait l'objet, au choc qu'il suscite et qui la fait changer de camp et trouver, en fin de compte, les républicains plus humains que les démocrates, et, ensuite, aller jusqu'à se remettre à prier. Il est alors beaucoup plus question d'elle, de la mort de son chien, de son déménagement dans une campagne qui borde la rivière Hudson, des secondes résidences de l'élite intellectuelle new-yorkaise, d'une crise d'appendicite qui l'a amenée à changer d'hôpital à cause d'une panne de courant, et qui aurait mal tourné si, Brian, son époux n'avait fait jouer ses relations. Elle évoque aussi ses études à Yale, et la transformation qu'a subie cette université à cause de la crise sanitaire. Parmi ces chapitres théo-

logiques, un premier intéressant, mais les suivants font penser à de la mauvaise mystique, à l'instrumentalisation courante dont la religion fait le plus souvent l'objet. L'analyse pointue fait alors place à l'invention, à une reprise idéologique nauséabonde où elle procède notamment à un éloge vaguement surfait du judéo-christianisme.

Naomi Wolf, Tout perdre pour la vérité. Et ne rien regretter, Marco Pietteur, 2025, 238 pages, 28€.
P. W.



Dans cet ouvrage, le philosophe Anselm Jappe poursuit sa réflexion engagée avec *Les Aventures de la marchandise* et *La Société autophage*. À partir d'une relecture critique de Marx, il insiste sur la rupture fondamentale que représente, au XV^e siècle, l'apparition de l'argent moderne : jusqu'alors largement lié à des fonctions sacrées, il acquiert le statut qui nous domine aujourd'hui, à savoir celui d'une pure quantité sans qualité, d'un étalon de mesure abstrait et illimité, lequel impose une équivalence entre toutes choses et mène à l'indifférence : « *Ainsi le concret finit par être au service de l'abstrait, et les humains se retrouvent à la traîne de leurs propres créations* ». Ce monde dans lequel nous sommes plongés a naturalisé le capitalisme, si bien qu'il est plus aisé d'imaginer la fin du monde que la fin de ce système. Dans ce monde, la production pour la production ne relève pas de la psychologie, mais s'impose par une simple exigence de survie du mécanisme d'accumulation. Ce mécanisme étant parfaitement incompatible avec la survie d'une planète aux ressources limitées, entre économie et écologie, il faut choisir ! À partir de ce constat auquel le lecteur ne peut qu'adhérer tant sa démonstration est limpide, l'auteur passe en revue les solutions proposées : techno-solutionnisme, écosocialisme, catastrophisme, primitivisme ou encore le mouvement de la critique anti-industrielle et de la décroissance, auquel Jappe adhère. Les évolutions actuelles n'incitent pas à l'optimisme : « *un État autoritaire, qui gère des restrictions et des contrôles en vendant encore une fois la survie en échange de la soumission, comme il le fait toujours depuis le Léviathan de Hobbes, reste l'issue la plus probable* ». Toutefois, inspiré par la lecture d'auteurs tels que George Orwell, Aldous Huxley, Simone Weil et du dernier Guy Debord – auquel il a consacré une biographie et plusieurs essais –, Anselm Jappe appelle à la résistance : il est urgent de dénoncer la propagande des pseudo « contraintes techniques » et du « progrès qu'on n'arrête pas » afin de résister à l'avènement du « sujet automate » lobotomisé vers lequel tend la civilisation du contrôle numérique.

Anselm Jappe, Écologie ou économie, il faut choisir, L'Échappée, 2025, 207 pages, 18€.
F. M.



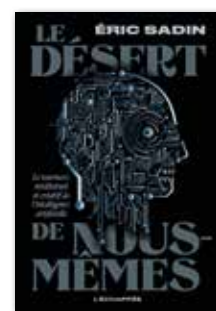
Tout d'abord, un regard sur l'auteur. Journaliste et critique de cinéma, Thierry Clech est également scénariste et photographe, avec la particularité de ne travailler qu'avec de la pellicule argentique et toujours en noir et blanc. Il a aussi publié une douzaine d'ouvrages dont 3 romans. Artiste polyvalent, il promène son objectif et sa plume à travers le monde pour témoigner de la condition humaine, de son environnement, explorant aussi bien la solitude que le passage du temps. *Les moucheron*, son dernier opus est un récit. Mêlant à peine le romanesque à la réalité, il pointe du doigt le bouleversement des années covid, tant sur le plan personnel, avec la découverte de son cancer, que sur le plan général. En effet cette tumeur qui l'envahit ne peut avoir, selon lui, qu'un lien causal avec toute cette surenchère de peur, interdictions, insultes et menaces... Ce n'est pas seulement le résultat de la fatalité. L'histoire commence par cette lutte sans fin contre les moucheron qui pullulent dans son appartement. Cette invasion est aussi la symbolique, la parfaite métaphore du chaos ambiant et de la maladie qu'il subit de plein fouet. Il analyse d'un trait parfois acide, parfois mélancolique, parfois humoristique ou grave les dérives de l'autoritarisme, de la manipulation voire de la maltraitance, de l'ineptie des mesures prises à l'encontre de l'humanité. Il construit des ponts entre les lois édictées contre les Juifs en 1942 et les proscriptions, l'ostracisme que subissent les non-vaccinés et les résistants à la doxa. Ce récit est un parcours non linéaire, bien documenté, qui aborde la période « covidiste » avec un œil perspicace mais néanmoins humain. Th. Clech nous offre une prose à la fois légère et terriblement sévère sur la « blessure vive » vécue par le monde pendant trois longues années et qui peine à cicatiser chez de nombreux traumatisés.

Thierry Clech, Les moucheron, Timbad, 2025, 210 pages, 20€.
Marie-Ange Herman



Avez-vous déjà entendu parler du Small Intestinal Bacterial Overgrowth (SIBO), en français prolifération bactérienne dans l'intestin grêle ? En revanche, à plus forte raison si vous en souffrez, vous avez très certainement entendu parler du syndrome de l'intestin irritable (SII) pour lequel il n'existe ni diagnostic sérieux, ni explication, ni solution et que l'auteur décrit comme un diagnostic de façade. Dans cet ouvrage, I. Einbinder Dohan se donne la mission de redonner courage aux trop nombreuses personnes diagnostiquées, souvent à tort, SII ou souffrant de problèmes digestifs très ciblés, et pourtant abandonnées par notre médecine moderne. Elle donne les clés d'une prise en main de sa propre santé, elle qui est justement passée par là, sans être prise au sérieux. Elle y détaille son parcours et celui des patients qu'elle accompagne aujourd'hui en tant que naturopathe. L'objectif de ce livre est pluriel : 1) faire connaître le SIBO, parce que nos médecins ne le connaissent pas ; 2) cerner les douleurs et souffrances digestives qui en résultent pour peut-être s'y reconnaître ; 3) comprendre les causes et les conséquences à long terme d'un SIBO ; 4) comprendre les pathologies qui s'y greffent (hypothyroïdie, hypersensibilité alimentaire et intolérance à l'histamine, carences majeures, troubles dermatologiques, neurocognitifs, endocriniens, métaboliques) pour ne pas attendre ; 5) identifier les phases indispensables pour se soigner. Avec beaucoup de rigueur et de volonté d'accompagner le lecteur/patient, l'auteur détaille et référence les éléments qui permettent de diagnostiquer correctement en différenciant les différents SIBO, de déceler ses causes profondes pour éviter les récurrences et enfin de soigner de façon adéquate pour ne pas tomber dans une spirale de problèmes de santé qui ont jalonné sa propre expérience de la maladie. Le SIBO serait-il un mal répandu mais qui passe totalement sous les radars de la vigilance médicale ? C'est ce que me laisse à penser la lecture de ce livre, à la fois salvateur parce que l'auteure et ses patients en sont guéris, mais qui met également en colère devant leurs errances forcées et l'ignorance crasse de nos instances médicales, alors que le SIBO est connu scientifiquement depuis les années 1980 et que les publications scientifiques à son sujet pullulent ces dernières années !

Isabelle Einbinder Dohan, Et si c'était un SIBO ?, Leduc, 2025, 352 pages, 19€.
M. F.



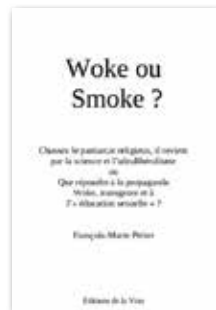
Au fil de ses essais, É. Sadin poursuit une critique philosophique acérée de la numérisation du monde. Depuis son précédent livre *La vie spectrale. Penser l'ère du métavers et des IA génératives* (Grasset, 2023), il a pointé plus précisément ce qui pose problème : l'arrivée en 2022 des intelligences artificielles génératives (d'images, de sons et de textes) – tel le désormais célèbre ChatGPT –, celles qui vont progressivement nous dépouiller de nos facultés proprement humaines « *par des artefacts de plus en plus anthropomorphiques* » et intrusifs, nous faire entrer « *dans une ère vide de projet* », nous imposer « *la loi de la conformité* », nous enfermer dans « *l'ethos utilitariste* », nous plonger dans « *une indistinction généralisée* » et *in fine* « *remettre en cause notre rôle sur Terre* ». Le constat est sombre et apocalyptique. À côté de cela, la menace, régulièrement brandie dans les médias, de disparition de la vie privée semble une aimable plaisanterie. On sent que l'auteur a profondément réfléchi à la portée de ses paroles. Engagé existentiellement et socialement dans ses recherches – il a organisé le contre-sommet de l'IA à Paris en février 2025 –, il nous exhorte à opposer un refus catégorique à cette « *anhumanité* » qui vient par IA génératives interposées, même s'il reconnaît que la tâche est presque insurmontable, « *chacun baignant tel un poisson rouge dans le bocal étriqué de ses avantages pratiques* », sous l'emprise de ceux qui promeuvent l'IA à marche forcée : personnel politique (de la gauche à la droite), ingénieurs, économistes, organismes dédiés et médias. Son axe de défense politique pourrait être qualifié de républicain, peut-être trop mièvre au goût de certains. Le chapitre sur les effets du smartphone, des écrans et des réseaux (a)sociaux est particulièrement instructif, ces dispositifs entretenant « [...] un rapport de contentement satisfait à soi, dénué de distance critique et se figurant éternellement dans le juste » et engendrant « *une autoformation [...] de la compréhension du sens général du monde* », cela faisant disparaître « *le socle commun de nos existences* ». Dans sa conclusion, Sadin propose quelques pistes de résistance. Et voilà un auteur qui fait enfin une petite allusion au covid, mais pas vraiment dans le bon sens, hélas.



VU, LU, ENTENDU

Éric Sadin, *Le désert de nous-mêmes. Le tournant intellectuel et créatif de l'intelligence artificielle, L'Échappée*, 2025, 261 pages, 19€.

B. L.



« Nous vivons aujourd'hui une fusion parfaite des totalitarismes historiques, tout en revenant à l'ancien Régime. Capitalisme, communisme, fascisme, communautarisme, mafias, science, technocraties, théocraties, ploutocraties collaborent », écrit François-Marie Périer, homme de terrain et sorte d'aventurier de la spiritualité, dans un court livre encyclopédique et transdisciplinaire où histoire, mythologie, poésie, religion, sociologie, philosophie et psychologie sont brassées d'une manière assez spontanée pour expliquer, puis dénoncer la mainmise du wokisme sur les esprits. « Le fait qu'une minorité ait été ou soit encore opprimée ne lui donne pas le droit de culpabiliser une population entière en prétendant la rééduquer : il ne faut pas confondre justice et vengeance », fait-il remarquer fort justement. Il relie lucidement wokisme et covidisme, un travail qui reste à approfondir : « La simultanéité de l'offensive vaccinale et du Woke n'a en réalité rien d'un hasard quand on voit que la source est commune et que les résultats convergent pour créer la confusion par de fausses questions de civilisation et la division dans les populations ». On se rappelle en effet que la mouvance LGBTQIA+ avait gardé un silence complice pendant le covidélie. L'auteur montre aussi la collusion de l'École et des écologistes de gouvernement avec le wokisme. Il tient à la différenciation sexuelle, car le « retour à l'indifférencié affecte notre élan vital ». Sa thèse la plus originale identifie le wokisme au patriarcat – on entend déjà les hurlements d'indignation ! On pointera aussi les intéressants chapitres sur l'éducation sexuelle à l'École (dont l'Évras en Belgique) et sur Tavistock, la célèbre clinique de réassignation de genre au Royaume-Uni, désormais fermée.

François-Marie Périer, *Woke or smoke ?, La Vina*, 2025, 131 pages, 12€. B. L.



Le point commun de ces deux auteurs est de ne faire aucune mention des funestes années « pandémiques » 2020-22. Pourquoi d'ailleurs le mot « covid » est-il absent dans leurs livres respectifs ? Est-ce leur choix ou bien une consigne de leurs éditeurs ? Nous aimerions savoir... Les ayant refermés avec déception et une certaine irritation, je vais néanmoins en présenter les aspects intéressants. Depuis une vingtaine d'années, en bon républicain, le philosophe D.-R. Dufour (né en 1947) creuse le même sillon : la généalogie et la critique de l'esprit du libéralisme à l'œuvre en Occident. Cet « esprit » est la source de (presque) tous les maux qui rendent la vie commune de plus en plus irrespirable. Après avoir redécouvert les écrits de Bernard Mandeville dans *Baise ton prochain. Une histoire souterraine du capitalisme* (Actes sud, 2019), il revient ici en détail sur une de ses vieilles connaissances, le « divin marquis », alias Donatien de Sade, exposant la thèse selon laquelle le monde actuel a justement actualisé les idées sadiennes qui, autrefois perçues comme démoniaques et déviantes, deviennent insensiblement et irrésistiblement la norme des relations économiques, politiques, sociales et interpersonnelles. En faisant appel à la psychanalyse, il montre que la « sadisation des relations sociales » se déploie dans les mal nommés réseaux sociaux (propos haineux, harcèlement, intimidation, menaces, insultes, pornographie, etc.), et la pulsion de mort, dans la technoscience (nucléaire, biotechnologies, numérique, transhumanisme, etc.). Les œuvres de Lacan, Foucault, Pasolini et Bret Easton Ellis sont prises comme une propédeutique. Enfin, l'auteur suggère que le sadisme se retrouve dans toutes les classes sociales, y compris chez les populations allochtones, au fonctionnement souvent clanique ; que le trumpisme et le wokisme, officiellement ennemis, ressortissent tous deux du sadisme. Conclusion inquiétante : bienvenue dans le « Quatrième Reich nationaliste-libertarien ».

Ayant déjà remarqué les asymétries dans la rhétorique progressiste, j'étais enthousiaste en entamant cet essai d'André Perrin (né en 1949), professeur de philosophie retraité et libéral à l'ancienne, qui relève un grand nombre de paradoxes piochés dans les médias de grand chemin, en particulier France Culture et *Libération*. Exemple parmi d'autres, l'islamo-gauchisme ne serait pas un concept scientifique, tandis que celui d'islamophobie le serait (?). Pourfendeur du wokisme, de la culture de l'annulation et du politiquement correct, l'auteur n'hésite pas à citer les noms de journalistes, de penseurs, d'universitaires et de politiques dont il montre tantôt les contradictions, tantôt la bêtise de leurs déclarations et analyses (Maboula Soumahoro, Caroline De Haas, Thierry Pech,

Thomas Legrand, Sandrine Rousseau, Bertrand Badie, Daniel Schneidermann, François Héran, Patrick Boucheron, Éric Fassin, Camille Froidevaux-Metterie, Ivan Jablonka, Manon Garcia, Corinne Masiero, Iannis Roder, Anne-Emmanuelle Berger, etc.). On lui saura gré d'alimenter avec panache la vie intellectuelle française, mais qu'on me permette deux avertissements (*trigger warning*, pour faire postmoderne). Primo, il a un gros penchant pour le sionisme. Deuxio, il s'abstient de critiquer Macron – comme tant d'autres retraités, aurait-il voté pour lui ? Le lecteur est prévenu.

Dany-Robert Dufour, *Sadique époque. Comment en sommes-nous arrivés là ?, Le Cherche Midi*, 2025, 494 pages, 22€.

André Perrin, Jean-Claude Michéa (préface), *Paradoxes de la pensée progressiste, L'Artilleur*, 2025, 216 pages, 18€.

B. L.



Dans ce recueil d'idées d'Aldous Huxley (années 1920-60), il est constamment question du progrès. On n'arrête pas le progrès. Quel que soit son sens. Les choses changent sans arrêt, de plus en plus vite. L'industrialisation a imposé une nouvelle conception du temps. Le progrès engendre une explosion démographique, en Occident, avant les années 1930, ensuite, dans le reste du monde, qui y entraîne la misère. Malgré ses défauts, à condition d'en tenir compte, le progrès représente pour lui la seule manière de contrôler la situation. Tout dépend de la politique menée. Très impressionné par l'évolution technologique, ce qu'on fait de la science l'inquiète. Les révolutions passées ont eu pour but de changer la société. La révolution future cherchera à modifier la nature humaine. Pour cela, elle aura recours à la science, à des drogues. Il suggère d'organiser des débats interdisciplinaires, de faire discuter entre eux des spécialistes de domaines scientifiques divers. La littérature pourrait aider à penser le rapport entre le corps et l'esprit. Il parle de politique, du socialisme, du fascisme. C'est un partisan inconditionnel de la liberté individuelle. Il critique la guerre. Pour lui, la mécanisation du monde mène au militarisme et ce dernier à la guerre. Le totalitarisme est militariste. Dans son essence, la démocratie, elle, serait pacifique. Il condamne l'impérialisme et critique le nationalisme, qu'il assimile à une forme de tribalisme. Il parle beaucoup de la démocratie, qu'il faut tenter de préserver. Il essaie de la définir. Il dénonce l'hubris et la concentration du pouvoir qui mènent à des violations tant à l'intérieur qu'à l'extérieur d'une société. Il croit à l'efficacité des contre-pouvoirs. Il préconise une décentralisation, un système basé sur des coopératives. Nous faisons partie de la nature. Il faut la respecter.

Aldous Huxley, Pierre Thiesset (préface), *Le prix du progrès, L'Échappée*, 2025, 312 pages, 22€.

P. W.



J'existe. Je vais bien. Ici, c'est le paradis. Quand quelqu'un répète cela systématiquement, c'est que quelque chose cloche. Lorsqu'on énumère des lieux communs, des tautologies, des phrases élémentaires. Qu'on les répète. Qu'on écrit à des amis les uns après les autres, plus pour se convaincre de leur existence ou même de la sienne, que pour communiquer réellement quelque chose, que ces lettres, on les colle sur les murs, ou on les écrit sur ces murs, qu'on parle de la mort tout aussi régulièrement, qu'on appelle poèmes tout ce qu'on dit, ou ce qu'on écrit, quoique ce soit parfois dénué de sens, comme « un jour les chèvres seront au point ». Quand on fait l'inventaire des parties du corps dont on dit de toutes qu'elles fonctionnent, c'est qu'elles ne vont plus fonctionner longtemps. Anton écrit, parle, sans doute pour vaincre la solitude, pour éloigner l'angoisse. Ses ami(e)s sont russes. Ils (elles) portent des noms russes. Tous ont disparu, ou sont absents. Recueil de propos, de textes, intitulés poèmes par leur auteur, qui élabore une sorte de théorie poétique à lui, le livre de Vincent Tholomé semble retracer un moment de l'existence d'un sans-abri, squattant un dortoir dans un bâtiment industriel désaffecté, ravi d'avoir trouvé un endroit où dormir. Peut-être s'agit-il d'un immigré, ou d'un migrant sans-papiers, ou d'un travailleur clandestin. Mais il n'est pas question d'un travail, d'un réveil-matin, d'horaires, d'événements liés au travail. Peut-être est-ce cela aussi qu'Anton Nijkov appelle le paradis ? Un performatif ambigu. Anton a eu des chiens. Comme certains sans-abri. Le chien symbolise un type de personnalité. Il est souvent question de chiens. Certains passages sont philosophiques. Pour A. Nijkov, les choses sont une sorte de faits. Des propriétés sont associées à des objets. Des couleurs, le jaune et puis le blanc, sont associées aux œufs, par exemple. Des propos sont des faits également : « Les faits naissent sur nos lèvres. »

Vincent Tholomé, *L'existence, Dernier télégramme*, 2025, 205 pages, 16€. P. W.



Jadis, c'était la gauche qui défendait la liberté d'expression contre la censure de l'Église et de l'État. De nos jours, elle bataille pour son encadrement strict par celui-ci – dans le meilleur des cas –, ou pour sa quasi abolition au nom de la lutte contre l'extrême droite – dans le pire. Dans son chef, aucun doute à propos de la célèbre formule de Saint-Just : « Pas de liberté pour les ennemis de la liberté ». Le professeur de droit Th. Hochmann assume : « Pour protéger la démocratie, il faut parfois avoir recours à des moyens non démocratiques [...] », ajoutant avec prudence « mais jusqu'où aller ? ».

Muni de ses compétences propres, il s'est fendu de ce court livre pour remettre les pendules à l'heure du XXI^e siècle. Il rappelle les conditions légales de la liberté d'expression en France, où la diffamation, les appels à la haine, à la violence et à la discrimination sont fort heureusement interdits. Mais il met dans le même sac la « désinformation », en donnant quelques exemples pris en toute subjectivité. S'il ne prend pas au sérieux la notion de « cancel culture » – une invention des fascistes, comme on le prétend à gauche –, c'est pour mieux en faire la sournoise promotion, comme s'il voulait dire « elle n'existe pas, mais si elle existait, je serais pour ». Nous regretterons que la charge soit uniquement portée à droite, les sulfureux et controversés Zemmour, Hanouna et Dieudonné en prenant pour leur grade, CNews et C8 clouées au pilori. Les activistes antifascistes férus d'annulations de conférences sont, eux, dédouanés. Voilà qui est de bon ton. Bien sûr qu'il y a des « intolérants qui accusent d'intolérance ceux qui les combattent », mais il y a aussi des penseurs honnêtes et démocrates qui sont censurés, « annulés » par les militants de gauche, sur de vagues accusations de « confusionnisme » ou de « complotisme », ou parce qu'ils ne raisonnent pas (suffisamment) à partir des grilles d'analyse marxienne, bourdieusienne, derridienne, deleuzienne ou foucauldienne. C'est bien de dénoncer les mensonges réactionnaires, ce serait bien aussi de revenir sur les mensonges du covid, par exemple. Th. Hochmann dévoile ici sa partialité et sa ferme appartenance au camp progressiste, ce qui réduit l'intérêt de son essai aux relents de libelle.

Thomas Hochmann, « On ne peut plus rien dire... ». *Liberté d'expression : le grand retournement, Anamosa*, 2025, 71 pages, 5€.

B. L.



Le rapport politique au temps est le thème de cet essai du sociologue Jan Spurk, spécialiste de la théorie critique. Les individus se sentant impuissants face aux forces de l'État et de l'économie – i. e. les « lois objectives », non maîtrisables –, le néolibéralisme ne mobilisant plus les subjectivités car décrédibilisé, la tentation de faire demi-tour pour régler les problèmes d'un présent pire que le passé et conjurer un avenir inquiétant est répandue dans

les psychés, ce que l'auteur appelle une « rétropie » ou un « projet futur antérieur ». Le désir d'ordre et de hiérarchie y est central, la répétition du même est rassurante, le besoin de liberté est accessoire si pas inexistant, le progrès ne fait plus rêver, le conformisme se renforce. Les conditions historiques de la Commune de Paris ou du 18 brumaire de Louis Bonaparte, qui suscitent encore la nostalgie chez certains, ne se représenteront plus. Cependant, ces événements gardent une portée politique, car ils montrent que « une autre vie plus désirable que le présent est possible car elle a été ébauchée ». Pour l'auteur, la situation est dialectique, puisqu'une émancipation est possible en dépassant le contexte actuel par des créations politiques inédites. Pour ne pas stagner dans le culte du présent – i. e. le « présentisme » –, il suggère de « maintenir le lien intellectuel et affectif entre le passé, le présent et des futurs possibles », ainsi que d'éviter les postures extrêmes consistant soit à rétablir l'ordre du passé, soit à refuser catégoriquement les tentations réactionnaires. Ni revenir au passé, ni s'adapter au monde tel qu'il est, mais garder l'espoir, au sens de Marc Bloch, qui permet de rouvrir l'avenir et de faire mentir le « there is no alternative » thatcherien. Un livre au ton universitaire pour ceux qui sont prêts à se colleter avec la théorie. Restera à la mettre en pratique.

Jan Spurk, *Futur antérieur. Le passé, un avenir désirable ?, Le Bord de l'eau*, 2025, 189 pages, 16€.

B.L.

QUESTION DE PERSPECTIVE

Le Macron *bashing*, ça suffit ! Car n'en déplaît aux sempiternels ricaners, lorsque le président déclare que « la Russie est à nos portes », force est d'admettre qu'il se livre à une analyse géopolitique d'une incontestable pertinence. Oh, bien entendu, les « portes » en question ne doivent pas être entendues au sens depuis longtemps révolu de « frontières » nationales, comme l'Alsace-Lorraine ou les Ardennes belges. Non, ces portes sont celles de l'UE, nouvelle mère patrie de l'impératrice Ursula, maîtresse sévère dont M. Macron est l'élève le plus soumis. La zone d'influence de son bras armé, l'OTAN, s'est étendue en 35 ans de la ligne de démarcation entre les deux ex-Allemagnes jusqu'aux confins orientaux de l'Ukraine. Si nous avons désormais cet encombrant voisin à nos portes, ce n'est pas parce qu'il est venu vers nous, mais que nous sommes allés vers lui. Comme quoi, tout est relatif, comme disait l'autre.

Pascal Halary —

ASSASSINATS MADE IN USA

Le 2 septembre un bateau au large de Trinité-et-Tobago a été l'objet d'une série de frappes américaines. Le *Washington Post* a révélé que le secrétaire à la Défense, Pete Hegseth, avait donné l'ordre de tuer tous les occupants du bateau que l'administration affirme être un navire de trafiquants de drogue. Une première frappe a neutralisé l'embarcation, laissant deux survivants agrippés à l'épave. L'amiral Frank M. Bradley, commandant des opérations spéciales, aurait alors ordonné une seconde frappe, tuant ces hommes sans défense. Comme les États-Unis n'ont pas déclaré la guerre au Venezuela, ce n'est même pas un crime de guerre, mais un meurtre pur et simple.

A.A. —

À PROPOS DU DANEMARK

• Pour justifier le retrait de 6 vaccins infantiles de la liste recommandée, Robert Kennedy Jr a tenté une comparaison avec le cas du Danemark. Dans *Le Soir* (07/01/26), son compatriote le pédiatre Sean O'Leary remet les pendules à l'heure : « Le calendrier du Danemark est le reflet de décisions prises dans un petit pays, très homogène, avec un système de santé publique centralisé qui garantit un accès universel aux soins, une faible prévalence des maladies, ainsi que des infrastructures sociales solides. Ces conditions n'existent pas aux États-Unis – loin de là. » [c'est nous qui soulignons] Avez : la vaccination comme palliatif d'une politique sociale et sanitaire digne de ce nom ?

• En décembre dernier, le petit royaume nordique a pris une décision historiquement inédite aussi triste que symbolique, celle de cesser la distribution du courrier par la Poste, pour ne garder que celle des colis. Donald Trump est déçu, lui qui aurait voulu envoyer une carte postale du Groenland à Mette Frederiksen : « *Sommes bien arrivés. Paysages sublimes, habitants accueillants. Plus envie de partir. Bons baisers de Nuuk* ». Parions également que cette décision va donner des idées à d'autres États, *benchmarking* oblige : « Et pourquoi pas, nous aussi ? ».

B. L. —

INCENDIE DE CRANS-MONTANA

Si l'accident est tragique, nous voulions interpellier à propos d'une observation qu'aucun média, à notre connaissance, n'a fait sur une vidéo qui a circulé dans la plupart de ceux-ci : on y voit des jeunes, smartphones à la main, filmer le feu en train d'embraser le plafond, continuant à faire la fête, comme si de rien n'était (symptôme d'une société qui préfère se morfondre dans l'*Image* plutôt que de voir la catastrophe arriver ?)

K. C. —

UE ET WISFUL THINKING

On entend dire que l'Union européenne, coincée entre Trump, Poutine et Xi Jinping, est en mauvaise posture, elle serait en « perte de vitesse », en « déshérence », voire « déjà morte », etc. Que nenni, d'un point de vue intra-européen, pour dominer ses citoyens, elle n'a jamais été aussi puissante, et on ne voit pas quelle contre-force pourrait faire changer la donne. La preuve ? L'insubmersible Ursula von der Leyen a encore engrangé une victoire, la signature du traité du Mercosur. Si les députés le ratifient, le continent va perdre sa souveraineté alimentaire, donc le peu de souveraineté politique qu'il lui restait face aux autres blocs. Que des bonnes nouvelles en ce début d'année !

B. L. —

PREUVE DE L'INUTILITÉ DES MINISTRES ?

C'est fait ! L'Albanie a franchi un nouveau pas vers l'absurde en nommant le tout premier ministre généré par intelligence artificielle (ce terme n'a jamais mieux porté son nom).

K. C. —

WAF WOUF !

Comment ne pas évoquer Donald Trump lorsque nous parlons d'intelligence artificielle ? L'homme de la maison blanche s'est récemment distingué par quelques frasques, dont celle particulièrement effrayante d'enlever un dirigeant politique dans le but (non masqué) de pomper le pétrole de son pays. Mais le plus inquiétant peut-être réside dans l'inertie totale du reste du monde, et de ses caniches européens.

K. C. —

TROUBLE RESSEMBLANCE...

Soucis d'inclusion oblige (mais surtout de profit), Barbie vient de lancer sa toute nouvelle poupée « autiste » sur les marchés, casque aux oreilles et tablette à la main. Euh, n'est-ce pas là plutôt le sosie parfait de l'homme contemporain ?

K. C. —

OXFAM, LUCIDE

Dans son dernier rapport intitulé « Résister au règne des plus riches », l'ONG ne se contente pas de paresseusement pointer du doigt l'extrême droite souverainiste et ses tribuns (Farrage, Le Pen, Simion, Ventura, Wilders, Weidel et consorts), mais les vrais responsables du chaos organisé que sont les hyper-riches. Sera-t-elle qualifiée par les antifas de « confusionniste » ?

B. L. —

Ecolo sans chef(fe)

Cornaquer Ecolo serait-il devenu une mission trop délicate ? Gilles Vanden Burre et Marie-Colline Leroy se sont finalement portés candidats à la co-présidence. L'écologie politique n'est plus à la mode. On peut le regretter, tout en le comprenant : trop d'accent mis sur le réchauffement climatique, trop d'intérêt pour le solutionnisme technologique et trop de complaisance envers les revendications des minorités, le tout lié par une bonne sauce au politiquement correct. Un sérieux *aggiornamento* serait nécessaire.

B. L. —

Kairos+
+ D'ARTICLES + DE VIDÉOS

● **Le 28^e État : quand l'Europe enterre la démocratie sans oser le dire**

Vidéo **L'INSTANT MARZIE**
LE CINÉMA POUR RÉENCHANTER LE MONDE
Le rire pour mieux le comprendre
Laurent FIRODE
Réalisateur, acteur et scénariste français

● **L'argent du Kremlin, on l'a trouvé**

Vidéo **2008 LE COUP D'ETAT MONDIAL**
Comment banquiers, médias et politiques ont provoqué un désastre
2008 Pierre JOVANOVIC
Essayiste et journaliste français

● **Le choc de l'Arrière. Autopsie d'un basculement**

Vidéo novembre 2025 **D-Kript**
La revue de presse #20
Avec Alexandre et Giovanni

KAIROS [JOURNAL ANTIPRODUCTIVISTE POUR UNE SOCIÉTÉ DÉCENTE]
EST VOTRE MÉDIA, CONTINUEZ À LE FAIRE VIVRE.
VIVE LA PRESSE LIBRE !

ABONNEZ-VOUS
À KAIROS

www.kairospresse.be/abonnement

Abonnement belge pour 5 numéros : 35€, frais de port inclus.
42€ pour l'Europe (sauf Suisse 45€), frais de port inclus.

IBAN : BE81 5230 8062 1324

Découvrez-nous également chez de nombreux vendeurs de presse et libraires en Belgique.

NE PAS JETER!
PARTAGER!